



DÉBATS

de

l'Assemblée nationale

du

QUÉBEC

QUATRIÈME SESSION – 28^e Législature

Le jeudi 5 juin 1969

Vol. 8 – N^o 53

Président : l'honorable Gérard Lebel

TABLE DES MATIÈRES

Commission des bills privés et publics (8e rapport).	2419
Commission de l'Assemblée nationale (9e rapport).	2419
Bills privés.	2419
Bill 40 — Loi modifiant la loi des droits sur les successions	
1re lecture.	2420
Déclaration ministérielle — Les municipalités et le fédéral	
Le premier ministre, M. Jean-Jacques Bertrand.	2421
Le chef de l'Opposition, M. Jean Lesage.	2421
Question de privilège — L'avion du gouvernement	
Mme Claire Kirkland-Casgrain.	2423
Question de privilège — Grand Théâtre	
M. Jean Lesage.	2425
Négociations avec les enseignants	
M. Marcel Masse.	2429
Questions et réponses	
Serge Savard.	2430
Bill 41.	2431
Bills privés en 3e lecture.	2432
Bill 27 — Loi concernant les Jugements déclaratifs de décès	
2e lecture, comité plénier.	2432
Bill 25 — Loi modifiant la charte de la Société générale de financement du Québec	
Deuxième lecture	
M. Paul Dozois.	2434
M. Robert Bourassa.	2437
M. William Tetley.	2438
M. Paul Dozois.	2439
Comité plénier.	2442
3e lecture.	2450
Bill 28 - Loi modifiant l'Office de planification du Québec	
2e lecture	
M. Marcel Masse.	2450
M. Robert Bourassa.	2452
Comité plénier.	2453
Comité des subsides	
Crédits du ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives.	2459
Ajournement.	2488

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre
des Finances. Adresse: Comptable de l'Assemblée nationale, Québec.*

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762.

(Quinze heures cinq minutes)

M. LEBEL (président): Qu'on ouvre les portes. A l'ordre, messieurs!

Présentation de pétitions.
Lecture et réception de pétitions.
Présentation de rapports de comités élus.

L'honorable Secrétaire de la Province.

Commission des bills privés et publics

M. PAUL: M. le Président, la commission des bills privés et des bills publics a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son huitième rapport. Votre commission a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants: bill 226, Loi modifiant la charte de la cité de Verdun; bill 251, Loi concernant l'oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal. Votre commission recommande à votre honorable Chambre que le titre du bill 251, ci-dessus mentionné, intitulé Loi concernant l'oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal, soit changé en celui de Loi concernant la Corporation de l'oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal. Respectueusement soumis.

M. LE PRESIDENT: Ce rapport sera-t-il adopté?
Adopté.

Présentation de motions non annoncées.

M. PAUL: M. le Président, qu'il me soit permis de faire motion pour que la commission de la présidence du conseil soit autorisée à siéger ce soir, à 8 heures 15, pendant que la Chambre est en séance.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.
L'honorable député de Saint-Maurice.

Commission de l'Assemblée nationale

M. DEMERS: Rapport de la commission de l'Assemblée nationale. La commission de l'Assemblée nationale à l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son neuvième rapport. Votre commission est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après: de la cité de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte. Respectueusement soumis.

M. LE PRESIDENT:
Présentation de motions non annoncées.

Présentation de bills privés.

L'honorable député de D'Arcy-McGee.

Bills privés

M. GOLDBLOOM: M. le Président, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill no 1 8 7, intitulé Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente
L'honorable député de Gaspé-Nord.

M. GAGNON: Pour M. Desmeules, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill 1 0 8, intitulé Loi refondant la charte de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.
L'honorable député de Jean-Talon.

M. BEAUPRE: M. le Président, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill no 1 1 2, intitulé Loi modifiant la charte de la cité de Sillery.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.
L'honorable député de Matane.

M. BIENVENUE: M. le Président, pour M.

Maltais, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill no 236, intitulé Loi concernant la ville de Hauterive.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable député de Napierville-Laprairie.

M. BAILLARGEON: M. le Président, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill no 235, intitulé Loi concernant la ville de Brossard.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable député de Berthier.

M. GAUTHIER (Berthier): M. le Président, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill no 231 intitulé Loi concernant l'annexion du Lac Maskinongé au territoire de la ville de Saint-Gabriel.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable député de Jacques-Cartier.

M. SAINT-GERMAIN: M. le Président, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill no 186 intitulé Loi modifiant la charte de la cité de Dorval.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable député de Montmorency.

M. TREMBLAY (Montmorency): M. le Président, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill no 177 intitulé Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu de Québec.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable député de Montmorency.

M. TREMBLAY (Montmorency): M. le Président, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill no 234 intitulé Loi concernant la ville de Duberger.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente. L'honorable député de Napierville-Laprairie.

M. BAILLARGEON: M. le Président, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill no 211 intitulé Loi concernant la ville de Candiac.

M. LE PRESIDENT: Cette motion sera-t-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

Présentation de bills publics.

M. BERTRAND: E.

Bill 40

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre du

Revenu propose la première lecture de la Loi modifiant la loi des droits sur les successions.

L'honorable ministre du Revenu.

MR. JOHNSTON: Mr. Speaker, the object of Bill 40 is to exempt from succession duties estates the aggregate value of which does not exceed \$75,000 for the whole of the property transmitted in direct line.

M. LE PRESIDENT: Cette motion de première lecture sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

L'honorable premier ministre.

Les municipalités et le fédéral

M. Jean-Jacques Bertrand

M. BERTRAND: M. le Président, le premier ministre du Canada vient de prononcer un discours devant le congrès de la Fédération canadienne des maires et les municipalités. Je n'ai pas reçu le texte intégral de ce discours, mais comme celui-ci a donné lieu à diverses interprétations, je crois nécessaire, ici, d'apporter quelques précisions sur la position du gouvernement du Québec, relativement aux relations qui doivent exister entre le gouvernement du Québec et les municipalités québécoises.

Je dirai d'abord que le gouvernement du Québec, lorsqu'il y a négociation avec le gouvernement fédéral, représente les municipalités aussi bien que les autres organismes publics qui relèvent de sa compétence.

Or, non seulement les questions municipales sont-elles constitutionnellement de compétence provinciale, mais les municipalités sont, elles-mêmes, la création des gouvernements des provinces, Etats membres de la fédération.

C'est donc dire qu'il n'est pas question pour nous, ni en vertu de la présente constitution, ni en vertu de la constitution nouvelle que nous sommes à négocier, de confier au gouvernement central quelque responsabilité que ce soit sur les municipalités. Ce n'est pas parce qu'à l'heure actuelle les problèmes urbains sont devenus importants qu'il en découle que leur solution appartient au gouvernement fédéral.

Ce que je trouverais grave, dans une intervention fédérale dans ce domaine, c'est qu'elle contribuerait à créer de la confusion là où il n'y en a pas encore. Déjà pourtant, il me semble que

les champs de compétences entre le gouvernement fédéral et celui des provinces sont peu clairs. Je vois mal pourquoi il faudrait maintenant mêler davantage les choses en introduisant le gouvernement fédéral dans le secteur municipal où il n'a rien à faire.

La résultante logique d'une telle attitude serait la négation même du fédéralisme. Si le gouvernement fédéral sent qu'il a le moyen d'aider financièrement ou autrement les municipalités de façon directe, ne conviendrait-il pas d'abord qu'il se rende aux demandes pressantes du Québec et, de fait, de toutes les provinces qui réclament depuis déjà plusieurs années une répartition plus équitable des ressources fiscales du pays. Car, une fois établie cette meilleure répartition fiscale, le Québec sera en mesure, en collaboration avec ses municipalités, de continuer à résoudre les problèmes municipaux et urbains qui se posent et dont nous sommes tous conscients.

En ce qui concerne le Québec — et je ne veux pas parler ici au nom des autres provinces c'est clair — notre attitude est nette. Les municipalités sont de notre ressort exclusif et nous n'avons pas l'intention de laisser le gouvernement fédéral s'y introduire sous quelque prétexte que ce soit.

M. Jean Lesage

M. LESAGE: Je n'ai pas eu l'occasion de lire le discours du premier ministre du Canada. L'énoncé de principes que vient de faire le premier ministre me convient évidemment. Je sais que les municipalités sont les créatures des provinces. Nous l'avons affirmé à de nombreuses reprises. Nous avons même dû tenir une session spéciale, à un moment donné, alors que nous étions au pouvoir, justement parce que nous considérons que la juridiction du Québec sur les municipalités était pleine et entière. Par conséquent, sur le principe même, je suis parfaitement d'accord.

Mais, je m'excuse de demander au premier ministre ce qu'a dit le premier ministre du Canada qui puisse provoquer cette déclaration.

M. BERTRAND: Les interprétations que l'on donne à son discours représenteraient...

M. LESAGE: Des interprétations. Mais qu'a-t-il dit au juste?

M. BERTRAND: Le problème n'est pas nouveau. J'ai déjà entendu, ici dans cette Chambre, des protestations semblables.

M. LESAGE: Mais qu'a-t-il dit?

M. BERTRAND: Certaines provinces du Canada souffriraient de l'intrusion du fédéral dans le domaine municipal.

M. LESAGE: Ce n'est pas nouveau, ça. Il n'y a rien de nouveau là-dedans.

M. BERTRAND: Alors, nous voulons bien affirmer notre juridiction. Nous ne voulons pas que des interprétations tendent à laisser croire que les municipalités du Québec recevront directement des fonds d'Ottawa.

M. LESAGE: Par conséquent, cela n'a pas affaire à un discours prononcé par M. Trudeau. C'est la situation qui existe et qui prévaut depuis longtemps...

M. BERTRAND: Qui découle de ces propos, de ces interprétations que l'on donne.

M. LESAGE: ... à l'effet qu'en dehors du Québec certains gouvernements provinciaux veraient d'un bon oeil des relations directes entre le gouvernement fédéral, d'une part, et les municipalités, d'autre part. Or, tout le monde sait, et, nous sommes unanimes sur ce point, que nous ne sommes pas d'accord. Je croyais qu'il y avait eu une déclaration d'intention, à entendre le premier ministre, cet après-midi.

M. BERTRAND: Si nous sommes d'accord, il n'y a pas de problème.

M. GAGNON: A l'ordre! Il n'y a pas de débat.

M. LESAGE: M. le Président, ce n'est pas un débat. La règle est là; j'ai le droit de faire certains commentaires. C'est ce que je suis à faire, après avoir demandé un éclaircissement. Je n'en fais pas un débat politique, loin de là. J'ai commencé par dire que j'étais d'accord avec le premier ministre sur le principe qu'il a énoncé. Ce qui me surprend, c'est cette déclaration subite. Je ne sais pas si c'est dû à la course à la chefferie ou si on prépare une escalade en vue de la conférence fédérale-provinciale.

C'est hors texte et hors climat. Cela fait drôle le premier ministre a l'air d'un homme qui cherche de la publicité.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: M. le Président, le règlement ne me permet pas de faire de commentaires, mais je peux, sans doute, poser une ques-

tion au premier ministre. La position qu'il vient de prendre — le chef de l'Opposition l'a dit — nous convient en principe. Elle semble convenir aussi au premier ministre. Pourrais-je lui demander si le député de Saint-Jacques, ministre des Finances, est également d'accord, lui qui alors qu'il était membre du comité exécutif de la ville de Montréal, avait fait une conférence à Montréal...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! On sait qu'en vertu de nos règlements sessionnels il est permis à l'honorable chef de l'Opposition de faire un commentaire à la suite d'une déclaration ministérielle. Je ne crois pas, cependant, que nous puissions permettre, à la suite d'une déclaration ministérielle une question, surtout si elle est accompagnée de commentaires, et peut donner naissance à un débat.

M. LAPORTE: Alors, M. le Président, je ne ferai pas de commentaires, mais je comprendrais mal que je ne puisse pas poser de questions sur les sujets qui me conviennent, même s'il s'agit de celui-là. Je demande au ministre des Finances à quel moment il a changé d'opinion, lui qui, il y a quelques années, réclamait des relations directes entre le gouvernement fédéral et les municipalités.

M. DOZOIS: Jamais!

M. LAPORTE: M. le Président, je me souviens qu'étant éditorialiste au Devoir, je l'avais contredit.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Etant donné la réponse de l'honorable ministre des Finances, qui a été catégorique, et qui a été, si j'ai bien compris; « Jamais », je pense que je ne peux pas permettre ici un contre-interrogatoire.

M. LAPORTE: Merci, M. le Président, mais puis-je vous rappeler qu'hier aussi nous avons eu des réponses catégoriques.

M. BERTRAND: Elles étaient fondées, quant à moi.

M. LAPORTE: Je demande simplement au député de Saint-Jacques s'il affirme catégoriquement que Jamais il n'a réclamé de relations directes entre le gouvernement fédéral et les municipalités.

M. DOZOIS: M. le Président, j'ai beau faire appel à ma mémoire, je ne me rappelle pas avoir pris une telle attitude. Mais si, par hasard, le

député de Chambly pouvait me citer un texte, je voudrais bien l'analyser avant d'y répondre, parce que je ne voudrais pas qu'on sorte une phrase du contexte de ce que j'aurais pu dire. Mais je réitère que Je ne me rappelle pas avoir fait une telle affirmation.

M. LAPORTE: Alors, M. le Président, c'est une question qui s'adresse à vous...

DES VOIX: A l'ordre!

M. LAPORTE: Est-ce que dès demain, M. le Président, je pourrai rafraîchir la mémoire du ministre?

M. ALLARD: Oui, d'accord.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre? Je cherche une façon...

A l'ordre!

J'essaierai, d'ici demain, de trouver une façon réglementaire de permettre cette question.

M. LAPORTE: On va chercher la réponse pendant le même temps.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Marguerite-Bourgeoys...

M. LESAGE: M. le Président, le premier ministre devait déposer deux arrêtés ministériels cet après-midi. Un concernant...

M. BERTRAND: J'en dépose un concernant le Grand Théâtre de Québec et l'autre concernant l'Expo-Théâtre. Je les dépose tous les deux, et j'en transmets deux copies au chef de l'Opposition.

M. LESAGE: L'Expo-Théâtre c'est l'Escale.

M. BERTRAND: L'Expo et le théâtre l'Escale.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Marguerite-Bourgeoys.

Question de privilège

L'avion du gouvernement

MME KIRKLAND-CASGRAIN: M. le Président, je me lève Invoquant la question de privilège. Aujourd'hui, dans l'édition du Devoir parue à Montréal, à la page 10, il est écrit, sous le titre suivant: « Il s'agit d'élire un chef »: « A l'occasion d'une assemblée politique tenue

hier soir à Richmond et où le député de Frontenac... » Ici, je me permettrai de manquer au règlement, pour le nommer, M. Grenier est rapporté par ce journal comme ayant dit ce qui suit: ... M. Grenier s'en est pris à Mme Claire Kirkland-Casgrain qui aurait utilisé le jet du gouvernement pour aller dans le sud alors qu'il est difficile, même pour un ministre, d'emprunter cet appareil. »

Ceci, M. le Président, est une fausseté, je n'ai jamais, en aucun temps, ni avant que je sois ministre, ni lorsque je l'étais, ni après, utilisé le « jet » du gouvernement pour un voyage en dehors de la province de Québec ou pour des fonctions autres qu'officielles.

Les seules fois où celle qui vous parle a utilisé cet appareil se reportaient à des voyages officiels comme ministre et généralement en présence de hauts fonctionnaires et d'autres ministres.

Je tiens même à faire une autre mise au point par la même occasion. Lorsque j'étais seule à avoir besoin du « jet » pour une fonction officielle, j'utilisais généralement les lignes commerciales pour ne pas employer à mauvais escient les crédits de mon ministère.

Si les paroles de M. Grenier rapportées par le Devoir sont exactes, je verrai à prendre les mesures qui s'imposent...

M. GRENIER: C'est du chantagét

MME KIRKLAND-CASGRAIN: ... à moins que le député de Frontenac ne fasse amende honorable publiquement et ne rétablisse les faits dans leur véracité.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

UNE VOIX: A genoux!

UNE VOIX: Des excuses.

M. GRENIER: M. le Président...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GRENIER: ... je n'ai pas pris connaissance de l'article du journal. J'aimerais bien connaître ce que le journal a dit d'abord par rapport à cette déclaration et je verrai ensuite ce qu'il y a lieu de faire en relation avec la demande de madame Kirkland-Casgrain.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: M. le Président..

M. GRENIER: Actuellement, je lis la Presse.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

UNE VOIX: C'est le 5 juin...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!
L'honorable député de Chambly.

M. LAPORTE: M. le Président, avant que nous ne recourrions à d'autres moyens, auxquels, personnellement, je n'aurai aucune hésitation à recourir, c'est-à-dire la convocation de la commission de l'Assemblée nationale, pour vider le cas, nous sommes en droit de dire au député de Frontenac — j'invoque l'article 196 de notre règlement — que nous sommes en droit de demander au député de Frontenac si, oui ou non, il a prononcé les paroles à l'effet que le député de Marguerite-Bourgeoys aurait utilisé un avion du gouvernement pour aller dans le Sud.

S'il a fait cette déclaration, c'est lui qui le sait. Il y a dénégation formelle, et si le député de Frontenac n'a pas suffisamment le sens de l'honneur pour faire la mise au point qui s'impose, nous allons demander la convocation de la commission et nous allons faire témoigner le député de Frontenac.

M. GRENIER: M. le Président...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Je dois immédiatement, je pense, signaler à la Chambre la portée des articles 193 et suivants, et notamment l'article 196. Naturellement la question de privilège peut se terminer par une seule réclamation, comme elle peut également se terminer par une motion. Et à ce moment-ci, je tiens à faire remarquer qu'il n'y a pas formellement de motion devant la Chambre et, par conséquent, je ne saurais permettre un débat.

Toutefois, je pense qu'il y aurait lieu, avec le consentement unanime de la Chambre, d'entendre l'honorable député de Frontenac.

M. GRENIER: J'ai répondu tout à l'heure, je pense bien que ma réponse valait. J'ai dit tout simplement que je prendrais connaissance de ce qu'a rapporté le journal, parce que la question était basée sur l'article du journal. J'en prendrai connaissance...

M. LAPORTE: Qu'avez-vous dit?

MME KIRKLAND-CASGRAIN: Vous souvenez-vous de ce que vous avez dit?

M. LAPORTE: Avez-vous peur de répéter ce que vous avez dit?

UNE VOIX: ... une tempête dans un verre d'eau.

M. GRENIER: Je prendrai connaissance de l'article du journal et je serai en mesure de donner une réponse. En attendant, je lis le journal La Presse.

MME KIRKLAND-CASGRAIN: M. le Président, étant la première impliquée à la suite des paroles probables du député de Frontenac, je ne suis pas du tout satisfaite de la réponse que le député a donnée au député de Chambly. En plus de cela, je pense qu'il devrait avoir le courage de répéter ce qu'il a dit. D'ailleurs, il n'a pas besoin de beaucoup de mémoire, cela date d'hier soir. Il doit se souvenir de ce qu'il a dit hier soir.

M. GRENIER: J'ai répondu, pour la troisième fois, que je prendrai connaissance de l'article du Devoir avant de répondre au député de Marguerite-Bourgeoys. C'est clair.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre! Il est exact que la question de privilège est fondée sur un article de journal. Je pense qu'on n'a qu'à se reporter au texte. L'honorable député de Frontenac demande un délai qui lui permettra de prendre connaissance du journal. A ce moment-là, il pourra dire s'il a été cité exactement ou pas. Il sera toujours loisible, à ce moment-là, de formuler la motion.

M. LESAGE: Je vous remercie infiniment, M. le Président, mais il serait peut-être bon que le député de Frontenac relise les articles en question, pour qu'il ne croie pas qu'il s'agit d'une tempête dans un verre d'eau et qu'il réalise bien la gravité, pour lui, comme député, de ce qu'il a dit hier soir et des excuses qu'il doit au député de Marguerite-Bourgeoys.

M. GRENIER: C'est très grave. Très bien!

M. LAPORTE: Le grand réformateur du Parlement.

M. LESAGE: C'est plus grave qu'il ne le pense.

M. LAPORTE: Le grand réformateur du Parlement,

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. BEAUDRY: M. le Président, pour faire suite à la demande du chef de l'Opposition, il me fait plaisir de déposer les arrêtés ministériels 1633 et 1638.

Question de privilège

Grand Théâtre

M. LESAGE: M. le Président, Je désire invoquer mon privilège. La raison pour laquelle je n'ai pas avisé Votre Honneur de mon intention, c'est que la question de privilège que je vais soulever vient de la lecture des arrêtés ministériels que le premier ministre vient de déposer.

Il s'agit d'un événement qui vient de se produire, depuis le commencement de la séance, et je soulève la question de privilège à la première occasion que j'ai de le faire. L'arrêté en conseil 1631 du 28 mai 1969 s'intitule « Concernant la location du Grand Théâtre de Québec ».

« Attendu que le Grand Théâtre de Québec, situé au 1100 rue Claire-Fontaine, Québec, est la propriété du gouvernement du Québec.

« Attendu que, par lettres patentes du lieutenant-gouverneur du Québec en date du 5 mai 1969, une corporation a été créée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies sous le nom de Le Grand Théâtre de Québec Ltée.

« Attendu que l'objet principal pour lequel la constitution en corporation a été accordée est celui-ci: promouvoir les arts et les lettres, et plus spécialement animer, maintenir, diriger et exploiter l'immeuble situé au 1100 rue Claire-Fontaine.

« Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires culturelles, que la location dudit immeuble à la Corporation du Grand Théâtre Ltée soit autorisée pour la somme de \$1, à compter du 1er août 1969, pour une période de dix années. »

M. le Président, ma question de privilège est la suivante: Le ministre des Affaires culturelles a nié formellement hier que le gouvernement ait pris une telle décision malgré que, lorsque je lui ai posé ma question concernant le Grand Théâtre de Québec, j'ai bien spécifié chacune des conditions que je retrouve à l'arrêté ministériel et que je viens de mentionner. Les réponses de M. Tremblay (Chicoutimi), aux feuilles 2597 et 2598 de l'épreuve du journal des Débats, sont toujours à toutes les questions: « Non, M. le Président. Non. M. le Président ».

Deuxièmement, toujours partie de la même question de privilège, le premier ministre a déposé également tantôt copie de l'arrêté ministériel no 1632, daté le 28 mai 1969, intitulé « Concernant la location de l'Expo-Théâtre et du bateau-théâtre l'Escale ».

« Attendu que l'Expo-Théâtre situé à la cité du Havre, Montréal, et le bateau-théâtre l'Escale sont la propriété du gouvernement du Québec — première partie de cette deuxième division de la question de privilège, je lis au journal des Débats, épreuve feuille 2598, page 1; —

« M. Laporte: Ma question s'adresse au ministre » — c'est à la feuille 2599, page 1 — des Affaires culturelles et au premier ministre: Y a-t-il eu un arrêté ministériel d'adopté par le gouvernement relativement au théâtre flottant l'Escale?

« Oui, M. le Président. Et si l'on... »

C'est au bas de la page 2598, M. le Président

« M. Laporte: Puis-je demander au ministre des Affaires culturelles d'abord, s'il est vrai que le gouvernement, soit par son ministère, soit par un autre ministère, s'est porté acquéreur du théâtre-flottant qui a le nom l'Escale?

« M. Tremblay (Chicoutimi): Non. »

Or, M. le Président, je vous rappelle le premier attendu de l'arrêté ministériel 1632, que je viens de lire:

« Attendu que l'Expo-Théâtre situé à la cité du Havre, Montréal, et le bateau-théâtre l'Escale sont la propriété du gouvernement du Québec. » Inévitablement, M. le Président, la conclusion est la suivante: c'est que le gouvernement a acquis le bateau-théâtre l'Escale. Or, hier, je viens de le lire, le ministre en réponse au député de Chambly, a répondu par un nom catégorique à la question: Le gouvernement a-t-il acquis le bateau l'Escale? Il a répondu: Non.

Ah, M. le Président...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non, non, non, non. Pardon. Vous vous trompez.

M. LESAGE: ... je lis, je sais très bien lire, c'est le bas du feuillet 2598, page 1:

« M. Laporte: Puis-je demander au ministre des Affaires culturelles d'abord, s'il est vrai que le gouvernement, soit par son ministère, soit par un autre ministère, s'est porté acquéreur de ce théâtre flottant qui a le nom l'Escale?

« M. Tremblay (Chicoutimi): Non. »

C'est au haut de la page 2598, M. le Président, et c'était le ministre des Affaires culturelles qui avait recommandé la location de ce bateau l'Escale et l'arrêté ministériel 1632 a été adopté sur sa recommandation.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce n'est pas exact!

M. LESAGE: M. le Président, est-ce que

le premier ministre prétend que je l'ai mal compris hier, quand il a répondu non, et que le journal des Débats l'a mal compris aussi, qu'il est le grand incompris, que personne ne le comprend? Pourtant, il se vante de parler un français impeccable.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre! Actuellement, j'ai compris qu'il s'agissait d'une question de privilège qui nécessitait des explications assez précises et assez longues. Je pense que tous conviendront que la question de privilège ne peut donner ouverture à un débat. Je pense que nous sommes bien sur le point de nous y engager.

M. LESAGE: M. le Président, je n'ai pas terminé. M. Laporte a demandé ensuite au feuillet R/2598, page 2; « Pourriez-vous...

M. DOZOIS: M. le Président, le chef de l'Opposition me permettra. Dans le feu de son envolée, tout à l'heure, il a dit...

M. LESAGE: Oui?

M. DOZOIS: ... que le premier ministre a dit certaines choses, et il a fait une correction, alors que le micro était fermé.

M. LESAGE: Ah bon, c'est entendu que c'est un lapsus et que mes remarques s'adressaient au ministre des Affaires culturelles.

M. LAPORTE: Il se surveille.

M. LESAGE: Alors, toujours au feuillet 2598, page 2, M. le Président. Après cette réponse: « Non » du député de Chicoutimi que je viens de mentionner:

« M. Laporte: Merci, M. le Ministre. Pourriez-vous également demander, M. le Président, à M. le ministre s'il est vrai que ce théâtre flottant l'Escale a flotté jusqu'à une société privée qui en aurait reçu l'administration pour une certaine période de temps?

« M. Tremblay (Chicoutimi): Non. »

Je reprends la lecture de l'arrêté ministériel no 1632 où il appert au premier attendu que « le bateau-théâtre l'Escale est la propriété du gouvernement du Québec. » Et, après les autres attendus, il est dit: « Attendu que par lettre patente du lieutenant-gouverneur du Québec en date du 5 mai 1969 une corporation a été créée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies sous le nom de Expo-Théâtre Ltée, il est ordonné en conséquence, cela sur la proposition du ministre des Affaires cul-

turelles, que la location de l'immeuble l'Expo-Théâtre et du bateau-théâtre l'Escale à la corporation de l'Expo-Théâtre Ltée soit autorisée pour la somme de \$1 à compter du 1er juin 1969 pour une période de dix années. »

Il est clair, je ne reprendrai pas les termes que je viens d'entendre, mais il est clair qu'on a trompé sciemment ou inconsciemment la Chambre hier, et je pense qu'il y aurait lieu pour le ministre des Affaires culturelles de se rétracter. De toute façon, j'avais posé au ministre des Institutions financières, des compagnies et des coopératives une question au sujet de la composition des corporations en question. J'y reviendrai si le ministre des Affaires culturelles daigne bien se rétracter.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Nous venons d'assister encore une fois à une de ces démonstrations ridicules et grotesques dont le chef de l'Opposition a l'habitude.

M. LESAGE: M. le Président!

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Je demande à l'honorable ministre des Affaires culturelles de retirer les épithètes qu'il vient d'employer.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je réitère, enfin Je reprends les propos que j'allais tenir et je vous dis qu'obtempérant à votre désir, je vais retirer certaines expressions et leur substituer les suivantes: Disons que ce n'est pas ridicule et grotesque, ce que vient de faire le chef de l'Opposition, mais que c'est drolatique et amusant.

M. LAPORTE: Drolatique et amusant!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le chef de l'Opposition vient de nous donner encore une fois une démonstration de son savoir-faire dans le domaine de la grande comédie.

M. COURCY: Le ministre a les culottes à terre.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): De la grande comédie, de la tragi-comédie, du mélodrame.

M. LESAGE: Vous aimez ça vous faire mentir en plaine face?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il accuse de façon catégorique un de ses collègues en Chambre. Invoquant le privilège de la Chambre, il l'accuse d'avoir menti à la Chambre. Si le chef de l'Opposition, qui a été renseigné hier

ou avant-hier, je ne sais trop, par certains informateurs que je connais, si le chef de l'Opposition avant été bien informé, il se rendrait compte que toutes les réponses que j'ai données sont exactes.

UNE VOIX: Nommez-les ces informateurs.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Et voici pourquoi, c'est qu'hier...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... ce qu'on a voulu me faire dire c'est ceci et c'est inexact. On a voulu me faire dire que le gouvernement du Québec avait loué à des entreprises privées ou à une compagnie privée, une société privée et le bateau l'Escale et le théâtre dit Expo-Théâtre et le Grand-Théâtre de Québec. Or, il s'agit de corporations du gouvernement, ainsi que pour l'expliquer le ministre des Institutions financières, et l'on se rendra compte que c'est le gouvernement qui a toute l'autorité sur les dites corporations. Pour couper court à un débat qui pourrait s'éterniser, c'est le député de Louis-Hébert qui devrait s'excuser.

J'aurai l'occasion de déposer en Chambre une série de documents explicatifs montrant quelle sera la formule d'administration et de gestion de ces dites corporations qui sont sous la surveillance et la direction du ministre des Affaires culturelles en fonction des décisions que nous avons prises et qui ont été approuvées par le ministère des Institutions financières et par le conseil des ministres, il y a eu peut-être hier un lapsus, à un moment donné, quand le député de Chambly...

M. LESAGE: Ah oui?

DES VOIX: Ah! Ah!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Un instant! Je n'aime pas qu'on m'interrompe quand je donne des explications qu'on a demandées.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! J'ai maintenant quelque expérience des débats enflammés et je sais qu'on me demandera peut-être, dans quelques instants, d'intervenir pour faire observer le règlement. Je serai dans la position du juge qui n'aura rien entendu. J'invite donc les honorables députés à m'aider à entendre l'honorable ministre des Affaires culturelles.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Hier, il se

peut que, dans le chassé-croisé des questions qu'ont posées alternativement le député de Chambly et le député de Louis-Hébert, j'aie donné une réponse par oui ou par non qui n'était pas en tout point exacte. C'est au sujet de l'Escale. Le député de Chambly, à un moment donné, a demandé si on avait loué l'Escale à une corporation privée. Il a demandé, d'autre part, si on avait loué l'Escale à une corporation, il y a peut-être eu une confusion. J'ai peut-être dit oui alors que j'aurais dû dire non, ce qui n'est rien de grave.

M. LAPORTE: C'est un mensonge pieux.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce qu'il y avait d'implicite, de sous-entendu... Est-ce que l'on veut entendre la réponse, oui ou non?

M. LAPORTE: Oui, oui.

M. LESAGE: Je l'entends très bien.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Si on ne veut pas, je vais me rasseoir tout simplement.

M. LESAGE: Je vous entends très bien.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): On se rend compte, depuis le début de la session, qu'à chacune des séances de la Chambre, nous assistons à des débats qui ne sont pas du tout à l'honneur du Parlement et à des tentatives d'obstruction...

M. LAPORTE: Spécialement quand vous intervenez!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... systématique de la part de l'Opposition.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Je dois signaler qu'il s'agit d'une question de privilège, que la question de privilège ne s'est pas terminée par une motion et que, par conséquent, il ne doit pas y avoir de débat. J'espère bien que nous pourrons passer à un autre article prochainement.

M. LESAGE: Avant de présenter la motion, ce que je ferai probablement, contre le député de Chicoutimi en vertu de notre règlement, Je voudrais demander au premier ministre de bien vouloir déposer l'arrêté ministériel qui a sans doute été adopté autorisant le gouvernement à acquérir le bateau-théâtre l'Escale...

M. BERTRAND: Nous le déposerons.

M. LESAGE: ... ainsi que le contrat, si un contrat a été signé — comme je suppose bien qu'un contrat a été signé — un contrat de vente entre les vendeurs d'une part et le gouvernement de l'autre pour l'acquisition du bateau-théâtre Escale. C'est la première chose. C'est donc que le gouvernement était propriétaire.

Pour ce qui est des sociétés, il s'agit de sociétés formées en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies. Je demanderais au ministre des Institutions financières, sociétés et coopératives de donner suite à la question que je lui posais hier en ce qui touche la composition de ces compagnies, les noms des administrateurs.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il va pouvoir vous donner cela tout de suite.

M. LESAGE: Je l'ai demandé hier au ministre des Institutions financières.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ils sont tous des membres du ministère des Affaires culturelles. J'invoque le règlement.

M. LESAGE: Je tiens à...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il y a encore dans l'attitude du chef de l'Opposition...

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre! J'ai l'impression que, dans l'emploi des épithètes que je viens d'entendre nous avons tout ce qu'il faut pour un match nul.

A l'ordre! Je demande, d'abord, à l'honorable ministre des Affaires culturelles de retirer ses paroles et je demande également à l'honorable chef de l'Opposition de retirer les deux dernières épithètes qu'il a employées.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je déclare que ce n'est pas la profession ordinaire du député de Chambly de mentir.

M. LAPORTE: M. le Président, si vous voulez absolument que cela tourne au drame, ça va commencer!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Je demande à l'honorable ministre des Affaires culturelles de bien vouloir retirer ses paroles.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Mais, quelles paroles voulez-vous que je retire, M. le Président?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je vais me rendre à votre décision. Tout à l'heure, j'ai déclaré que le député de Chambly était un menteur officiel. Alors, je l'ai retiré. J'ai peut-être ajouté quelque chose qui a laissé entendre qu'il avait une autre profession.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: M. le Président, j'invoque mon privilège pour montrer au député de Chicoutimi qu'il est en train de perdre la tête complètement. Il n'a jamais parlé du député de Chambly.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je vous ai confondu, c'est encore mieux.

M. LAPORTE: Deuxièmement, pourriez-vous exiger, M. le Président... Regardez si c'est drôle. Voyez-vous, c'est notre parlementarisme que nous sommes en train d'exposer et c'est le ministre des Affaires culturelles qui donne le spectacle.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: M. le Président, si vous n'êtes pas en mesure de faire retirer au ministre des Affaires culturelles les paroles infamantes qu'il a prononcées dans cette Chambre, nous pouvons peut-être recourir à d'autres moyens.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Chambly me pose une question assez directe, il

me demande si je suis en mesure de faire retirer ces paroles. Me permettrait-on de parodier saint Paul et de dire que je puis tout si la Chambre me soutient et que je ne puis rien seul? Il me faut donc la coopération de la Chambre pour demander à l'honorable ministre des Affaires culturelles de bien vouloir retirer ses paroles, sans y ajouter une fioriture qui me mettrait dans une impasse malheureuse, dans l'eau bouillante, comme on l'a si bien dit. Je demanderai ensuite à l'honorable chef de l'Opposition de bien vouloir se rendre à ma demande.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je les ai déjà retirées; alors, Je les retire encore une fois. Que voulez-vous!

M. LESAGE: M. le Président, pour montrer au ministre des Affaires culturelles de quelle

façon les choses doivent se faire, Je dirai que je retire les paroles que j'ai prononcées à l'endroit du ministre des Affaires culturelles à l'effet qu'il était un grossier et un malappris. Je les retire: grossier, malappris; grossier, malappris.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): J'ai retiré menteur, menteur, menteur.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LESAGE: J'ai posé une question au ministre des Institutions financières. J'espère que cela sera poli.

M. BEAULIEU: M. le Président, des lettres patentes ont été émises créant le Grand Théâtre de Québec Ltée, corporation constituée le 5 mai 1969 en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies sans but lucratif. MM. Raymond Morissette, sous-ministre, Guy Beaulne et Ulric Breton en sont les requérants et premiers administrateurs.

M. LESAGE: Y a-t-il d'autres administrateurs qui ont été nommés depuis?

M. BEAULIEU: Non.

M. LESAGE: Pour ce qui est de l'autre société, Expo-Théâtre?

M. BEAULIEU: Vous m'avez demandé le Grand Théâtre de Québec Ltée.

M. LESAGE: C'est parce que Je ne savais pas qu'une société avait été créée sous le nom d'Expo-Théâtre. C'est le premier ministre qui me l'a appris en me permettant de lire l'arrêté ministériel. Le ministre serait-il en mesure de me donner les renseignements demain?

M. BEAULIEU: Je prends en note la question et je répondrai demain.

M. LESAGE: De quelle façon le Grand Théâtre sera-t-il administré par ces gens-là?

M. BEAULIEU: Je n'ai pas lu encore tous les documents de la corporation.

M. LESAGE: Le contrat a-t-il été signé entre le gouvernement et cette nouvelle société?

M. BEAULIEU: Je ne le sais pas.

M. LESAGE: Pourrais-je le demander au premier ministre?

M. COURCY: Attention, monsieur.

M. LESAGE: Le premier ministre pourrait-il me le dire?

M. BERTRAND: Je ne crois pas que le contrat soit signé.

M. LESAGE: Dans les deux cas? C'est une curieuse façon d'administrer: Je ne sais pas.

M. BERTRAND: Je ne crois pas que le contrat soit intervenu.

M. LESAGE: Ni dans un cas, ni dans l'autre?

M. BERTRAND: Pas encore.

M. LESAGE: Pas encore. Alors, je demande au premier ministre de vérifier, il pourra me le confirmer demain.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre d'Etat à la fonction publique.

Négociations avec les enseignants

M. MASSE: M. le Président, en réponse à une question posée par le député de Saint-Laurent concernant l'état des négociations dans le secteur des enseignants des collèges d'enseignement professionnel et technique.

Les dernières séances de négociations entre les représentants des syndicats des enseignants des quinze collèges d'enseignement général et professionnel affiliés à la CSN se sont tenues les 28 mars et il avril derniers à la Fédération des collèges d'enseignement général et professionnel à Montréal.

La partie patronale a, à cette occasion, déposé des contrepropositions globales sur les points qualifiés d'importants par les représentants syndicaux à savoir;

Charge de travail, reconnaissance des droits du syndicat, la commission pédagogique, l'information, le comité des relations professionnelles, la classification, le comité provincial de classification, la sécurité d'emploi, le remboursement des anciennes caisses de crédits, les congés de maladie et la question des professeurs d'éducation permanente.

A la suite de ces deux rencontres, les représentants syndicaux ont ajourné la séance sans manifester le désir d'une rencontre de négociation subséquente. Depuis cette date jus-

qu'au 2 juin, aucune demande officielle de rencontre n'était parvenue aux représentants patronaux.

Pendant, les présidents des conseils d'administration de chacun de ces collèges d'enseignement général et professionnel ont été convoqués par les représentants syndicaux à des rencontres à quelques-uns des collèges d'enseignement général et professionnel concernés. Ceux-ci ont refusé d'acquiescer à cette demande et de se rendre au collège d'enseignement général et professionnel de Lionel-Groulx, le 23 avril, au collège d'enseignement général et professionnel de Joliette le 24 avril, au collège d'enseignement général et professionnel de Rosemont le 28 avril et à Chicoutimi le 1er mai, à Hull le 5 mai, et à Saint-Laurent le 7 mai.

Cette décision fut prise à une réunion spéciale des présidents des conseils d'administration des collèges d'enseignement général et professionnel impliqués, tenue le 21 avril, à la suite de laquelle ils ont fait parvenir à M. Paul Doyon, conseiller technique de la CSN, une lettre lui indiquant leur intention de ne point se rendre à ces convocations et l'avisant qu'ils sont d'accord avec une réponse que lui fera parvenir, en leur nom, le comité patronal de négociation.

Le 22 avril, le président du comité patronal de négociation et le porte-parole dudit comité faisaient parvenir une lettre au représentant syndical, dans laquelle ils indiquaient la disponibilité des négociations patronaux à rencontrer les représentants syndicaux aux lieux habituels et même au siège social de la CSN à Montréal ou à son bureau de Québec, pour y reprendre les discussions susceptibles de conduire à une entente, et je cite les paragraphes de cette lettre qui indique clairement la position de disponibilité des négociateurs patronaux: page 3, 2e et 3e paragraphes.

« Toutefois, étant donné le devoir qui nous incombe de rechercher malgré tout une solution raisonnable à la présente situation, le comité patronal de négociation est prêt à vous rencontrer, comme par le passé, à une date mutuellement arrêtée, pour recevoir de votre part des réponses valables aux contrepropositions globales récentes faites par nous lors des deux dernières rencontres de la table provinciale tenues au début de ce mois.

« Quant à l'endroit où cette rencontre de la table provinciale pourrait avoir lieu, nous vous réitérons notre acceptation des endroits convenus, soit le siège social de la CSN, à Québec ou à Montréal, ou, si vous le désirez, le siège social du ministère de l'Éducation, à Québec, ou celui de la Fédération des collèges d'enseignement général et professionnel à Montréal. »

Depuis cette date, la seule manifestation d'intention de la part des négociateurs syndicaux avait été de reconvoquer le comité de négociation aux six collèges d'enseignement général et professionnel dont nous avons précédemment parlé.

Cependant, lundi dernier, les représentants syndicaux ont communiqué avec les porte-parole du gouvernement et des collèges d'enseignement général et professionnel pour fixer une date de rencontre.

Cette rencontre se tient actuellement au ministère de l'Éducation.

De plus, le syndicat des enseignants du collège d'enseignement général et professionnel de Rimouski a retiré le mandat qu'il avait confié aux négociateurs de la CSN et, à une rencontre entre l'exécutif de ce syndicat et les négociateurs patronaux, les enseignants de ce collège ont accepté les offres patronales.

Une convention collective sera signée la semaine prochaine entre les enseignants du collège d'enseignement général et professionnel de Rimouski, le gouvernement et les administrateurs de ce collège.

Quant aux collèges d'enseignement général et professionnel dont les syndicats d'enseignants sont affiliés à la CEQ, ils sont au nombre de cinq, les négociations se poursuivent et en sont rendues à des stades différents, les négociateurs patronaux ayant reçu les trois derniers projets il y a à peine trois semaines.

Questions et réponses

Serge Savard

M. PINARD: M. le Président, j'ai une question à poser au premier ministre.

M. BERTRAND: Oui.

M. PINARD: Pourrait-il nous dire si le conseil des ministres a siégé hier soir, si le conseil des ministres a étudié le cas de M. Serge Savard et quelle a été la décision prise par le cabinet?

M. BERTRAND: Il n'a pas eu à étudier le cas de M. Savard.

M. LESAGE: La décision du conseil de la trésorerie n'était-elle pas avec les autres décisions?

M. BERTRAND: Il n'a pas eu à étudier ce cas.

M. LESAGE: Je comprends que la décision

du conseil de la trésorerie, concernant M. Serge Savard, décision dont vous a fait part le ministre des Travaux publics hier, avait été retirée de la liste...

M. BERTRAND: M. Savard a dit au ministre des Travaux publics que la situation ne l'intéressait pas.

M. LESAGE: Bien, je comprends! Il a dû se faire parler par les autorités du club de hockey Canadien après tout ce qui s'est passé.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. BERTRAND: Il n'y a pas de débat.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Je regrette d'informer les membres de la Chambre que la période des questions est, depuis quelques minutes, terminée.

M. LESAGE: M. le Président, j'ai bien vérifié. Le premier ministre a fait d'abord une déclaration ministérielle...

M. BERTRAND: Deux minutes.

M. LESAGE: ... un instant. J'ai un court commentaire. Quand j'eus fini mon commentaire, je me suis assis. Il était exactement trois heures vingt minutes. Je l'ai remarqué. Ensuite, il y a eu une question de privilège soulevée par le député de Marguerite-Bourgeoys. Cela a duré sept ou huit minutes. Et j'ai moi-même par la suite soulevé une question de privilège. Cela n'a rien à faire avec la période des questions. Effectivement, j'en ai des questions à poser et j'ai bien l'intention de les poser aujourd'hui avec votre permission, M. le Président. Je suis sûr que vous nous l'accorderez si vous tenez compte du fait qu'il y a eu une déclaration ministérielle et deux questions de privilège qui ont pris beaucoup du temps de la Chambre. Le député de Bonaventure a une question très urgente, très, très urgente qui a trait à un bill qui doit être étudié demain matin en Chambre. Il doit la poser. Et moi-même, j'ai une question urgente aussi à poser et qui doit l'être aujourd'hui.

M. LE PRÉSIDENT: Je dois d'abord dire ceci c'est que je n'ai jamais voulu être accusé, comme le chronomètreur du Forum. C'est pourquoi j'ai demandé à deux de mes collaborateurs de bien vouloir tenir compte du temps de cette période des questions. On m'a signalé il y a déjà quelques minutes que la période des questions

était terminée. Je n'avais pas compris le signal, mais là on m'a fait un signe péremptoire. Cependant, je peux vous dire qu'avec le consentement unanime de la Chambre, tout est permis; mais sans ce consentement je dois maintenir ma déclaration à l'effet que la période des questions est terminée.

M. LESAGE: M. le Président, pour ma part je vais renoncer à ma question. Je la poserai demain matin. Mais pour ce qui est du député de Bonaventure, pourrais-je demander le consentement unanime? Il s'agit de cette municipalité dont il a parlé...

M. BERTRAND: Ah oui.

M. LESAGE: ... et dont il faudrait tenir compte dans le bill de la taxe de vente.

Bill 41

M. LEVESQUE (Bonaventure): En effet, M. le Président, avec le consentement unanime de la Chambre, j'aimerais attirer l'attention du premier ministre sur l'urgence qu'il y a d'apporter l'amendement suggéré au bill 41. J'aimerais également attirer l'attention du ministre du Revenu sur cette question.

When I called the attention of the Honourable Prime Minister yesterday to the importance of adding an amendment to bill 41 in order to regularize the situation of at least one municipality of this Province that cannot participate — and I am addressing my question now to the Minister of Revenue — in the redistribution of the sale tax because its population did not appear in the 1966 census, the Honourable Prime Minister answered that he would take up this matter with the Honourable Minister of Revenue.

Can the Minister now tell this House if he intends to bring this amendment which seems to be the only practical solution to the financial difficulties of which he is aware of at least one municipality of this Province which happens to be situated in my own riding?

MR. JOHNSTON: Mr. Speaker, in reply to the Honourable Member, I would like to say that we have looked into this. It is a question of fault in a sense that when the municipality was set up, certain arrangements should have been made at that time between the Department of Revenue and the Department of Municipal Affairs, but nevertheless, we will look into this matter again and possibly discuss it tomorrow when the bill will come before the House.

M. BERTRAND: No 10.

M. MICHAUD: M. le Président, puls-je également solliciter le consentement unanime afin que je puisse interpellier le ministre de l'Éducation ou le ministre d'État délégué à l'Éducation?

M. LE PRÉSIDENT: Je crois comprendre que le consentement unanime est refusé.

A l'ordre!

Bills privés votés en 3e lecture

M. BERTRAND: M. le Président, pourrait-on adopter en troisième lecture les rapports au sujet des bills 113, 198 et 200? Ce sont les articles 27, 28 et 29.

M. LAPORTE: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Alors, il faut comprendre que les inscriptions sont faites à l'effet que la deuxième lecture est adoptée, que le comité plénier a fait son rapport et que la troisième lecture est adoptée.

Bill 27

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable premier ministre propose la deuxième lecture de la Loi concernant les jugements déclaratifs de décès. L'honorable premier ministre.

M. BERTRAND: M. le Président, au sujet de ce bill, je suis prêt à aller en comité immédiatement. Je n'ai pas de discours à prononcer sur la deuxième lecture; c'est un sujet trop triste.

M. PAUL: M. le Président, avant que vous quittiez le fauteuil, j'aimerais rappeler que la commission des bills privés et des bills publics va continuer à siéger immédiatement en bas.

Comité plénier

M. BERTRAND: Article 1, M. le Président. Nous ajoutons, après l'article 69-a) du code civil, le chapitre cinquième qui s'intitulera « Des jugements déclaratifs de décès. » Je pense que la seule lecture du bill et des notes explicatives est suffisante pour la compréhension du projet de loi.

Par contre, à l'article 71, dans cet article 1, il y a un amendement. Il faut ajouter, après le deuxième alinéa, le texte que vous avez, c'est-à-dire les mots suivants: « Ce jugement n'est opposable à un assureur qui a assuré la vie du

défunt qu'à compter de la septième année qui suit la date ainsi fixée dans le jugement, si cet assureur n'a pas été mis en cause. » S'il est mis en cause, bien entendu, cela s'applique à lui. Cela nous a été demandé par l'Association canadienne des compagnies d'assurance-vie. Nous avons accepté leurs représentations qui ont, d'ailleurs, été soumises à l'Office de révision du code civil. Adopté?

M. WAGNER: M. le Président, je n'ai aucun commentaire. Je voudrais tout simplement demander au premier ministre si, avant la présentation de ce bill, le Barreau et la Magistrature ont été consultés. Je pose cette question-là parce que, dernièrement, il y a environ trois semaines, j'assistais à l'assermentation de deux juges de la cour Supérieure.

Le juge en chef Challies a déploré que la Magistrature n'apprenne la récente législation que par la voie des journaux. J'avais l'impression que le Barreau et la Magistrature avaient été consultés. Cette déclaration du juge Challies m'a surpris énormément. Voilà pourquoi je demande au premier ministre aujourd'hui si, dans le cas présent, il y a eu consultation.

M. BERTRAND: Sur ce projet proprement dit, non. C'est l'Office de révision du code civil qui l'a examiné et qui l'a préparé. Nous n'avons pas consulté le Barreau sur ce projet précis. On en parle depuis plusieurs années. Je suis membre du Barreau de Bedford. Je peux bien parler comme avocat, comme le député de Verdun et le député de Saint-Louis peuvent parler comme avocats et nous savons tous que c'est une nécessité.

M. WAGNER: Quant à nous, nous le savons. C'est simplement pour ménager les susceptibilités.

M. BERTRAND: Non, on ne l'a pas envoyé au Barreau. Dans l'autre cas, ce qui a pu se produire c'est ceci: il nous est arrivé, parfois, d'envoyer des bills au Barreau. Malheureusement, chaque fois qu'on en envoie, il n'y a pas toujours des réunions. Ils avaient formé un comité composé de juges de la cour Supérieure, de la cour Provinciale et des membres du Barreau. Je pense qu'il est déjà arrivé qu'on ne se soit pas réuni.

M. BLANK: Une des plaintes du juge en chef visait le bill no 8, Loi modifiant le code civil, et le bill 10, Loi concernant les régimes matrimoniaux.

M. BERTRAND: Ceux-là avaient été soumis au Barreau.

M. BLANK: Le juge en chef s'était plaint que les bills avaient été adoptés ici et sanctionnés sans que les juges soient mis au courant. Le premier avis que les juges ont eu, c'a été quand ils l'ont lu dans les journaux ou quand on a plaidé, il a demandé, quand on fait la sanction d'un bill, d'attendre deux ou trois semaines pour le mettre en vigueur afin de donner une chance aux juges d'en avoir des copies. C'est ça qu'il a dit, à part les autres remarques du député de Verdun.

M. BERTRAND: Je ne crois pas que, dans le cas qui nous occupe à l'heure actuelle, nous ayons à remettre le projet de loi, du tout.

A l'article 71, je viens de vous donner, M. le Président, l'amendement qu'il s'agirait d'ajouter, il y a également, à l'article 73, un autre amendement. D'abord, remplacer, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, les mots: « Et l'annulation peut en être demandée » par le mot « alors ».

Deuxièmement, ajouter, à la fin du 2e alinéa, ce qui suit: « Tout paiement qui a été fait en conséquence d'un décès qui a fait l'objet d'un jugement déclaratif de décès, mais avant le retour de celui qui a été déclaré décédé, est valable et libératoire. »

Troisièmement, M. le Président, à l'article 4 du bill, ajouter, à la fin de l'article 865-a), l'alinéa suivant: « Si cette personne n'avait pas son domicile au Québec, la demande est portée devant le tribunal du lieu du décès, s'il est connu, ou, à défaut, du lieu de sa disparition. »

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Alors, article 1 adopté?

M. WAGNER: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 2?

M. WAGNER: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Avec les amendements. Article 3?

M. WAGNER: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 4?

M. WAGNER: Adopté.

M. BERTRAND: Il y a un amendement.

M. LE PRESIDENT: Avec un amendement, oui. Adopté?

M. WAGNER: Oui.

M. LE PRESIDENT: Article 5?

M. WAGNER: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Adopté.

M. GOLDBLOOM: J'aurais voulu faire un commentaire en deuxième lecture. Peut-être qu'on me permettra de le faire en ce moment; je prendrai peut-être soixante secondes du temps de la Chambre.

M. BERTRAND: Certainement.

M. GOLDBLOOM: Le titre de ce bill a fait naître un espoir qui, à la lecture du texte, s'est révélé vain, l'espoir que nous étions prêts à légiférer sur la définition de la mort, une définition qui est très importante pour ceux qui travaillent dans le domaine de la chirurgie.

M. BERTRAND: Cela arrive tellement vite qu'on n'a jamais le temps de la définir.

M. GOLDBLOOM: Quelquefois, mais pas toujours. C'est justement le point. Cette question est très importante.

M. BERTRAND: On ne peut pas la définir tant et aussi longtemps qu'on ne l'a pas connue soi-même.

M. GOLDBLOOM: Ah! Le premier ministre est devenu philosophe. Mon commentaire a son importance parce que ceux qui travaillent dans le domaine de la chirurgie cardio-vasculaire trouvent certaines difficultés épineuses dans nos lois. C'est une question de l'heure, parce que demain, à Montréal, s'ouvrira un colloque sur la transplantation.

M. BERTRAND: Je serai à l'ouverture.

M. GOLDBLOOM: Je le sais, et le député de Dubuc parlera demain matin aussi. C'est d'une importance capitale pour nous parce que, dans la province de Québec, nous avons les meilleurs et les plus compétents chirurgiens du monde entier dans ce domaine, et je voudrais leur rendre ce témoignage à la veille de l'ouverture de leur congrès. Nous avons eu des pionniers comme feu le docteur Dudley Ross, le docteur

Edouard Gagnon, et le docteur Arthur Vineberg, et quant à ceux qui travaillent aujourd'hui dans ce domaine, nous connaissons tous les noms des docteurs Pierre Grondin et Gilles Lepage. Il y a également les docteurs David Murphy et Gordon Karn, de l'hôpital Montreal Children's, le docteur Anthony Dobell, du Royal Victoria, le docteur Paul Stanley, de l'Hôpital Sainte-Justine, le docteur Jacob Rosensweig et le docteur Nathan Sheiner, de l'hôpital Jewish General de Montréal, et les docteurs Harry Scott et Peter Blundell, du Montreal General Hospital. Ce sont tous des gens qui ont apporté une renommée à notre province et j'espère que nous nous pencherons sur les problèmes législatifs très délicats qui les intéressent. C'est tout ce que j'avais à dire.

M. BERTRAND: Je remercie le député de D'Arcy-McGee de ses propos, et j'abonde dans le même sens. Je serai présent demain à l'ouverture de ce symposium international qui se tiendra à Montréal. Nous sommes heureux que cet événement ait lieu chez nous, car ici au Québec, nous comptons, du moins dans le domaine de la cardiologie, certainement une équipe d'excellents médecins, très bien connus que je n'ai pas besoin de nommer et qui font briller le nom du Québec partout à travers le monde.

Sur le problème de la mort, mon sous-ministre, M. Dubé, attire mon attention sur un volume d'environ 300 pages qui aurait été publié par l'Académie américaine des sciences et des arts. Je vais essayer de me procurer ce volume et je le prêterai au député de D'Arcy-McGee qui s'intéresse de très près à ce problème de la mort, et à la réalité également, sans aucun doute, qu'il a rencontrée à plusieurs reprises dans l'exercice de sa profession.

M. GARDNER (président du comité plénier): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité a adopté le bill 27 avec des amendements qu'il vous prie d'agréer.

M. LEBEL (président): L'honorable premier ministre propose que les amendements soient maintenant lus et agréés. Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

Troisième lecture, à la prochaine séance.

M. BERTRAND: Nous allons attendre la semaine prochaine pour la troisième lecture, afin de nous assurer qu'il n'y a pas d'erreur à corriger. Prochaine séance. Nous devons appeler le bill 38, mais nous nous sommes entendus avec nos collègues de l'Opposition pour la Loi des substituts du procureur général. Elle viendra la

semaine prochaine. Je serai absent mais mon collègue, le Solliciteur général présentera le projet.

Article 6.

Bill 25

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Finances propose la deuxième lecture de la Loi modifiant la charte de la Société générale de financement du Québec.

L'honorable ministre des Finances.

M. Paul Dozois

M. DOZOIS: Je veux tout d'abord vous informer que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de ce projet de loi, en recommande la prise en considération.

Je n'ai pas l'intention de faire de longues remarques au sujet du bill 25 que j'ai l'honneur de soumettre à cette Chambre et qui concerne la Charte de la Société générale de financement du Québec.

Je pourrais évidemment dire une foule de choses sur les bienfaits qu'a pu apporter à l'économie québécoise la création de cette société. Je pourrais également rendre hommage à ceux qui l'ont dirigée depuis sa fondation en 1962, mais je pense que tous les députés ont dû avoir l'occasion de lire, en particulier, le dernier rapport annuel de la Société générale de financement. A la lecture de ce rapport, on constate les progrès accomplis par cette société depuis sa fondation en 1962.

La Société générale de financement a des intérêts, soit majoritaires, soit minoritaires dans dix-sept sociétés différentes, sociétés qui sont intéressées en particulier dans l'industrie technique, dans l'industrie de l'alimentation et dans l'industrie électrique. Je pourrais réciter toutes les compagnies qui font partie de la Société générale de financement, mais je pense que les plus connues sont Marine Industries, Forano, Sogefor, Volcano, Gégélec, industrie qui, comme on le sait, a été créée pour les fins de produire des articles employés par l'industrie électrique. Il y a également la compagnie Soma, la Société de montage automobile, qui, comme on le sait, assemble, à Saint-Bruno, des automobiles Peugeot et Renault.

A la lecture du rapport annuel, on constate que la Société générale de financement est vraiment sur le chemin du succès. Il y a eu, c'est évident, dès le départ, quelques difficultés. Mais je crois que, sous l'habile direction de son conseil d'administration, l'on a réussi à

aplanir les difficultés au fur et à mesure qu'elles se présentent. Je pense que la Société peut maintenant regarder et envisager la possibilité de s'aventurer dans de nouveaux domaines.

C'est pourquoi certains amendements étaient nécessaires à la charte de cette société. Je voudrais, avec la permission de la Chambre, vous donner lecture d'une lettre signée par le président et directeur général, M. Jean Deschamps, lettre qui était adressée à l'honorable premier ministre de la province, M. Jean-Jacques Bertrand. Je vois que la lettre est adressée à l'honorable Jean-Paul Bertrand, mais c'est sûrement un lapsus qu'a dû faire le président en dictant sa lettre. Je suis convaincu que M. Deschamps connaît très bien le prénom du premier ministre.

Cette lettre se lisait comme suit:

« Monsieur le premier ministre,

« Au nom du conseil d'administration de la Société générale de financement du Québec, je viens vous demander d'apporter à la loi de notre société certains amendements, mineurs en soi, mais qui constituent des éléments essentiels à la poursuite de nos objectifs.

« La loi constituant la SGF, 10-11 Elizabeth 11, sanctionnée le 6 juillet 1962, et amendée par la loi 16, Elizabeth 11, chapitre 76, sanctionnée le 12 août 1967, a besoin à nouveau d'être modifiée.

« L'article 10, paragraphes deux et trois, se lit comme suit: Une personne ne pourra détenir de tels titres pour une valeur nominale totale excédant \$50,000. L'alinéa précédent ne s'applique pas aux actions privilégiées émises par la société. Ces deux paragraphes devraient être éliminés complètement.

« En effet, si la SGF désire procéder à une émission de débentures convertibles, elle se voit dans l'impossibilité d'en vendre à aucun de ses actionnaires institutionnels, même la Caisse de dépôt, pour un montant supérieur à \$50,000 à cause de la restriction ci-haut mentionnée.

L'article 12 se lit comme suit: « Chaque caisse populaire est autorisée à souscrire des actions de la société jusqu'à concurrence du quart de son avoir propre ». Cet article devrait être modifié ainsi: les mots « à souscrire des actions de la société » devant être remplacés par « à souscrire et à acquitter tout titre de la société ». Ceci permettrait aux caisses populaires d'acquérir des débentures de la SGF, ce qu'elles ne peuvent pas faire présentement puisque l'article est restreint aux seules actions ordinaires ou privilégiées.

« Nous avons eu l'occasion de vous mettre au courant, vous, votre ministre des Finances et le ministre de l'Industrie et du Commerce des projets importants de la SGF. Il nous faudra procéder à une augmentation de capital pour assurer le développement de la SGF et lui permettre de jouer le rôle qui lui a été fixé.

« Nous prions donc le gouvernement de bien vouloir souscrire une tranche additionnelle de 1 million d'actions de \$10 chacune au capital de la Société générale de financement. Cette souscription d'actions à dividendes différées pourrait être acquittée comme suit: \$ 5 millions en 1969 et \$5 millions en 1970.

« Ls SGF se propose d'ici quelques semaines, d'aller dans le public chercher \$5 millions, et de répéter le même geste en 1970. Mais il apparaît essentiel que soit amendée, en même temps que notre émission, la souscription du gouvernement, quitte à ce que celle-ci soit versée plus tard dans le courant de l'année.

« M. le premier ministre, nous sommes assurés que vous reconnaissez comme priorité le développement économique auquel nous contribuons, développement essentiel au succès des autres objectifs que vous poursuivez, entre autres dans le domaine de l'éducation.

« Veuillez bien croire à l'expression de notre plus haute considération.

« Le président et le directeur général,
« Jean Deschamps ».

Or, M. le Président, le bill a tout simplement pour effet de se rendre à la demande formulée ainsi par son président qui, je le sais, était appuyé par son conseil d'administration. Cette limitation, que nous enlevons par les amendements, qui défendait à tout citoyen ou à toute personne de détenir plus de \$50,000 d'actions ou de valeurs de la SGF, doit disparaître maintenant puisque l'inclusion d'une telle prohibition dans la loi originale a atteint son but. Au tout début, il y avait le danger, que le gouvernement de l'époque voulait éviter, que des groupes financiers ou autres puissent prendre le contrôle de la SGF, ce qui n'est plus maintenant possible, de l'avis non seulement des dirigeants de la SGF mais également des conseillers économiques du gouvernement.

Il n'y a plus de danger d'éliminer cette restriction. Au contraire, il est même nécessaire de l'éliminer si nous voulons que la SGF, en allant sur le marché des obligations ou sur le marché financier pour y trouver des capitaux en même temps qu'elle en trouvera du gouvernement, puisse le faire avec succès.

Il y a également un autre facteur, je pense, qui nous incite à nous rendre à cette demande, c'est qu'actuellement, avec cette restriction,

il devient parfois difficile, lorsqu'il y a des règlements de succession qui détiennent les valeurs de la SGF, d'en disposer, puisque les détenteurs ou les gens qui sont intéressés, qui connaissent la valeur de cette société, souvent détiennent le maximum que la loi leur donne le droit de détenir.

C'est pour cette raison que nous éliminons cette restriction. La SGF a demandé au gouvernement de souscrire 1 million d'actions. Comme vous le savez, la loi originale telle que votée en 1962 — cet article n'a pas été changé depuis — autorise la société à émettre 2 millions et demi d'actions à dividendes différés, d'une valeur de \$10, c'est-à-dire qu'elle permettait au gouvernement d'investir \$25 millions dans cette société. Il y a eu, tel que l'avait prévu la loi, une première souscription de \$5 millions en 1962, et en 1967, avec l'amendement que nous avons fait à la demande du bureau de direction de la SGF, nous avons souscrit un autre \$5 millions.

Avec cette demande, lorsque nous aurons exécuté cette souscription, nous aurons alors souscrit 2 millions d'actions pour un montant de \$20 millions. C'est-à-dire que nous aurons rempli les 4/5 des obligations que cette loi veut imposer au gouvernement ou du moins permettait au gouvernement d'investir dans cette société. Je ne dis pas que le gouvernement du Québec devra se limiter à ce montant. Au contraire, je crois qu'en temps opportun, lorsque ce maximum sera atteint, il y aura lieu, pour le gouvernement, de demander des amendements à la législature, à l'Assemblée nationale pour augmenter, s'il y a lieu, ce montant d'actions à dividendes différés.

Peut-être également que le gouvernement pourra investir, à ce moment, sous une autre forme que des actions à dividendes différés, selon que ça pourra répondre aux exigences ou aux besoins de la société.

J'ai ici des documents qui révèlent le succès, je crois, qu'a rencontré la SGF sur le marché financier. Je peux vous dire qu'il y a non seulement une assez bonne, mais une grande diversification dans les actionnaires et la détention du nombre d'actions par des actionnaires.

J'ai ici une liste qui dit qu'il y a 439 actionnaires dans les actions privilégiées. Des actions privilégiées sont détenues par des caisses populaires, comme vous le savez. Il y en a également de détenues par des institutions canadiennes, des actions privilégiées et des actions ordinaires.

Je dois vous faire remarquer que les informations que l'on m'a fournies à ce sujet démontrent que près d'une centaine d'institutions ca-

nadiennes ont, dès le début, en 1962, investi dans la Société générale de financement, dont cinq banques canadiennes et que, depuis 1962, aucune d'elles n'a retiré des actions qu'elle détenait dans la Société générale de financement ou n'en a disposé. Elles sont toujours actionnaires et, apparemment, très heureuses de participer à l'essor de la Société générale de financement.

J'ai ici un détail qu'il peut être intéressant de révéler à la Chambre, mais le plus gros bloc d'actions privilégiées qui représentent, à part des institutions des caisses populaires, 10,93%, sont détenues par 48 actionnaires qui détiennent de 51 à 100 actions. Ce qui n'est pas considérable.

M. BOURASSA: Quel est le dernier nombre que vous avez mentionné?

M. DOZOIS: Des actionnaires.

M. BOURASSA: Le bloc de 10%.

M. DOZOIS: Il y en a 48...

M. BOURASSA: Non, le bloc de 10% est détenu par qui?

M. DOZOIS: Par des actionnaires qui détiennent entre 51 et 100 actions.

M. BOURASSA: Oui, d'accord.

M. DOZOIS: On voit donc qu'il ya une grande diversification, puisque le plus gros bloc est détenu par des gens qui n'ont pas plus de 100 actions de \$10 chacune, c'est-à-dire un investissement de \$1,000.

L'Union régionale et les Caisses populaires détiennent 204 actions, c'est-à-dire qu'il y a 204 actionnaires de cette classe. Dans les actions ordinaires, le plus gros bloc représente 7,42%, et il y a 245 actionnaires qui détiennent de 26 à 50 actions ordinaires.

L'on sait également qu'en 1967, lors de l'émission de \$5 millions que la SGF a faite simultanément à la souscription du gouvernement de l'ordre de \$5 millions, il y a eu une participation d'un groupe d'institutions françaises.

J'ai les noms ici. Il y a une douzaine de banques et de maisons de finance françaises qui ont souscrit \$2,380,000 dans des actions ordinaires et des actions privilégiées. Je pense que ça été un apport et une marque de confiance qui ont été fort appréciés, et qui mettent un intérêt direct des maisons d'affaires françaises dans la Société générale de financement,

puisque la Société générale de financement est associée dans certaines compagnies comme Cégélec et Soma, avec des intérêts français.

Je pense que c'est tout à l'honneur de la province de Québec de compter chez elle cette Société générale de financement qui a une action bénéfique dans le domaine économique. Je sais qu'en certains milieux l'on prétend que la SGF ne fait pas assez. Je suis sûr que les dirigeants réalisent eux-mêmes qu'ils pourraient peut-être faire davantage, et c'est pourquoi ils veulent insuffler de nouveau du capital dans leur entreprise. S'ils vont chercher \$10 millions sur le marché et \$10 millions dans la province, je pense qu'avec \$20 millions ils feront énormément, puisque jusqu'à maintenant ils ont eu à leur disposition une vingtaine de millions qui leur ont permis des investissements assez considérables.

M. BOURASSA: Oui, le ministre en a parlé tantôt.

M. DOZOIS: Pardon?

M. BOURASSA: Vous en avez parlé tantôt des \$20 millions.

M. DOZOIS: J'ai parlé de quoi?

M. BOURASSA: Des \$20 millions. Vous avez déjà mentionné qu'ils avaient \$20 millions jusqu'à maintenant.

M. DOZOIS: Oui.

M. BOURASSA: Alors je voulais rappeler au ministre qu'il l'avait déjà mentionné.

M. DOZOIS: Tiens, je vois que le député de Mercier a hâte d'utiliser son droit de parole. Alors, je vais reprendre mon siège. Je vais l'écouter. Le député de Mercier m'a manifesté son désir de parler en deuxième lecture. Je lui ai dit que ça prendrait au moins une demi-heure mais il m'a répondu que ça prendrait trois minutes. Comme j'ai un droit de réplique, je vais écouter religieusement les remarques du député de Mercier et je reparlerai des \$20 millions en réplique.

M. Robert Bourassa

M. BOURASSA: M. le Président, on aurait pu peut-être faire la discussion à l'occasion de l'étude article par article, mais je pensais qu'il était opportun de faire simplement quelques remarques durant quelques minutes sur cette question de la Société générale de financement.

Je pense qu'il est d'autant plus opportuniste d'en parler qu'on est porté dans certains milieux, chaque fois qu'un problème se pose, à penser à la Société générale de financement comme élément de solution. Si on veut résumer les trois objectifs qu'on peut considérer comme valables pour une société comme la Société générale de financement, on peut dire qu'il s'agit, premièrement, de créer de nouveaux emplois; deuxièmement, de faciliter ou d'encourager le regroupement des entreprises et, enfin, d'empêcher le transfert de ces actifs possédés par des Canadiens français, par des Québécois francophones à des mains non québécoises.

Je ne crois pas qu'avec la somme qui est souscrite maintenant par le gouvernement, soit \$10 millions jusqu'à la fin de 1970, c'est-à-dire environ \$5 millions par année, on puisse permettre à la Société générale de financement d'essayer de répondre à ce qui m'apparaît comme l'objectif no 1 ou la priorité principale actuellement au Québec, c'est-à-dire la création de nouveaux emplois.

On connaît l'importance de ces nouveaux emplois à créer. Le ministre des Finances est au courant; c'est lui-même qui disait — ou son collègue de l'Industrie et du Commerce — qu'il fallait en créer 400,000 au cours des cinq prochaines années et que c'était un défi extrêmement sérieux. Pour résumer ma pensée, je ne crois pas que cette mesure qui nous est proposée aujourd'hui permette à la Société générale de financement de contribuer réellement à relever ce défi économique des plus sérieux qui a aussi, comme vous le savez, des implications sociales et politiques.

Il y a toutes sortes de raisons pour empêcher le gouvernement à contribuer davantage, il

est clair qu'avec la croissance exceptionnelle des coûts dans les secteurs de dépenses sociales, il devient de plus en plus difficile pour le gouvernement de dégager des sommes suffisantes pour investir dans le développement industriel, que ce soit directement en créant des sociétés d'Etat ou plus ou moins indirectement comme à travers la Société générale de financement.

Je ne reprendrai certainement pas le débat que j'ai eu l'occasion de faire il y a quelques semaines pour dire que si le gouvernement opérait une réforme administrative vigoureuse, il serait capable de trouver les sommes pour investir dans le développement industriel. Mais on doit constater qu'avec le budget qui nous est présenté, le gouvernement, forcément, ne peut pas investir des sommes plus importantes puisqu'il paraît incapable de contrôler la hausse des coûts.

Le deuxième objectif est celui de regrouper les entreprises. C'est un autre objectif qui devient de plus en plus évident. C'est d'autant plus évident qu'il est admis que les Canadiens français sont surtout propriétaires de petites et moyennes entreprises et que, dans une ère de concentration industrielle, il devient de plus en plus nécessaire pour les entreprises de se regrouper pour pouvoir faire face à la concurrence de façon efficace. Ces regroupements peuvent se faire d'une façon complète, soit par des fusions horizontales ou verticales, ou même ne se faire que d'une façon partielle, c'est-à-dire à des fins précises, comme la centralisation des achats ou encore des études de marché.

La Société générale de financement peut alors jouer un rôle utile. L'on doit constater qu'elle a réussi, dans quelques cas, des regroupements qui se sont révélés efficaces. C'est un objectif où les résultats sont relativement positifs. Mais je pense que, là encore, il y a beaucoup à faire pour que les Canadiens français puissent jouer leur rôle dans l'économie québécoise.

Le troisième objectif, pour reprendre les trois objectifs que je signalais tantôt, c'est que la Société générale de financement peut empêcher, comme elle l'a, d'ailleurs, fait à quelques reprises, le transfert d'entreprises canadiennes-françaises importantes entre des mains non québécoises. A son début, la Société générale de financement faisait à la fois des prêts et des investissements. J'avais déjà signalé qu'être à la fois une société de prêts et d'investissement pouvait causer des problèmes de financement à une société comme la Société générale de financement, puisque c'est clair que, lorsqu'on se limite à faire des prêts, les risques sont moins grands que lorsque l'on fait également des investissements. J'avais suggéré que la structure de la Société générale de financement soit modifiée pour que nous ayons une société de prêt et une société d'investissement. Je pense que cette réforme-là est peut-être moins importante ces temps-ci, étant donné que la Société générale de financement a décidé de se limiter à faire des investissements.

J'aurai plusieurs questions à poser, lors de l'étude en comité, ayant trait à certaines données que nous a fournies tantôt le ministre des Finances. Je me contenterai de conclure que les sommes demandées par la Société générale de financement permettent, en fait, d'atteindre certains objectifs, mais dans une perspective plutôt modeste. Si nous comparons les actifs de la Société générale de financement avec ceux d'autres sociétés de gestion, même de celles qui ont des sièges sociaux au Québec, comme Power Corporation, nous réalisons que cette société est re-

lativement modeste par rapport à ces autres sociétés.

Il reste que cette somme-là démontre que le gouvernement n'a pas décidé de négliger totalement la Société générale de financement comme instrument de développement économique.

M. DOZOIS: Qu'est-ce que dit le député? Il n'a pas hésité?

M. BOURASSA: Non. La somme de \$10 millions offerte par le présent projet de loi démontre que le gouvernement a décidé de ne pas négliger totalement la Société générale de financement.

M. DOZOIS: Totalement?

M. BOURASSA: Totalement. C'est-à-dire à la différence de \$10 millions. Tout en reconnaissant que cette somme-là pourra permettre à la Société générale de financement de prendre un certain essor, à mon sens, et comme cette société est l'un des principaux instruments à la disposition de l'Etat du Québec pour permettre non seulement aux Canadiens français de jouer leur rôle dans l'économie, mais également pour faire face à ce défi extrêmement sérieux des cinq prochaines années — notamment, à cause de cette croissance de la main-d'oeuvre de 20 à 24 ans, pour donner un exemple précis — je conclus que, quelles que soient les explications ou les raisons qui pourront être données par le ministre des Finances, c'est une somme tout à fait insuffisante pour atteindre le premier des objectifs que j'ai mentionnés tantôt.

M. DOZOIS: M. le Président...

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. William Tetley

M. TETLEY: M. le Président, vous me permettrez quelques commentaires. Je voudrais, d'abord, féliciter le ministre de ce bill et vous dire que je regrette que l'augmentation soit de \$5 millions par année, soit \$10 millions avant la fin de 1970.

Evidemment, comme le député de Mercier et bien d'autres, vous-même, je trouve regrettable que nous n'ayons pas assez d'argent cette année, ou que le gouvernement ne trouve pas assez d'argent cette année pour augmenter la souscription du gouvernement dans la Société générale de financement. Je note que l'augmentation, cette année, est de \$5 millions alors que

l'augmentation du budget total du gouvernement est de \$384 millions. C'est une drôle de comparaison, et je me demande pourquoi le ministère de la Famille et du Bien-Etre social a eu une augmentation de \$62 millions, celui de l'Education une augmentation énorme de \$184 millions, celui de la Santé \$51 millions et la Société générale de financement tout simplement \$5 millions.

Je note que même au ministère des Travaux publics, il y a une augmentation de \$8 millions cette année, et que lorsque les subsides de l'honorable ministre des Travaux publics ont été étudiés, il ne pouvait pas montrer un travail ou un projet important nouveau cette année.

En effet, il y avait une augmentation de 20% au nombre de ses fonctionnaires et de leur salaire. Je crois, M. le Ministre, qu'il faut critiquer le gouvernement du fait qu'il n'y ait qu'une augmentation de \$5 millions cette année à la Société générale de financement.

Les citoyens, surtout ceux de Montréal, et partout dans la province, cherchent de l'emploi. Le chômage est élevé et le moyen sûr de couper le chômage, c'est par l'investissement dans l'industrie, dans le commerce, pour créer des emplois. Nous savons tous la théorie « the multiplier theory in economics. » I do not know the French translation, but it was discovered thirty-five years ago, by a student of John Maynard Keynes. Cette théorie est à l'effet que si vous mettez, ou que si un gouvernement met \$1 million dans l'industrie ou dans un commerce, surtout dans la construction, ça peut donner une augmentation dans l'économie de peut-être \$5 millions ou \$20 millions. Mais lorsque vous consacrez \$1 million dans disons le ministère de la Famille et du Bien-Etre social, des fois, il n'y a aucune augmentation.

Mais, je le crois aussi, il faut noter que les \$5 millions que vous mettez dans la Société générale de financement vont couper notre inflation, parce que ça va créer des emplois, mais disons que les \$72 millions que vous avez mis dans le ministère de la Famille et le Bien-Etre social vont augmenter l'inflation et que les \$8 millions que le gouvernement a donnés au ministère des Travaux publics — je ne parle pas de Serge Savard et des autres — pour les fonctionnaires...

M. DOZOIS: Nous ne sommes pas ici pour discuter les crédits du ministère des Travaux publics.

M. TETLEY: Pour moi, c'est très inflationniste. Je répète, M. le Ministre, que c'est très important, je vous félicite d'avoir mis \$5 mil-

lions dans notre Société générale de financement, mais, à mon avis, ce n'est pas assez.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Finances.

M. Paul Dozois

M. DOZOIS: J'écoutais le député de Mercier, de même que le député de Notre-Dame-de-Grâce, et, je me demandais ce qu'ils auraient pu dire s'ils avaient été tous les deux députés en 1962, lorsque le gouvernement du temps...

M. BOURASSA: Le passé! Je m'attendais que le ministre revienne en 1962.

M. DOZOIS: D'abord, je ferai remarquer au député de Mercier qu'il n'est pas à sa place. Il occupe une place qu'il ambitionne peut-être d'occuper, mais il n'ira jamais plus loin, cependant, que chef de l'Opposition.

M. BOURASSA: Sur quoi le ministre se base-t-il?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! Malheureusement, je ne peux reconnaître l'honorable député de Mercier à ce fauteuil; c'est une raison additionnelle pour qu'il n'intervienne pas.

M. BOURASSA: Je m'attendais que le ministre revienne à ça.

M. DOZOIS: Oui, il faut en parler du passé, car il faut guider souvent l'avenir sur les actions qui ont été faites dans le passé. Je me suis sincèrement demandé ce que les députés qui ont parlé il y a un instant auraient dit en 1962, lorsque le gouvernement du temps a créé la SGF.

M. BOURASSA: C'est l'avenir qui intéresse, ces jeunes-là.

M. DOZOIS: Le gouvernement, en créant cette société, déclarait qu'il investirait la somme de \$5 millions. Ce même gouvernement, que sont toujours prêts à défendre le député de Mercier et le député de Notre-Dame-de-Grâce, pendant quatre ans, de 1962 à 1966, n'a pas trouvé le moment, ni l'argent, ni l'occasion d'ajouter un sou à ces \$5 millions, alors que le gouvernement actuel, en 1967, a ajouté \$5 millions et, de nouveau, en 1969, nous ajoutons \$5 millions et \$5 millions l'an prochain. J'ai lu la lettre du président de la SGF pour montrer que nous nous sommes rendus à sa demande. Je puis vous af-

firmer que ce n'est pas une lettre qui a été suggérée à M. Deschamps.

M. BOURASSA: On va en parler tantôt.

M. DOZOIS: M. Deschamps a exposé les besoins de la société. Je dois rappeler à cette Chambre que, lorsque j'ai fait le discours du budget en 1967, en 1968 et de nouveau en 1969, j'ai toujours dit que nous ne voulions pas que la SGF manque une transaction de quelque nature que ce soit, faute de capitaux. Il me semble qu'on ne s'adresse pas à des enfants. Les gens qui forment le conseil d'administration de cette société doivent savoir de quoi ils parlent: MM. Paré, Deschamps, Gérard Filion, Roland Giroux, Léopold Cabana, Paul-Emile Charron, Fernand Girouard, Albert Lajoie, Raymond Lavoie, Paul-H. Clément, Philippe Parizeau, Jacques Parizeau, Hartland Price, Pierre Salbaing, André Thibodeau, René Thomas. Ce ne sont pas des enfants. Ce sont eux qui ont manifesté le désir d'obtenir \$5 millions du gouvernement et c'est ce que nous leur donnons.

M. LESAGE: Est-ce que je pourrais demander au ministre des Finances pourquoi il est fâché?

M. DOZOIS: Pourquoi je suis fâché?

M. LESAGE: Oui. J'arrive en Chambre. Cela allait bien au bill de Montréal; le ministre des Finances n'y était pas.

M. DOZOIS: Je vais informer le chef de l'Opposition. Je me suis fâché parce que, tout d'abord, le député de Mercier voulait occuper le fauteuil du chef de l'Opposition, et je n'ai pas aimé ça.

M. LESAGE: Cela a choqué le ministre des Finances? Cela n'a pas du tout d'importance.

M. DOZOIS: Je n'ai pas aimé ça. Deuxièmement, parce que les discours que ces deux députés venaient de faire étaient une critique évidente de la loi que le gouvernement, dirigé par le chef de l'Opposition actuel, avait adoptée en 1962.

M. LESAGE: Non! Ils n'ont pas fait ça! Je ne vous crois pas.

M. DOZOIS: Oui. Une critique évidente de cette loi. On a dit que c'était un montant — je ne sais pas exactement les termes — insignifiant, si l'on veut, que l'on s'appropriait à donner

à la SGF, \$10 millions, alors qu'en 1962 on n'a donné que \$5 millions.

M. LESAGE: Oui, mais cela dépend des circonstances. Si l'on prend des investissements des années 1962, 1963, 1964, 1965 au Québec, si l'on tient compte des nouvelles industries, on avait beaucoup moins besoin du secours de l'Etat que l'on en a besoin à l'heure actuelle. Cela a toujours été ma théorie, d'ailleurs, de faire intervenir l'Etat dans la mesure du nécessaire.

M. BOURASSA: Il y avait moins de chômeurs.

M. DOZOIS: On pourrait reprendre cela en commission.

M. LESAGE: On créait en moyenne 10,000 emplois de surplus par année.

M. DOZOIS: J'ai dit et je répète que nous avons averti la Société générale de financement que nous étions prêts à lui fournir tout le capital nécessaire pour Investir dans des nouvelles industries ou dans des industries existantes. On nous a fait une enquête — j'ai lu la lettre avant que le chef de l'Opposition arrive — et la société nous demande \$10 millions. Nous donnons \$10 millions. Je le dis de nouveau: nous ne voulons pas que la Société générale de financement manque d'argent et rate des occasions de se porter acquéreur d'industries, faute de capitaux. Nous sommes prêts à l'aider. Le député de Mercier a lancé...

M. LESAGE: En commission, le ministre pourra nous dire pourquoi les \$10 millions. Il n'aura pas besoin de se fâcher. Il nous dira pourquoi.

M. DOZOIS: Pourquoi les \$10 millions? J'avertis l'ancien ministre des Finances...

M. LESAGE: Cela ne me choque pas.

M. DOZOIS: ... que je ne pourrai pas dévoiler les intentions de la Société générale de financement.

M. BOURASSA: Vous êtes...

M. LESAGE: Il y a les biscuits. Il y a la société Vachon, la grève est en train de se régler. Qu'y a-t-il à part cela?

M. DOZOIS: Je ne peux pas le révéler.

D'abord, je dois faire remarquer à cette Chambre...

M. BOURASSA: Un chèque en blanc...

M. DOZOIS: ... que ce n'est pas une société que nous contrôlons. Nous n'avons que le tiers des intérêts.

M. LESAGE: C'est voulu.

M. DOZOIS: Oui, d'accord.

M. BOURASSA: C'est assez pour être informé.

M. DOZOIS: La Société générale de financement n'agit pas à la demande du gouvernement. Le plus que nous puissions faire c'est, à l'occasion, de lui faire des suggestions. Elle a toujours été réceptive aux suggestions.

M. LESAGE: Oui, mais quand le ministre des Finances demande de l'argent, demande aux représentants du peuple, l'autorisation d'engager des montants au nom de la province, n'est-il pas normal que nous sachions quelle va être l'utilisation qui va être faite de ces montants? C'est normal.

M. DOZOIS: Certainement. Dans la même mesure que le gouvernement du temps ne pouvait pas, en 1962, nous dire comment les \$5 millions seraient utilisés, il va de soi que, si je disais ici que la SGF désire se porter acquéreur de ou a les yeux sur telle ou telle industrie ou telle entreprise, cela pourrait peut-être faire échouer les transactions qu'elle se propose de faire.

M. LESAGE: Est-il question de Bombardier?

M. DOZOIS: Je ne réponds pas à cette question. Bombardier est une de nos sociétés les plus prospères dans la province de Québec. Elle nous fait honneur.

M. LESAGE: Est-ce qu'il n'y en a pas été question, à un moment donné?

M. DOZOIS: Elle a récemment offert des actions sur le marché. Cela s'est enlevé rapidement. C'est tout à l'honneur de cette société. Je lui souhaite bon succès.

M. LESAGE: D'accord, n'en est-il pas question?

M. DOZOIS: Je ne m'aventurerai pas sur ce terrain. Le chef de l'Opposition sait fort bien que, dans des négociations de cette nature, on ne doit pas révéler les intentions d'une compagnie ni comment elle entend agir pour se porter acquéreur de tel bloc d'actions plutôt que de tel autre. D'ailleurs, j'ignore si la SGF est intéressée à Bombardier. J'ignore si Bombardier veut vendre des actions en plus grand nombre que celles qu'elle a vendues récemment sur le marché.

Mais je voudrais relever un mot qu'a lancé tout à l'heure le député de Mercier, lorsque je disais qu'on avait dit qu'on offrait tous les capitaux nécessaires pour se porter acquéreur des sociétés que la société désirait acheter. Le député de Mercier a lancé le nom de Sicard. Je répète que le gouvernement n'a que le tiers. Nous avons quatre administrateurs à la SGF. C'est une société qui prend ses responsabilités. Le problème Sicard, tout le monde le connaît.

C'est une société qui a été fondée par un M. Sicard, qui a grandi, pas très rapidement au début et qui, à un moment donné, a appartenu à une famille canadienne-française que connaît bien le député de Mercier. Cette famille a vendu ses intérêts à des Américains, qui détenaient 51% des parts. Ces mêmes Américains qui détenaient 51% des parts ont vendu de nouveau leurs intérêts à une autre société américaine.

Au moment de cette transaction — je pense que c'était une compagnie de Seattle — des gens, dans la finance peut-être, ou des journalistes, se posaient la question suivante: Pourquoi la SGF n'a-t-elle pas acheté Sicard? Je ne connais pas les conditions d'achat, de vente ou d'offre de vente ou d'achat de Sicard, mais grosso modo, on m'a informé que le prix payé par les Américains était plus élevé que celui qu'on pouvait envisager; dans une transaction faite sur des bases d'affaires saines, on ne pouvait concurrencer le prix des Américains.

Cela se comprend. Une société américaine peut peut-être, dans une transaction de cette nature, offrir \$1 million, \$2 millions, \$3 millions, \$4 millions de plus que, localement, on pourrait payer. Cela se comprend parce qu'à ce moment une compagnie américaine peut être intéressée à ajouter à sa production une production comme celle que faisait Sicard. C'était peut-être une entrée, pour cette compagnie, sur le marché canadien où elle voulait s'installer. Elle s'installait en acquérant le contrôle d'une compagnie qui existe déjà, qui a un marché, qui a des moyens de production. Même davantage, si cette compagnie américaine déboursait peut-être \$1 million, \$2 millions ou \$3 millions de plus que la valeur

réelle de cette compagnie, elle s'assurait l'exploitation peut-être de brevets d'invention détenus par la compagnie Sicard sur tout le marché américain et peut-être dans le monde.

Cela lui aurait peut-être coûté des millions et des millions pour atteindre le même but en procédant soit par des recherches, soit en achetant des brevets d'invention, pour se créer un marché. Or, les conclusions que j'ai tirées des conversations que j'ai eues avec des gens proches de la SGF à l'époque, c'est que la SGF avait songé à acheter Sicard mais que le prix exigé — parce qu'on pouvait l'obtenir des Américains — n'était pas objectif, et la SGF ne pouvait pas se lancer dans une telle aventure.

Voilà pourquoi c'est peut-être facile de dire: Pourquoi la SGF n'a-t-elle pas acheté telle compagnie? Pourquoi la SGF ne s'aventure-t-elle pas dans tel domaine? Ce sont des hommes d'affaires, ils se réunissent autour de la table et voient les chances de survie, souvent, d'une entreprise. Ils voient les chances de bénéfice à en retirer. Ils examinent également l'état de la compagnie, son organisation matérielle, s'il faudra renouveler entièrement, par exemple, toutes les installations, les nouveaux investissements que cela nécessitera, les marchés possibles. En somme, ils examinent toutes les possibilités. Ce sont des hommes d'affaires.

Ne comptez pas sur moi pour tenter de donner des ordres à la SGF d'acheter telle compagnie ou telle autre. Ce sont des hommes qui exercent un mandat. J'en ai donné la liste. Ce sont tous des hommes d'affaires bien connus. J'estime qu'ils sont capables de prendre de telles décisions et qu'eux, lorsqu'ils prennent une décision, ont fait une enquête approfondie, ils sont en possession de tous les renseignements susceptibles de les amener à prendre une décision, et je leur fais confiance. Je sais qu'ils ont l'ambition d'agrandir leur champ d'action, qu'ils ont l'ambition d'ajouter une nouvelle compagnie. La lettre le révèle, je l'ai lue tout à l'heure. Pour ceux qui n'ont peut-être pas saisi la portée de ce paragraphe en particulier, je le dis:

« Nous avons eu l'occasion de vous mettre au courant, vous, votre ministre des Finances et le ministre de l'Industrie et du Commerce, des projets importants de la SGF. Il nous faudra procéder à une augmentation de capital pour assurer le développement de la SGF et lui permettre de jouer le rôle qui lui a été fixé. »

Je répète et je dis que les dirigeants de cette société méritent des félicitations, méritent des encouragements. Nous sommes prêts à leur accorder toute l'aide dont ils ont besoin; je le leur répète et je le leur dis publiquement: N'importe quand, s'ils ont besoin de capital supplémentaire,

qu'ils s'adressent à nous et Ils auront la réponse qu'ils ont toujours eue : Oui, monsieur.

M. LESAGE: Voyons donc!

M. BOURASSA: Le ministre n'est pas sérieux.

Adopté.

M. LE PRESIDENT: La motion de deuxième lecture sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Deuxième lecture de ce bill. Second reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Finances propose que je quitte maintenant ce fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude du bill no 25.

Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

Comité plénier

M. LEDUC (Laviolette), Président du comité plénier: A l'ordre!

M. BOURASSA: M. le Président, simplement pour commenter l'article 1 et répondre peut-être en même temps à ce que le ministre des Finances tantôt... J'ai mentionné le nom de Sicard. Je suis d'accord avec lui que nous devons nous fier au bon jugement et à la qualité de la gestion des membres de la SGF. Je pense qu'il a complètement détourné la question. Dans le cas de Sicard, j'avais été informé par des gens qui connaissent bien le problème de la SGF que c'était une question d'argent. Alors peut-être que...

M. DOZOIS: Non, c'est faux.

M. BOURASSA: ... j'ai dû... j'ai peut-être été mal informé, mais le ministre n'a quand même pas à faire une colère.

M. DOZOIS: Je conseille au député de Mercier...

M. BOURASSA: Je dis au ministre des Finances...

M. DOZOIS: Ecoutez, M. le Président.

M. BOURASSA: ... député de Saint-Jacques...

M. DOZOIS: Je suis de boncompte...

M. L E S A G E : Il vient de dire qu'il a été mal informé. Au moins que le ministre l'accepte.

M. DOZOIS: Je suggère au député de Mercier de poser la question à M. Deschamps, il le connaît bien; de poser la question à M. Paré, il le connaît bien.

M. BOURASSA: Disons que nous aurons la même réponse. Je dis au ministre des Finances que, quand il dit qu'il est prêt à donner tout ce que la Société générale de financement lui demandera, je pense que c'est être ridicule. Le ministre des finances sait fort bien qu'il n'a pas les moyens de donner plus de \$10 millions, \$15 millions ou peut-être \$20 millions dans l'état actuel, à moins qu'il réduise ses dépenses inutiles...

M. DOZOIS: C'est faux!

M. BOURASSA: ... à moins qu'il réduise le gaspillage. M. le Président, pourquoi, alors, le gouvernement n'investit-il pas d'une façon directe dans le développement industriel? Il n'y a pas que la Société générale de financement, il y a d'autres organismes. Pourquoi le gouvernement n'accroît-il pas son investissement dans le développement industriel? Il est au courant, comme nous, des problèmes considérables du chômage qui augmente, des jeunes qui vont se trouver sur le marché du travail sans emploi conforme à leurs aptitudes. Je trouve curieux que le ministre des Finances, subitement, aujourd'hui le 5 juin, trois ans après la prise du pouvoir, se sente...

M. DOZOIS: C'est un mauvais souvenir, n'est-ce pas?

M. LESAGE: Trois ans après l'accident.

M. LE PRESIDENT (M. Leduc; Laviolette): Puis-je vous faire remarquer...

M. DOZOIS: Un mauvais souvenir, il pensait être ministre des Finances!

M. LE PRESIDENT (M. Leduc; Laviolette): Puis-je faire remarquer au député de Mercier qu'en deuxième lecture, je pense, il a parlé du principe, mais que nous sommes à l'article 1.

M. BOURASSA: Le ministre a parlé de \$10 millions. Je parle de montants. Le ministre dit: Qu'ils me demandent n'importe quoi, je vais le leur donner. Le ministre est ridicule...

M. DOZOIS: Non.

M. BOURASSA: ... parce que le ministre admet quand même qu'il y a saturation des i m p ô t s , il admet lui-même qu'il ne peut pas réduire les dépenses plus qu'il les a réduites. Là nous ne sommes pas d'accord, parce qu'il y a des dépenses inutiles, il y a du gaspillage et il y a une réforme administrative à faire. Mais il dit, lui: Je ne peux pas faire mieux que ce que je fais là, et il est prêt à offrir des montants sans plafond à la Société générale de financement. Le ministre ne réalise-t-il pas qu'il se contredit?

M. DOZOIS: Vous avez fini? M. le Président, nous allons ouvrir le débat, mais j'estime qu'une foule de questions soulevées par le député de Mercier ont déjà été discutées en cette Chambre. La politique du gouvernement a été annoncée, il y a eu les bills 23 et 24, il y a eu le crédit industriel, il y a eu d'autres mesures annoncées par le ministre de l'Industrie et du Commerce, il y a eu le centre industriel de Bécancour. Nous sommes convaincus que l'action...

M. BOURASSA: Cela fait trois ans que vous en parlez.

M. D O Z O I S : Il ne veut pas que nous parlions du p a s s é , il aime en parler pour les trois dernières années, mais il n'aime pas que nous en parlions pour les six dernières années, par exemple.

M. BOURASSA: M. le Président, j'ai mentionné à plusieurs reprises qu'il y a des choses qui auraient pu être faites il y a quatre ans.

M. DOZOIS: M. le Président, je l'ai dit et je le répète, et je ne suis pas ridicule. Je pense bien que c'est un terme qui a dépassé la pensée du député de Mercier...

M. BOURASSA: Disons surprenant.

M. DOZOIS: ... mais être ridicule, je ne crois pas l'être en affirmant que nous sommes prêts à fournir les capitaux nécessaires parce que même si nous nous rendions à la demande du député de Notre-Dame-de-Grâce et qu'aujourd'hui j'amandais cela, que je dirais: C'est \$100 millions, ce serait un montant de \$100 millions gelé inutilement.

Je pense qu'il faut fournir à la Société générale de financement les capitaux dont elle a besoin au fur et à mesure qu'elle en a besoin.

C'est tout. Je ne peux pas croire que la SGF va se promener de par la province et va acheter, une fois par semaine, une industrie ou un commerce. Voyons! Il faut être sérieux, tout de même!

M. LESAGE: Y en a-t-il d'autres qui vont souscrire, à part le gouvernement? Les caisses populaires ont-elles été pressenties?

M. DOZOIS: L'intention de la SGF, c'est de faire une nouvelle émission...

M. LESAGE: Oui, d'actions.

M. DOZOIS: ... d'actions ou d'obligations convertibles, je crois.

M. LESAGE: Oui.

M. DOZOIS: Il y a différentes formules de financement...

M. LESAGE: Oui.

M. DOZOIS: ... que la société se propose...

M. LESAGE: Les \$10 millions du gouvernement, cela va être...?

M. DOZOIS: Des actions à dividendes différés.

M. LESAGE: ... des actions à dividendes différés.

M. DOZOIS: Oui, la loi prévoyait \$25 millions; nous sommes à \$20 millions.

M. LESAGE: Maintenant, des efforts sont faits, particulièrement du côté des caisses populaires...

M. DOZOIS: Oui.

M. LESAGE: ... et des banques, pour faire souscrire des montants additionnels aux \$10 millions.

M. DOZOIS: Apparemment, le président, M. Deschamps... Ce n'est pas public encore.

M. BOURASSA: Bien, il a fait un discours là-dessus.

M. DOZOIS: J'ai demandé, hier soir, à M. Deschamps l'autorisation de révéler le contenu de sa lettre. Il m'a autorisé à le faire. Lors-

qu'on nous l'a envoyée, dernièrement, on a fait une étude de cela et on nous a dit que c'était confidentiel. Alors, M. Deschamps m'a autorisé à lire le contenu de cette lettre qui annonce une émission d'obligations ou un financement public sur le marché à brève échéance. On attend l'adoption de cette loi.

M. LESAGE: Je m'excuse de n'avoir pas été en Chambre quand le ministre a lu la lettre. J'étais à la commission pour l'étude du bill de Montréal.

M. DOZOIS: Pardon?

M. LESAGE: J'étais à la commission pour l'étude du bill de Montréal; c'est pour cela que je n'ai pas entendu la lecture de la lettre.

M. BOURASSA: Ce sont des obligations convertibles.

M. DOZOIS: Un instant. Je vais relire le paragraphe: « Nous avons eu l'occasion de vous mettre au courant, vous, votre ministre des Finances et le ministre de l'Industrie et du Commerce, des projets importants de la SGF. Il nous

faudra procéder à une augmentation de capital pour assurer le développement de la SGF et lui permettre de jouer le rôle qui lui a été fixé. Nous prions donc le gouvernement du Québec de bien vouloir souscrire une tranche additionnelle d'un million d'actions de \$10 chacune au capital de la Société générale de financement du Québec. Cette souscription d'actions à dividendes différés pourrait être acquittée comme suit: \$5 millions en 1969 et \$5 millions en 1970. La SGF se propose, d'ici quelques semaines, d'aller dans le public chercher \$5 millions et de répéter le même geste en 1970, mais il apparaît essentiel que soit annoncée, en même temps que notre émission, la souscription du gouvernement, quitte à ce que celle-ci soit versée plus tard dans le courant de l'année ».

Alors, je ne sais pas...

M. LESAGE: Le ministre des Finances s'attend-il de verser les \$10 millions dans le cours de l'année?

M. DOZOIS: Non.

M. LESAGE: D'ici 1970?

M. DOZOIS: D'ici 1970.

M. LESAGE: La fin de 1970?

M.DOZOIS: Oui.

M. BOURASSA: \$5 millions par année?

M. DOZOIS: Oui.

M. LESAGE: Le ministre des Finances a-t-il une idée de la répartition des paiements dans le temps?

M. DOZOIS: M. Deschamps a laissé savoir à mon sous-ministre qu'il aimerait recevoir les premiers \$5 millions vers le mois de septembre. Il n'y a pas de difficulté.

M. LESAGE: Le ministre est-il en pourparlers actuellement ou a-t-il été en pourparlers pour faire un emprunt sur le marché de New York, ces jours derniers?

M. DOZOIS: Nous avons fait un emprunt sur le marché de New York.

M. LESAGE: Quand?

M. DOZOIS: Je l'ai annoncé à cette Chambre.

M. LESAGE: Ah oui, je sais.

M. BOURASSA: Au début de mars.

M. LESAGE: Je sais, à 8%, oui. Mais...

M. DOZOIS: Nous sommes constamment...

M. LESAGE: Oui, je comprends, mais n'a-t-il pas été question d'obtenir un emprunt soit pour l'Hydro-Québec, soit pour le gouvernement de la province, sur le marché de New York ces jours derniers? Un emprunt de \$60 millions.

M. DOZOIS: Non.

M. LESAGE: D'un autre montant?

M. DOZOIS: Non, pas que je sache.

M. LESAGE: La province n'est-elle pas dans une situation où il faut qu'elle aille sur le marché très prochainement?

M. DOZOIS: La province est obligée d'aller sur le marché pour \$488 millions, comme je l'ai annoncé dans le discours du budget.

M. LESAGE: Oui, oui, mais très prochainement?

M. DOZOIS: Alors, comme on peut enlever, au cours des douze mois, des périodes qui sont moins favorables au financement...

M. LESAGE: Oui, oui.

M. DOZOIS: ... comme la période de vacances, où l'on sait qu'il y a deux ou trois semaines qui sont moins bonnes...

M. LESAGE: Juillet et août.

M. DOZOIS: C'est moins bon.

M. LESAGE: Mais on est en juin, là.

M. DOZOIS: Alors, cela veut dire...

M. LESAGE: Nous sommes en juin.

M. DOZOIS: ... que la somme de \$480 millions se divise à peu près en dix périodes. Alors, les fonctionnaires de mon ministère ou ceux de l'Hydro-Québec sont constamment en pourparlers sur les différents marchés du monde pour trouver des possibilités d'emprunts.

M. LESAGE: Et comment ça va?

M. DOZOIS: Cela va bien.

M. LESAGE: Cela va bien? Ah, le ministre n'est pas capable de dire ça sans sourire.

M. DOZOIS: Cela va bien.

M. BOURASSA: Tant mieux. Cela semble assez « rough » pour l'automne comme ça.

M. DOZOIS: Non, ça va bien. Evidemment, nous avons des gros concurrents, il y a la Banque mondiale dont les titres se vendaient \$8.25 la semaine dernière; c'est un gros concurrent.

M. BOURASSA: On en reparlera durant les crédits du ministère des Finances.

M. DOZOIS: Oui, on en reparlera.

M. LESAGE: Cela va aller à demain?

M. DOZOIS: Demain.

M. LESAGE: Demain, on va s'amuser là-dedans.

M. DOZOIS: C'est ça.

M. BOURASSA: Le ministre a l'air en forme.

M. DOZOIS: J'ai dit...

M. LESAGE: Ne dis pas cela, il va se fâcher.

M. DOZOIS: ... et je répète que la SGF nous a demandé cette somme et que nous la lui accordons. C'est faux de prétendre que si on lui donnait \$100 millions, elle pourrait acheter une foule d'industries. Il ne faut pas oublier une chose. Ce n'est pas toujours facile, après avoir pris le contrôle d'une industrie, de trouver le personnel pour diriger sur place cette entreprise. Les conseils d'administration se réunissent autour d'une table, analysent des bilans, et financièrement, cela peut se tenir, surtout dans la province de Québec où nous avons des entreprises familiales.

Souvent, la personne qui a été l'âme dirigeante de cette entreprise, qui l'a bâtie de A jusqu'à Z, qui marchera un peu par intuition...

M. BAILLARGEON: Par oreille.

M. DOZOIS: ... et par oreille, oui, le député de Laprairie-Napierville vient de me souffler le mot. Il connaît cela, c'est un industriel, ce n'est pas un théoricien. Il est dans le bain, lui. C'est juste de dire, dans son cas, qu'il ne brûle pas la chandelle par les deux bouts.

C'est excessivement difficile, et, sans citer de noms, cela peut expliquer souvent pourquoi des consortiums ont acquis des entreprises qui étaient prospères lorsqu'elles étaient sous la direction d'une seule personne, du fondateur de cette entreprise. Ce consortium financier qui en a pris le contrôle, et dont les administrateurs siègent à Montréal, dans des bureaux, et voient l'industrie à 10 milles, à 50 milles ou à 100 milles de Montréal, n'ont pas toujours la personne clef pour remplacer celle qui elle, a vendu pour prendre sa retraite et qui n'est plus intéressée, souvent, à continuer. Cela explique souvent pourquoi il faut être prudent quand on s'aventure dans ce domaine de l'achat d'industries. Ce n'est pas facile. Je pourrais citer des cas. J'en connais de nombreux, où il y a eu d'énormes difficultés pour ceux qui s'étaient portés acquéreurs de certaines industries, parce qu'on ne pouvait pas trouver la personne qualifiée qui aurait pu prendre la direction de cette entreprise, même si on lui offrait un salaire des plus élevés. C'est une complication.

Mais, évidemment, la chose se corrige. Nous commençons, depuis quelques années, à produire de ces personnes. Des jeunes qui sont sortis soit de nos écoles techniques, de l'Ecole polytechnique ou de l'Ecole de hautes études com-

merciales, il y a dix ou quinze ans, commencent à avoir suffisamment d'expérience pour prendre la direction de ces entreprises. La SGF a ses problèmes, mais, encore une fois, je voudrais mentionner que ce n'est pas nécessairement une question de finance. Souvent, la SGF voudrait se porter acquéreur d'une industrie qui a toutes les apparences d'une industrie des plus prometteuses, mais elle est en concurrence avec des consortiums américains qui offrent parfois 25%, 50% et même 100% de plus que la valeur réelle. Je pourrais citer des cas. Je pense que le député de Mercier a dû, dans sa vie active d'économiste, être témoin de telles choses. En effet, des gens qui étaient prêts à vendre leur entreprise mais, tout à coup, recevaient des offres de consortiums américains ou étrangers qui pour d'autres raisons que celle de l'investissement uniquement, étaient prêts à offrir beaucoup plus que la valeur intrinsèque de cette entreprise.

M. BOURASSA: M. le Président, je ne veux pas prolonger le débat, mais le ministre des Finances nous a servi l'habituel refrain d'impuissance en face de problèmes extrêmement importants. Je suis d'accord avec lui que la SGF ne peut pas...

M. DOZOIS: Quelle impuissance?

M. BOURASSA: Le fait qu'il faut procéder lentement, qu'il ne faut pas aller trop vite.

M. DOZOIS: Non. C'est faux.

M. BOURASSA: Nous sommes en face d'une situation...

M. DOZOIS: Le député de Mercier me prête des intentions que je n'ai jamais eues.

M. BOURASSA: ... d'urgence sur le plan économique au Québec, peut-être plus que jamais depuis trente ans. C'est la première fois qu'on a des compétences.

M. DOZOIS: Alors, quels amendements le député de Mercier suggère-t-il, pour aller plus vite?

M. BOURASSA: Non, je reprends les propos du ministre des Finances. Je lui dis qu'il faut prendre tous les moyens, et la SGF est l'un des moyens d'action du gouvernement du Québec. Vous êtes représentés au conseil d'administration. Il y a moyen de stimuler l'économie du Québec avec la SGF, avec l'Hydro-Québec, avec la Caisse de dépôts. Ce sont tous des moyens...

M. DOZOIS: C'est une façon, M. le Président.

M. BOURASSA: ... et je pense que le ministre des Finances donne une impression de négativisme ou d'impuissance en face de la situation en disant: Bien, c'est difficile, ça ne se fait pas du jour au lendemain, il y a la concurrence des Américains.

Il y a des individus privés qui ont réussi, — on n'a pas besoin de donner les noms — qui ont bâti en quelques années des empires. Alors pourquoi le dynamisme serait-il limité seulement au secteur privé? Pourquoi ne pourrait-on pas retrouver dans une situation comme celle que connaît actuellement le Québec, du dynamisme économique dans le secteur public ou semi-public, alors que c'est tellement important pour notre avenir? Je constate que la somme qui est donnée répond peut-être à la demande dans la lettre. On sait bien que le gouvernement a du avoir des discussions préalables à la lettre — je suppose qu'on a certainement contacté le ministre des Finances, à qui on a dit: Jusqu'où pouvait-on aller pour deux ans? Il me semble que c'est normal. Je constate donc que cette somme-là ne répond pas à la priorité absolue au Québec, qui est actuellement la création de nouveaux emplois. Elle ne permet pas à l'un de nos instruments de jouer un rôle aussi efficace qu'il pourrait jouer, tout en tenant compte des remarques du ministre des Finances.

M. DOZOIS: Je ne réponds pas, M. le Président, parce que, si je réponds, le député de Mercier va se lever encore, il veut absolument avoir le dernier mot.

M. BOURASSA: Non, le ministre des Finances m'a traité de théoricien.

M. DOZOIS: Il avance des théories et j'ai bien hâte, un jour, lorsqu'il aura beaucoup de barbe et de cheveux gris, de le voir à l'action.

M. LESAGE: Ah, ça ne sera pas long, il n'aura pas le temps de se laisser pousser une barbe seulement.

M. DOZOIS: Cela va être long, il va d'abord occuper votre fauteuil avant que ça arrive, et puis, comme vous n'êtes pas pressés, il va rester là longtemps, il va être vieux.

M. LESAGE: Il n'aura pas la chance d'occuper mon fauteuil. Nous serons au pouvoir.

M. BOURASSA: M. le Président, le ministre des Finances me traite de théoricien...

M. DOZOIS: Oui. Absolument.

M. BOURASSA: ... je vais lui dire: D'accord. J'enseigne à l'université...

M. DOZOIS: Très vrai, très vrai.

M. BOURASSA: ... non, non, si le ministre m'attaque, je peux répondre. C'est vrai que j'enseigne à l'université. J'enseigne aussi le développement économique dans une université et les finances publiques dans deux autres. Je fais partie aussi du conseil d'administration...

M. DOZOIS: La province va être sauvée avec votre enseignement.

M. BOURASSA: ... de plusieurs entreprises. J'ai une expérience dans le monde des affaires.

M. LESAGE: Aussi, vous allez être obligé de démissionner, très bientôt.

M. BOURASSA: Ah oui, très... Avant la fin de l'année, je serai obligé de démissionner.

M. DOZOIS: Vous allez pouvoir vous rendre à l'âge de la retraite.

M. BOURASSA: Mais j'aurai acquis suffisamment d'expérience pour faire, je l'espère, mieux que le gouvernement actuel en matière économique.

M. LE PRÉSIDENT: Alors l'article 1, adopté.

M. LESAGE: M. le Président, j'ai entendu le ministre des Finances tout à l'heure parler des débuts de la Société générale de financement. Je suis sûr qu'il voudra rendre justice au gouvernement précédent. Il s'agissait d'une innovation.

M. DOZOIS: M. le Président, si le chef de l'Opposition me permet, c'est que j'ai parlé en deuxième lecture. J'ai d'abord fait un discours.

M. LESAGE: Je n'étais pas ici.

M. DOZOIS: Non, et j'ai, dans ma réplique, tout dit ça. Je peux répéter, j'ai rendu hommage, j'ai dit que ça avait été bénéfique pour la province, j'ai dit que ça avait été une excellente ini-

tative. J'ai félicité les directeurs de la société j'ai donné toute la liste...

M. LESAGE: J'ai dû arriver en Chambre pour le mauvais bout du discours.

M. DOZOIS: Oui. C'est parce que j'ai lait le bon bout avant que le député de Mercier parle.

M. LESAGE: J'ai entendu le mauvais bout, M. le Président. Le bout critique du discours du ministre des Finances, alors qu'il disait que nous n'avions pas suffisamment fait. Il faut bien penser qu'en 1962, c'était sur une base expérimentale et qu'à ce moment-là — il faut dire la vérité...

M. DOZOIS: J'ai dit que...

M. LESAGE: ... c'est qu'à ce moment-là...

M. DOZOIS: ... selon le raisonnement de vos députés, ils étaient en train de faire la preuve que vous n'aviez pas fait suffisamment.

M. LESAGE: Non, M. le Président, c'est différent. La situation n'était pas du tout la même. J'ai ici des chiffres que je pourrais citer au ministre.

M. DOZOIS: C'est facile, ça, après...

M. LESAGE: La situation économique au Québec était à ce moment-là de beaucoup meilleure que celle qui prévaut actuellement; 76,000 nouveaux emplois étaient créés en moyenne chaque année...

M. DOZOIS: Alors, vous ne vouliez pas faire...

M. LESAGE: ... de 1962 à 1966, le nombre des chômeurs a diminué régulièrement en moyenne de 10,000 par année jusqu'à ce que le gouvernement actuel prenne le pouvoir. Depuis ce temps-là, depuis deux ans, le nombre des chômeurs a augmenté de 45,000; le nombre de nouvelles...

M. DOZOIS: Je mettrai le chef de l'Opposition en garde, parce que s'il continue, il va prouver qu'il ne voulait pas faire grand chose en 1962.

M. LESAGE: Le nombre de nouvelles industries, M. le Président, d'après les chiffres du Bureau canadien de la statistique, donne en

1962, au Québec, 430 nouvelles industries; en 1963, 613; en 1964, 577; en 1965, 510; en 1966, 427; en 1968, 290.

C'est pour cela qu'à ce moment-ci il faut que l'Etat augmente considérablement sa contribution afin que les institutions paragouvernementales comme la SGF puissent donner leur plein rendement à la lumière de leur expérience. Ce n'est pas une critique que je fais. C'est une explication des paroles prononcées par mes collègues. La situation est telle aujourd'hui qu'elle nécessite une action plus vigoureuse et des investissements beaucoup plus volumineux de la part du gouvernement.

Par conséquent, mes collègues se demandaient si, réellement, cette somme de \$10 millions pouvait être suffisante, étant donné la situation économique actuelle. Je n'ai pas l'intention de prolonger le débat. Je le sais, la Société générale de financement, dont le président est M. Deschamps, a un besoin urgent de \$15 à \$25 millions d'ici la fin de 1970. Espérons que la contribution du gouvernement au montant de \$10 millions à être versée d'ici la fin de 1970 constituera un aiguillon suffisant pour que la Société générale de financement obtienne, d'autres sources, le supplément dont elle a besoin pour donner suite aux plans que ses administrateurs ont en tête quant au regroupement d'industries et de commerces et quant, également, à l'initiative à prendre dans de nouveaux champs d'action.

Je pense que ce que je viens de dire est parfaitement raisonnable et dépeint assez bien la situation. Pour cette raison, nous avons voté pour le principe du bill, et de la même façon, je suis disposé, quant à moi, à accepter l'article 1. Si le ministre des Finances s'imagine qu'il peut me convaincre de lui faire plus de compliments que je viens de lui en faire, il perdra son temps.

M. DOZOIS: C'est parce que vous m'avez ouvert des portes. Je peux vous répondre. Comme il se fait tard, on va adopter.

M. LE PRÉSIDENT (M. Leduc, Laviolette): Article 1, adopté?

M. LESAGE: Vous êtes mieux avec \$10 millions qu'avec 5 minutes de paroles.

M. BOURASSA: Une petite question. Dans la Gazette d'hier, on mentionnait que le fonds FIC, de Jean-Louis Lévesque, je crois, voulait acheter la part de la SGF, je pense, dans O. Donohue. Est-ce que le ministre est au courant?

M. LESAGE: Donohue Brothers.

M. DOZOIS: Je pense bien qu'une grosse partie se joue, apparemment. C'est le plus que je peux dire.

M. BOURASSA: D'accord.

M. DOZOIS: Je pense qu'il n'est pas d'intérêt public de révéler que tel groupe fait telle chose, pose tel geste pour s'assurer tel bloc d'actions.

M. LESAGE: Il y en a qui peuvent être intéressés à faire de l'argent à la Bourse.

M. DOZOIS: Ah! moi, je n'ai pas d'actions. Est-ce que le chef de l'Opposition insinue que le député de Mercier en a?

M. LESAGE: Non, non.

M. DOZOIS: Je n'en ai pas, moi.

M. BOURASSA: C'était dans les journaux. Cela se trouvait dans la Gazette d'hier et le gouvernement est actionnaire.

M. LESAGE: Le ministre des Finances ne me fera pas croire qu'il a fait vœu de pauvreté.

M. DOZOIS: Je pense qu'on ne peut pas, à ce moment-ci, sachant qu'il y a une offre d'un groupe...

M. BOURASSA: Des actionnaires.

M. DOZOIS: ... — il y a, d'une part, la SGF et d'autres institutions qui ont des actions dans cette société à certaines conditions — commencer à étaler publiquement l'intention de tel groupe par rapport à tel autre.

M. BOURASSA: Je constate que le gouvernement est un actionnaire silencieux à cause de circonstances dont nous fait part le ministre.

M. DOZOIS: Silencieux. J'invite le député de Mercier à aller voir M. Deschamps. Il est dans le bureau d'à côté. S'il le veut, il lui racontera ce qu'il m'a raconté hier. C'est bien?

M. BOURASSA: D'accord. Merci. Je vais accepter l'invitation du ministre des Finances. Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Leduc, Laviolette): Article 1, adopté? Adopté.

M. BOURASSA: Oui, adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 2?

M. BOURASSA: Le ministre mentionnait tantôt les investissements français. C'est \$2 millions?

M. DOZOIS: C'est \$2,380,000, \$2,500,000, il y a peut-être eu un escompte, je ne sais pas la valeur actuelle. Les chiffres qu'on me donne...

M. BOURASSA: A quel taux? Y a-t-il moyen de connaître la totalité des investissements français dans la SGF ainsi que les conditions?

M. DOZOIS: Les conditions? Je ne sais pas s'il est d'intérêt public de révéler le nom de telle société en particulier.

M. BOURASSA: Non, le montant.

M. DOZOIS: Disons que j'ai le groupe A. Il a acheté 30,000 actions ordinaires et 5,000 actions privilégiées au montant de \$350,000. On réalise que c'est \$10 l'action.

M. BOURASSA: D'accord.

M. DOZOIS: C'est au pair. On a vendu aux intérêts français des actions privilégiées au pair à \$10, alors que ces actions se cotaient à \$6, \$7 ou \$8, je pense, à la Bourse, à cette époque.

M. BOURASSA: Convertibles?

M. DOZOIS: Je ne le crois pas. Il y a des actions ordinaires et des actions privilégiées.

M. BOURASSA: Elles ne sont pas convertibles au bout de 15 ans?

M. DOZOIS: Je ne le crois pas. Le document que j'ai devant moi ne me le dit pas. Je peux m'informer et fournir le renseignement. Je ne le sais pas.

M. BOURASSA: D'accord, quant à moi.

M. LE PRESIDENT (M. Leduc, Laviolette): Article 2, adopté?

M. DOZOIS: Il y a des actions privilégiées, des actions ordinaires et des obligations à 5%, série a.

M. BOURASSA: Si le ministre pouvait me ré-

diger une réponse ou demander à M. Deschamps de me rédiger une réponse.

M. DOZOIS: Si c'était des actions convertibles?

M. BOURASSA: Oui, du moins, les investissements français totaux et les différentes catégories, pour ne pas retarder le débat inutilement. Sous quelle forme, actions, obligations ou actions convertibles?

M. DOZOIS: Je lis la note que M. Deschamps m'envoie: « Le groupe français a payé ses actions ordinaires au prix du pair. Les actions privilégiées au pair. » Peut-être qu'il m'enverra une autre note pour répondre à la question. Je ne crois pas que les actions privilégiées ou ordinaires soient convertibles.

M. BOURASSA: Les actions ordinaires peuvent-elles être convertibles? Ce sont les actions privilégiées qui peuvent l'être.

M. DOZOIS: Oui, je ne le sais pas.

M. LE PRESIDENT (M. Leduc, Laviolette): Nous passons à l'article 3.

M. BOURASSA: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Leduc, Laviolette): Adopté. Article 4?

M. BOURASSA: Adopté.

M. LEDUC (Laviolette) (président du comité plénier): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité a adopté le bill 25 sans amendement.

M. LEBEL (président): Troisième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

M. BERTRAND: La troisième lecture.

Troisième lecture

M. LE PRESIDENT: De consentement unanime, l'honorable ministre des Finances propose la troisième lecture du bill 25. Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. BERTRAND: Article 9.

Bill 28

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre propose la deuxième lecture de la Loi modifiant l'Office de planification du Québec. L'honorable ministre d'Etat à la Fonction publique.

M. MASSE: Nous pouvons aller en comité tout de suite.

M. BERTRAND: Vous pourriez quand même prononcer vos discours et vous seriez plus rapprochés les uns des autres.

M. Marcel Masse

M. MASSE: L'honorable lieutenant-gouverneur de la province a pris connaissance de ce bill et il en recommande l'étude à la Chambre.

M. LESAGE: C'est le ministre des Finances qui s'y opposait.

M. BERTRAND: Non, non.

M. LESAGE: Il voulait protéger mon siège.

M. BERTRAND: J'ai écouté les délibérations de mon bureau, surtout au moment où le député de Saint-Jacques a averti le député de Mercier qu'il serait au pouvoir seulement quand il aurait les cheveux blancs et la barbe très longue.

M. LESAGE: Il n'est pas nécessaire d'être vieux pour avoir la barbe longue.

M. BERTRAND: Non, pas de nos jours.

M. DOZOIS: Il n'est pas parti pour avoir les cheveux gris bientôt.

UNE VOIX: Le ministre des Finances a les cheveux blancs...

M. BERTRAND: Je m'excuse d'avoir interrompu le discours du député de Montclam.

M. MASSE: M. le Président, le projet de loi qui est maintenant soumis à l'examen et à l'approbation de l'Assemblée nationale vise essentiellement à réunir dans une seule et même loi les dispositions de la loi actuelle de l'Office de planification du Québec ainsi que celles du bill no 53 déjà déposé l'an dernier pour créer un Office de développement et d'aménagement, mais qui n'a pas encore été adopté.

De ce fait l'office assumera non seulement des tâches d'étude et d'élaboration de projets de planification et de développement économique, mais il coordonnera aussi l'activité des ministères et organismes gouvernementaux engagés dans leurs propres programmes de planification et d'action en même temps qu'il présidera lui-même à l'exécution de tout plan, programme ou projet de développement économique et d'aménagement du territoire dont la réalisation lui sera confiée par le gouvernement.

Il nous semble en effet qu'il n'existe qu'un moyen de sortir la planification du domaine des théories plus ou moins fumeuses et des abstractions plus ou moins désincarnées: c'est de la mettre en prise directe sur l'objet même de la démarche intellectuelle qu'elle constitue, c'est-à-dire l'orientation du développement.

Il est essentiel de ne pas créer de divorce entre la planification théorique et ses applications pratiques. Voilà pourquoi l'office aura non seulement à entreprendre des études mais également à assurer l'application des plans qu'il aura élaborés et dont il assumera la réalisation.

M. BOURASSA: Des vœux pieux.

M. BERTRAND: Cela bouge.

M. MASSE: De la sorte s'établira à l'intérieur même de l'office un dialogue constant entre la théorie et la pratique, entre la pensée et la réalité, entre les experts et les hommes d'action.

Par ailleurs, le présent projet de loi vise aussi à enraceriner davantage les efforts de la planification et du développement entrepris par le gouvernement dans les organismes mêmes qui sont chargés, au premier chef, de l'administration des affaires de l'Etat, en particulier des ministères.

En effet, la planification constitue autant, sinon davantage, une mentalité qu'une technique, il est essentiel que cette mentalité pénètre dans tous les rouages de l'administration publique si l'on veut espérer que l'action planificatrice de l'Etat soit finalement efficace, il n'est pas possible de faire de la planification en vase clos au sein d'un office, si compétent soit-il. Au contraire, il faut que la planification devienne, d'abord et avant tout, l'oeuvre concertée des ministères eux-mêmes par le canal de leurs propres services de planification pour les secteurs dont ils ont la responsabilité, en même temps que de l'office comme instrument et agent de coordination et de liaison

et, à la rigueur, comme agent supplétif de l'action des ministères.

Voilà pourquoi le rôle de la Commission interministérielle de planification a été modifié pour qu'en certaines matières l'office ait non seulement la possibilité, mais l'obligation, avant d'agir comme agent de liaison pour la mise en oeuvre d'un programme, d'indiquer à la commission la façon dont il entend s'acquitter de cette fonction et de lui demander son avis. Par conséquent, l'office n'a pas pour mission de se substituer à l'activité des ministères, mais plutôt de l'animer et de la replacer dans le contexte plus général des priorités gouvernementales. Il s'agit là encore non pas de l'énoncé d'un principe théorique, mais bien d'une réalité quasi brutale à laquelle se heurte tout effort de planification si l'on n'y prend pas garde: l'application d'un plan est impossible sans la collaboration même des organismes qui sont chargés de le réaliser. Or, la seule façon vraiment efficace en définitive d'obtenir cette collaboration, c'est de confier à des organismes la tâche d'élaborer le plan pour le secteur qui les concerne, puisque ce n'est pas tellement par des exhortations, mais plutôt dans l'action que s'opèrent les changements d'attitudes.

Une des principales tâches de l'office sera donc de faire en sorte que le souci de la planification et du développement devienne la préoccupation majeure de tous les ministères et organismes gouvernementaux.

Il convient aussi d'assurer la continuité des démarches entreprises par l'Etat dans le domaine de la planification et du développement. On se plaint trop souvent, et parfois à juste titre, il faut le reconnaître, que de nombreux projets n'aboutissent jamais, faute de trouver un canal approprié pour la prise de décision par les autorités compétentes et leur mise en application. Désormais, nous croyons que les modifications que nous apportons maintenant à la loi de l'office créeront justement cet instrument de continuité qui a peut-être fait défaut jusqu'à présent. D'une part, l'office sera non seulement chargé de faire des études, mais aussi de passer à l'action lui-même et, d'autre part, il agira comme agent de liaison auprès des ministères dans leurs activités de planification et de développement, au lieu de coordonner simplement les recherches et les études qui sont faites dans ces mêmes ministères.

Cependant, cette continuité se sera pas assurée seulement au seul niveau gouvernemental, mais elle s'étendra auprès des autres gouvernements, organismes, sociétés ou corporations qui doivent être aussi impliqués dans un effort de planification globale.

L'office entretiendra des relations constantes et étroites avec tous les agents externes qui influencent d'une façon ou d'une autre la planification et le développement économique du Québec.

Ces relations certes, ne seront pas exclusives et les autres ministères, y compris le ministère des Affaires intergouvernementales, devront continuer et continueront, d'ailleurs, à entretenir des relations étroites, et combien nécessaires dans une économie ouverte, avec la population et les organismes concernés et avec les autres gouvernements. Cependant, la réciprocité sera aussi vraie. L'Office de planification assumera, à ce niveau, dans le domaine qui lui est propre, le rôle d'agent de liaison et de coordination. Ce rôle est, en effet, essentiel si l'on veut que l'Etat puisse avoir, dans ce domaine, une action efficace, unifiée et suivie auprès de divers corps publics et privés.

C'est dans cette perspective que le gouvernement pourra autoriser l'office à conclure des accords avec tout gouvernement ou organisme ou corporation en vue de l'élaboration et de la mise en oeuvre de plans de développement plus ou moins vastes, en liaison étroite, il va sans dire, avec les autres ministères qui pourraient être concernés.

Cette disposition est d'autant plus importante que le gouvernement du Canada a mis sur pied un ministère de l'Expansion économique régionale chargé de fonctions similaires. Ce ministère peut, en collaboration avec les autres gouvernements du Canada, élaborer un plan d'expansion économique dans une région particulière, de même que désigner comme zone spéciale, après consultation avec le gouvernement impliqué, une région où des mesures spéciales destinées à favoriser l'expansion économique doivent être prises.

Telles sont, brièvement exposées, les principales raisons qui nous amènent à modifier la Loi de l'Office de planification du Québec. La mission que nous voulons aussi lui donner dépasse de beaucoup le simple aspect technique des choses. En même temps que nous désirons lancer la planification au Québec sur des bases pragmatiques et concrètes, et tout en élaborant les objectifs globaux que doit avoir tout effort de planification, il nous apparaît primordial d'accorder une large place au changement de mentalité afin que tous ceux qui ont la responsabilité de travailler à l'avenir du Québec soient pleinement conscients des exigences d'efficacité que cette tâche comporte.

M. Robert Bourassa

M. BOURASSA: M. le Président, même si

je constate que le texte du ministre était très bien écrit, quant au fond je pense que nous pourrions le résumer en disant que c'est un énoncé de vœux pieux, et ça l'est d'autant plus si nous regardons avec quel retard ce projet de loi-là est déposé, il y a deux ans...

M. ALLARD: Quand ce n'est pas fait, ce n'est pas bien, quand c'est en retard...

M. BOURASSA: Le ministre devrait être le dernier à parler des retards parce qu'il a trois projets, lui...

M. ALLARD: Quand allez-vous trouver que quelque chose a été bien fait?

M. BOURASSA: ... des projets... de développement économique.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! L'honorable député de Mercier.

M. BOURASSA: M. le Président, Je pense que c'est mon droit. Depuis trois ans l'on annonce l'établissement de l'Office de planification. L'ancien premier ministre — j'ai ici des coupures de journaux que je pourrais citer — trois ou quatre mois après avoir pris le pouvoir, en septembre 1966, disait: Incessamment nous aurons un Office de planification. Cela a été répété à plusieurs reprises par d'autres ministres. Je pense qu'il est normal, alors que l'on présente le projet de loi qui complète l'autre projet de loi qui a été déposé, il y a un an, que nous constatons le retard à agir du gouvernement, dans un secteur aussi important.

Le ministre des Richesses naturelles devrait être le dernier à parler, lui qui multiplie les annonces de projets qui ne sont jamais réalisés, bien que ces projets soient extrêmement profitables à l'économie du Québec.

Je me permettrai d'énoncer simplement quelques suggestions. Nous avons eu l'occasion, lorsque nous avons discuté les crédits de l'Office de planification, d'élaborer sur les réformes qui peuvent être apportées à l'Office de planification.

J'ai alors signalé, et Je le répète, que dans le projet de loi qui nous est soumis, on ne peut pas admettre que l'Office de planification, tel qu'il doit être constitué, a des chances de réussir.

On a essayé, dans plusieurs pays, d'établir des organismes de planification et là où pour employer l'expression que j'ai déjà utilisée, l'office n'avait pas de dents, là où l'office ne pouvait pas avoir de pouvoir réel de décision, les résultats étaient toujours négatifs.

On doit donc constater que, dans ce projet de loi, l'Office de planification conserve le rôle de consultation de l'ancien Conseil d'orientation économique, conserve également le rôle de coordonnateur de l'ancien Conseil d'orientation économique. Mais quels sont les pouvoirs réels additionnels de décision qu'on donne à l'Office de planification, pour qu'il puisse jouer un rôle efficace dans le développement économique? Nous n'en voyons aucun.

Vous me permettez, M. le Président, de donner quelques exemples qui auraient pu permettre, s'ils avaient été inclus dans la loi, à l'Office de planification de jouer ce rôle efficace. Pourquoi le gouvernement par exemple, n'aurait-il pas créé un fonds de développement dont l'office aurait pu décider de l'allocation des fonds? Il ne s'agit pas là d'une dépense additionnelle pour le gouvernement, puisque ce fonds serait tout simplement constitué d'une tranche variable, selon les ministères, des crédits qui sont attribués à ces derniers. C'est l'office qui déciderait de l'utilisation d'une partie des crédits des ministères concernés, en fonction, évidemment, des objectifs de planification. Ce fonds, même s'il était constitué d'une petite portion des crédits, pourrait permettre à l'office d'arbitrer, dans certains cas, entre deux demandes de ministères, évitant ainsi des décisions qui conduisent soit à un gaspillage de fonds publics ou à des orientations contradictoires entre deux ministères.

L'office, à cause de son rôle de coordinateur et à cause de ses possibilités d'information, serait en mesure, pour des cas donnés, de décider, pour donner un exemple, en faveur d'un hôpital ou d'un palais de justice ou encore d'un pont ou d'une autoroute, toujours dans le cadre d'une administration gouvernementale rationnelle et efficace. Il me semble que c'est une suggestion positive, qui n'alourdit pas le budget de l'Etat et qui favorise l'élimination des dépenses inutiles en donnant des pouvoirs réels à un organisme central.

Une autre suggestion qu'on peut faire, c'est qu'il y aurait lieu d'assurer que les projets élaborés dans les différents ministères soient portés à la connaissance de l'Office, pour éviter que ce dernier soit placé devant le fait accompli pour toutes sortes de raisons, fortuites ou non. Il ne s'agit pas de donner un droit de veto à l'Office pour tous les projets des ministères, mais de faire en sorte qu'il soit suffisamment informé afin de formuler au cabinet des avis compétents. L'office a en effet une fonction utile, mais dans la mesure où il est informé de la situation qui prévaut dans les différents ministères.

M. le Président, il y aurait d'autres suggestions que je pourrais faire, comme le fait que l'office pourrait voir au regroupement des centres de recherche actuellement au gouvernement. On sait qu'ils ont tendance à se multiplier, que plusieurs ministères développent leur propre centre de recherche. Cela pourrait être une fonction normale de l'Office de planification de regrouper tous ces centres de recherche pour éviter du dédoublement et pour assurer leur essor le plus rapide possible.

On doit constater que je ne me contente pas de faire de la critique purement négative. Je constate que le projet est déposé avec beaucoup de retard. Je constate en outre que l'office, tel qu'il sera créé, est destiné à demeurer inefficace, qu'il n'y a tout simplement qu'une apparence de changement entre le Conseil d'orientation économique et le nouvel Office de planification. Et pour corriger cette situation, pour lui donner des dents, comme je disais tantôt, j'ai fait quelques suggestions.

M. LE PRESIDENT: La motion de deuxième lecture sera-t-elle adoptée?

Adopté.

L'honorable ministre d'Etat délégué à l'Office de la planification propose que je quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude du bill 28. Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

Comité plénier

M. GARDNER (président du comité plénier): A l'ordre!

M. MASSE: Comme j'en avais prévenu le député, il y a des modifications. Je ne sais pas si elles lui ont été apportées.

M. BOURASSA: Je les reçois à l'instant. Le député m'en avait parlé avant-hier.

M. MASSE: Alors, on a le texte des modifications.

M. LESAGE: Oui, mais, M. le Président, il est six heures moins quart. On pourrait commencer les articles 1 et 2 du bill en comité et suspendre les articles auxquels des amendements sont apportés, étant donné que, ce soir, à huit heures ou huit heures et quart, le ministre d'Etat doit être à la commission de la présidence du conseil...

M. MASSE: A la commission en bas, oui.

M. LESAGE: ... et le chef de l'Opposition aussi. Nous pourrions regarder ces amendements-là ce soir et peut-être, je ne sais pas...

M. MASSE: Demain matin, à la reprise de la séance de la Chambre.

M. LESAGE: ... avec la permission du leader de la Chambre, nous pourrions terminer cela demain matin, avant d'entreprendre...

M. MASSE: Très bien. D'accord.

M. LESAGE: ... l'étude des bills du Revenu et des crédits du ministre des Finances.

M. MASSE: Très bien, M. le Président. Je n'ai pas d'objection.

M. LESAGE: Alors, nous pourrions, quand même, commencer...

M. MASSE: Oui.

M. LESAGE: ... l'étude des articles auxquels il n'y a pas de modification.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 1, adopté. Article 2?

M. BOURASSA: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Adopté.

M. BOURASSA: Ce sont des changements de noms.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): A l'article 2, il n'y a pas de changement.

M. BOURASSA: Non.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): C'est à l'article 3 qu'il y a un changement.

M. BOURASSA: Oui, il y a des amendements à l'article 3. C'est cela qu'on remet à demain matin.

M. LESAGE: Article 3, suspendu.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): L'article 3 à la prochaine séance.

M. LESAGE: Article 4. Il n'y a pas d'amendement à cet article; cela va à l'article 12 pour les prochains amendements.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): L'article 4 est-il adopté?

M. BOURASSA: Oui.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Adopté. Article 5?

M. BOURASSA: Quand les membres du conseil vont-ils être nommés? Le ministre a-t-il des nouvelles? Cela prendra-t-il deux ans, comme le reste?

M. MASSE: M. le Président, je ne relève pas inutilement les allusions. Tel que je l'ai dit, lors de l'étude des crédits, nous avons demandé à l'Office de planification de former une commission de trois personnes qui travaillent depuis quelques mois. Cette commission est formée du directeur général de l'office, M. Parenteau; d'un représentant du secteur patronal québécois, le secrétaire de l'API, et également d'un représentant du secteur des syndicats, M. Thibodeau, qui a remis un rapport concernant la réglementation du travail qui devrait être effectué par le conseil.

Ce rapport est soumis, pour étude, au conseil de planification, il devrait y avoir sous peu des consultations avec les corps intermédiaires intéressés pour nommer les membres du conseil de planification.

M. BOURASSA: M. le Président, ce n'est pas une réponse qui exprime beaucoup de dynamisme de la part du ministre. D'autres consultations et d'autres études. Quand le ministre ou le premier ministre prévoit-il nommer les membres du conseil de planification? Le conseil a un rôle à jouer, de pair avec le conseil de l'industrie ou d'autres organismes du gouvernement. Cela fait, quand même, un an que la loi est adoptée. Le premier ministre a l'air scandalisé de voir qu'ils ne sont pas encore nommés.

M. MASSE: M. le Président, nous ne suggérons pas au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer les membres sans consulter les corps intéressés.

M. BOURASSA: Mais le ministre peut-il dire pourquoi il ne considère pas important de nommer les membres du conseil de planification?

M. MASSE: M. le Président, nous n'avons jamais déclaré que ce n'était pas important de nommer les membres du conseil. Nous avons voulu procéder, dans ces nominations, non pas d'une façon arbitraire, mais après consultation avec les corps intermédiaires concernant deux

points, d'une part, le travail qui devra être exécuté par ce conseil at, cette partie étant terminée...

M. BOURASSA: Bien oui, mais...

M. MASSE: ... le conseil interministériel de planification en sera saisi et la deuxième étape s'ouvrira, celle de la consultation pour le choix des individus.

M. BOURASSA: Alors, ça veut dire que ça va prendre encore deux ans, ça, l'Office de planification, ça devient presque une farce.

M. BERTRAND: Non, non.

M. BOURASSA: Cela devient presque une farce.

M. MASSE: M. le Président, je crois que j'ai encore une fois vu qu'il est inutile de relever ces qualificatifs, je m'en tiens aux réponses déjà données.

M. BOURASSA: Bien oui, mais.

M. BERTRAND: C'est un mot antiparlementaire.

M. BOURASSA: M. le Président, je pense que je peux l'appuyer de faits. L'ancien premier ministre, je l'ai dit tantôt, a annoncé l'Office de planification quelques mois après son accession au pouvoir, dont c'est le troisième anniversaire aujourd'hui. Et nous sommes encore à attendre des membres.

M. LESAGE: Ce n'est pas l'anniversaire de l'accession au pouvoir.

M. BERTRAND: Je vous remercie de rappelez vos douleurs.

M. LESAGE: C'est l'anniversaire de l'accident.

M. BERTRAND: Vos douleurs et vos regrets.

M. LESAGE: Peut-être que nous regrettons moins que vous pensez.

M. BOURASSA: Cela va vous conduire dans l'Opposition pour dix ans au moins.

M. BERTRAND: On va fêter vos noces d'argent.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LESAGE: Nous avons pris quelque temps de cure qui nous a fait du bien et qui nous permettra de revenir plus forts que jamais très bientôt.

M. BOURASSA: C'est peut-être une victoire à la Pyrrhus qu'a remportée l'Union Nationale.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. BERTRAND: Le chef de l'Opposition est en train d'interrompre le pré-opinant.

M. BOURASSA: M. le Président, je dois constater que le ministre ne donne aucune espèce de précision sur le moment où les membres du conseil de planification seront nommés. Je lui demande quand même quelles seront les relations entre le conseil de l'industrie... Le ministre de l'Industrie et du Commerce n'a pas pris de temps à nommer les membres du conseil de l'industrie.

Je l'admets, il a fait preuve d'une grande efficacité et de dynamisme quand il a nommé les membres du conseil de l'industrie.

M. LESAGE: Non, non, pour une fois, je suis obligé de corriger mon collègue, il a fait preuve d'un peu de célérité. Je pense qu'il faut s'en tenir là.

M. DOZOIS: Le désaccord en ce grand jour de fête!

M. BOURASSA: Alors, M. le Président, quand on voit quand même que le ministre de l'Industrie et du Commerce a pris quelques semaines pour nommer les membres du conseil de l'industrie, ça fait deux ans qu'on annonce le conseil de planification et on en est encore à annoncer des consultations. Le député de Montcalm a dit tantôt: Nous ferons des consultations, d'autres consultations par-dessus des études, avant de nommer les membres du conseil de planification. Cela révèle que ça ne peut pas être trop sérieux. Mais je pose quand même une autre question au ministre: Quelles seront les relations entre le conseil de planification et le conseil de l'industrie?

M. MASSE: Elles seront excellentes, M. le Président.

M. BERTRAND: Qu'est-ce que vous voulez de plus complet?

M. BOURASSA! Peut-être que le ministre veut prolonger le débat jusqu'à ce soir?

M. MASSE: M. le Président, nous ne nous plions jamais à un chantage de cette sorte. C'est surprenant que le député s'en serve.

M. LESAGE: Bien, alors, est-ce que le ministre veut nous dire à peu près quand il croit que les membres vont être nommés?

M. BERTRAND: Incessamment.

M. LESAGE: Est-ce incessamment? Ce n'est pas beaucoup, ce que le ministre d'Etat a dit tantôt.

M. MASSE: Disons, M. le Président, qu'il n'est pas dans mon habitude de tromper la Chambre. Je puis l'assurer qu'à moins d'événements extérieurs non prévisibles...

M. LESAGE: Non, il y a assez du député de Chicoutimi.

M. MASSE: ... ou de forces majeures ou de conflits ou de cataclysmes, il est dans l'idée de nommer ces gens au cours de l'été.

M. BERTRAND: De guerre!

M. LESAGE: Alors, je suggérerais au ministre d'Etat de conseiller vivement au député de Chicoutimi de prendre les mêmes précautions lorsqu'il fait des affirmations ou des négociations.

M. MASSE: M. le Président, l'expérience est une chose qui s'apprend.

M. LE PRESIDENT: Article...

M. BERTRAND: Allusion à des débats antérieurs.

M. BOURASSA: Est-ce que le ministre pourrait dire quand il va nommer le secrétaire général? Le secrétaire général n'est pas nommé encore? Est-ce qu'il est nommé?

M. MASSE: Aussitôt que la loi sera adoptée, qu'elle aura été proclamée et que l'ensemble des mesures réglementaires... nous procéderons à la nomination des personnes qui auront la responsabilité de l'application de la loi.

M. BOURASSA: Tanta, le ministre ne m'a pas répondu sur le genre de relations qu'entre-

tiendront les deux conseils. Les deux sont liés au développement économique du Québec: le Conseil de l'industrie et le Conseil de la planification. Je suis intéressé à savoir quelles seront les lignes d'autorité ou quelles relations seront les relations entre les deux organismes. Est-ce que c'est prévu? Est-ce qu'on y a pensé?

M. MASSE: Nous y avons évidemment pensé. Le contraire aurait été surprenant. Je peux assurer le député que, dans ce secteur comme dans les autres secteurs, nous coordonnerons nos activités pour que la production soit marquée au coin de l'efficacité.

M. LESAGE: Est-ce que M. Parenteau doit demeurer comme directeur général ou secrétaire général de l'Office de planification?

M. MASSE: Si je m'en tiens au document, M. Parenteau est présentement directeur de l'office de planification du Québec.

M. LESAGE: Est-ce que c'est entendu qu'il va demeurer là?

M. BOURASSA: Quand le ministre va-t-il annoncer sa démission? C'est connu de tout le monde.

M. MASSE: Je ne peux pas donner de date relativement à des papiers qui ne sont pas encore autorisés ou signés.

M. BOUSQUET: Ce sont des secrets d'économistes.

M. MASSE: Je peux d'autre part, sans aucune gêne, expliquer qu'il y a évidemment actuellement des discussions en cours entre M. Parenteau d'une part, le président de l'Université du Québec, M. Riverin, d'autre part et les autorités gouvernementales concernant la création d'une école nationale d'administration, une école d'administration publique, enfin, la terminologie n'est pas fixée, voilà pourquoi j'emploie différents synonymes. Ces consultations concernent la responsabilité qu'aurait M. Parenteau dans ce secteur.

M. LESAGE: Je remercie infiniment le ministre d'Etat de la réponse très franche et très nette qu'il vient de nous donner. J'ai une très grande confiance en M. Parenteau et j'aurais été terriblement déçu s'il n'avait pas désiré rester au service public dans le Québec. Je suis très heureux de la réponse du ministre parce que mon inquiétude était qu'il quitte le service

public pour le secteur privé. Le ministre me dit des choses qui m'assurent du contraire et, encore une fois, c'est fort satisfaisant.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 5, adopté?

M. BOURASSA: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 6, adopté?

M. BOURASSA: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 7?

M. BOURASSA: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Adopté. Article 8?

M. BOURASSA: Adopté. Ce sont des changements de noms.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Adopté. Article 9?

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Adopté. Article 10?

M. BERTRAND: Adopté.

M. BOURASSA: Adopté. Le premier ministre est pressé.

M. BERTRAND: Non, c'est parce que je concours avec le député de Mercier.

M. BERGERON: Il collabore avec l'Opposition.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 10, adopté?

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 11, adopté.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): A l'article 12, il y a des amendements. Alors...

M. LESAGE: Non, suspendu.

M. BERTRAND: Pour l'article 12, nous allons attendre.

M. LESAGE: Etant donné la nature de l'article 12, pourrais-je suggérer au ministre d'Etat de demander au conseiller juridique, qui est son voisin dans le moment, de suggérer une modification au titre...

M. BERTRAND: Vous avez raison.

M. LESAGE: ... du bill, afin que les avocats, les juristes, enfin, tous les contribuables puissent s'y retrouver? Après tout, avec l'amendement apporté, il y aurait également une modification à la Loi du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, il faudrait bien que le titre l'indique afin que l'index de nos lois soit complet.

M. BERTRAND: Très bien.

M. MASSE: C'est une suggestion des plus positive.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 13?

M. BERTRAND: Adopté.

M. LESAGE: C'est une chose que j'ai apprise du patron de M. Normand.

M. MASSE: Ah bon!

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 14?

UNE VOIX: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Adopté. Article 15?

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Il y a un amendement.

M. LESAGE: Oui, à l'article 15, il y a un amendement.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Alors, suspendu?

M. LESAGE: Suspendu.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 16?

M. BOURASSA: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Adopté.

M. BERTRAND: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Article 17?

M. LESAGE: Vous ne pouvez tant...

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Nous ne pouvons pas l'adopter tant que les amendements ne seront pas...

M. L E S A G E : Il ne restera trois articles et le titre, demain matin.

M. GARDNER (président du comité plénier): J'ai l'honneur de faire rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger à nouveau.

M. LEBEL (président): Quand siégera-t-il?

M. BERTRAND: A la prochaine séance. Numéro 1. Nous allons demander l'ajournement.

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre propose que je quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides. Cette motion sera-t-elle adoptée?

Adopté.

M. BERTRAND: Etant donné qu'il est six heures, la séance est suspendue jusqu'à 8 h 15. Pendant que nous irons à la commission, le député de Mercier et le député de Dorion pourront procéder à l'étude des estimations budgétaires du ministère des Institutions financières, coopératives et compagnies.

M. BOURASSA: Si nous terminions avant...

M. LESAGE: Un instant. C'est nous qui allons terminer avant dix heures en bas.

M. BERTRAND: Oui, nous allons revenir.

M. LESAGE: Alors, je voudrais réitérer au président la demande que j'ai faite au premier ministre et au ministre des Finances. C'est que les articles du budget du ministère des Institutions financières ne soient pas adoptés. J'ai un certain nombre de questions à poser.

M. BERTRAND: Très bien.

M. LESAGE: Alors, quand je reviendrai devant le comité des subsides, je poserai mes questions qui sont prêtes.

M. BERTRAND: Très bien.

M. LE PRESIDENT (M. Gardner): Alors, la Chambre suspend ses travaux jusqu'à huit heures quinze.

M. BERTRAND: Huit heures quinze.

Reprise de la séance à 20 h 17

Comité des subsides

M. GARDNER (président du comité des subsides): A l'ordre, messieurs!

Crédits du ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives

M. GARDNER (président du comité des subsides): Ministère des Institutions financières, poste 1, administration.

M. BOURASSA: Je me demande si le ministre n'aurait pas...

M. BEAULIEU: Adopté.

M. BOURASSA: ... des commentaires à faire. Il paraît très bien entouré de ses fonctionnaires, nous paraissions un peu isolés.

M. BEAULIEU: Des hommes très compétents, d'ailleurs.

M. BOURASSA: Cela m'impressionne un peu. Je voudrais d'abord féliciter le ministre pour sa nomination comme ministre des Institutions financières. Nous savons qu'il est déjà ministre de l'Immigration et, qu'actuellement, dans le contexte actuel, ce n'est pas nécessairement la tâche la plus facile d'être ministre des Institutions financières. Mais, comme nous connaissons son esprit de dévouement, son expérience, je suis convaincu qu'il saura certainement remplir très bien ses fonctions.

Je me demande, avant que nous ne commençons les questions détaillées, si le ministre n'aurait pas certains commentaires à faire sur l'administration de son ministère.

M. BEAULIEU: Je remercie d'abord le député de Mercier de ses agréables paroles à mon endroit. Qu'il soit assuré que je vais donner tout ce que je possède pour que ce ministère qui, d'après moi, est des plus importants, puisse réaliser les objectifs qu'il s'est proposés. Ce sont la protection du public dans le domaine des transactions financières, la provision d'un corps corporatif sain en vue de favoriser le progrès économique des Institutions financières, compagnies et coopératives au Québec, l'amélioration et la centralisation des renseignements disponibles portant sur les entreprises et les transactions financières, ainsi que l'amélioration des modalités de collection de ces renseignements, et le progrès économique de la

province conjointement avec d'autres organismes et ministères.

Le ministère existe depuis peu, mais il a déjà beaucoup réalisé. Si vous permettez, je vais vous présenter mon sous-ministre, M. Bouchard, qui occupe ce poste depuis un an et qui, depuis cette période, a réussi à jeter les bases d'une structure qui va en progressant.

Il est à compléter, actuellement, avec les effectifs, au fur et à mesure, tout le système du ministère.

Le rôle principal du ministère, évidemment, sera un rôle de surveillance et d'inspection pour fins de protection du public. Un rôle aussi d'assistance aux fins de favoriser le progrès économique des institutions financières. Un rôle de collection, d'analyse et d'interprétation de tous les renseignements disponibles sur les transactions financières à fournir aux compagnies, au public et au gouvernement. Et un rôle, comme je l'ai dit tout à l'heure, de planification économique aux fins de favoriser le progrès du Québec.

Dans la poursuite de ces objectifs, le ministère doit assumer l'application de 24 lois concernant la constitution, le fonctionnement, l'inspection et la liquidation des institutions financières, compagnies et coopératives. Celles-ci ont déjà existé dans la plupart des autres ministères. Nous avons réussi à les centraliser en un seul ministère de façon à pouvoir donner une suite logique à toutes ces lois, et plus spécialement aussi dans le milieu coopératif où plusieurs ministères avaient une autorité distincte et différente dans plusieurs domaines. Nous sommes à codifier toutes ces lois et tous ces renseignements de façon à pouvoir, comme je l'ai tout à l'heure, faire une unité de travail.

M. BOURASSA: Le ministre a mentionné plusieurs problèmes, notamment la planification économique, la protection du public. Pour ce qui a trait à la protection du public, J'avais signalé un cas cet après-midi, malheureusement je ne me souviens pas du nom précis de l'entreprise. Le ministre est au courant, des lettres ont été publiées dans les journaux.

M. BEAULIEU: B & J Finance Company.

M. BOURASSA: C'est-à-dire celle qui avait...

M. BEAULIEU: Celle qui a paru dans le Petit Journal.

M. BOURASSA: Une dame Loiselle avait écrit; elle avait communiqué avec moi et avec l'ancien ministre de la Justice, madame Irénée Loiselle, je crois.

M. BEAULIEU: Madame Irène Loisel.

M. BOURASSA: Irène Loisel, justement.

M. BEAULIEU: 7815, rue Chambord, dans mon comté, appartement 4.

M. BOURASSA: Justement, c'est dans votre comté et c'est tout près du mien. Cette dame s'est plainte à plusieurs reprises d'avoir été victime d'une faillite qu'elle prétend être due à un manque de surveillance des organismes du gouvernement. Le ministre peut-il donner certaines informations puisqu'il a parlé à deux reprises de la protection du public?

M. BEAULIEU: M. le Président, évidemment, le ministère veut vérifier et suivre de près les compagnies, mais il ne peut être évidemment blâmé pour la faillite d'une corporation.

M. BOURASSA: Dans ce cas-là, je pense que la corporation a continué à exercer ses fonctions, en 1966.

M. BEAULIEU: Voici la lettre que le sous-ministre lui envoyait: « Lorsque les activités de cette compagnie sont venues à la connaissance de la Commission des valeurs mobilières, celle-ci a ordonné à la compagnie de cesser de faire le commerce des valeurs mobilières. Comme cette compagnie ignorait l'ordre de la commission. Celle-ci a déposé des plaintes en septembre 1965 et la compagnie fut condamnée, au mois de décembre 1965, à payer l'amende et les frais. »

M. BOURASSA: Le ministre pourrait-il répéter les dates? Quand la Commission des valeurs mobilières en a-t-elle pris connaissance?

M. BEAULIEU: Celle-ci a déposé des plaintes en septembre 1965.

M. BOURASSA: C'est la Commission des valeurs mobilières qui a déposé des plaintes. Elle en a pris connaissance quand?

M. BEAULIEU: A peu près à ce moment-là. Je n'ai pas la date précise.

M. BOURASSA: Vous n'avez pas la date?

M. BEAULIEU: Non.

M. BOURASSA: D'après le ministre, les

plaintes auraient été prises aussitôt qu'elle en a eu connaissance?

M. BEAULIEU: La compagnie fut condamnée au mois de décembre 1965, trois mois après.

M. BOURASSA: La compagnie a-t-elle continué d'exercer après décembre 1965?

M. BEAULIEU: « Par la suite, cette compagnie s'est mise à vendre des billets dans le public, lesquels ne tombaient pas sous le contrôle de la commission... »

M. BOURASSA: Pourquoi?

M. BEAULIEU: ... qui a tout de même continué à surveiller les opérations de la compagnie pour constater qu'elle employait des vendeurs non enregistrés. C'est alors que la commission est intervenue à nouveau, en décembre, pour interdire à M. Jodoin, de la compagnie B & J Finance Inc., ainsi qu'aux autres compagnies de M. Jodoin de faire le commerce des valeurs mobilières et qu'elle a fait nommer un séquestre aux biens, meubles et immeubles, de B & J Finance Company et de Jodoin. Quelque temps plus tard, la compagnie se déclarait en faillite et M. Joseph L. Watsman, de Montréal, fut nommé syndic à la faillite. Le surintendant fédéral des faillites à Montréal fut aussi saisi du dossier et, jugeant qu'il y avait possibilité d'opérations frauduleuses, il confiait la tenue d'une enquête à la section de la gendarmerie royale, attachée à son département ».

D'après nos informations, cette enquête n'est pas encore terminée. En ce qui concerne la Commission des valeurs mobilières, elle a déposé quatorze plaintes contre M. Jodoin et sa compagnie et elle aussi attend l'audition par la cour.

M. BOURASSA: Si je comprends bien, la raison d'être de la plainte de Mme Loisel et de plusieurs autres, je suppose — car elle n'est certainement pas la seule à être victime de cette situation — c'est qu'après que la compagnie eut été condamnée, en décembre 1965, elle a continué à exercer ses fonctions durant l'année 1966.

M. BEAULIEU: Frauduleusement, oui.

M. BOURASSA: Parce que ses vendeurs n'étaient pas enregistrés. Ne peut-on pas dire que la Commission des valeurs mobilières a exercé une surveillance plus ou moins effica-

ce, si on a pu continuer ainsi à exercer des activités au détriment des contribuables?

M. BEAULIEU: Pour plus d'information-là, f al ici une lettre de M. Nantel David, président de la Commission des valeurs mobilières: « A titre d'information, je désire vous faire part que nos dossiers indiquent qu'une dame du nom de Irène C. Loiselle était enregistrée comme vendeur à notre commission pour I.O.S. of Canada Limited, et que cet enregistrement a été suspendu par la commission le 2 février 1967. Vers la même époque, une plainte a été logée contre elle pour avoir fait le commerce de valeurs mobilières pour un courtier ou émetteur de valeurs mobilières, en l'occurrence la compagnie B . & J. Finance Co. Inc., autre que celui pour lequel elle était enregistrée comme vendeur, commettant une infraction à la Loi des valeurs mobilières et ce règlement 1964, S.R.Q., chapitre 274 et amendements.

« La cause a été entendue par Son Honneur Redmond Roche, juge des Sessions de la paix, qui a renvoyé la plainte et a acquitté l'Inculpée, le 23 janvier 1968. »

M. BOURASSA: Est-ce qu'il y a eu appel?

M. BEAULIEU: « Le 24 janvier 1968, Me Jean-Paul Sainte-Marie, procureur de la Commission des valeurs mobilières, avisait l'intimée que la commission en appelait à la cour du Banc de la reine, juridiction criminelle de première instance, district de Montréal, du jugement rendu le 23 janvier 1968, par l'honorable juge Redmond Roche.

« L'appel fut entendu le 10 juin 1968, par l'honorable juge Peter Shorteno, qui reconnaît le bien-fondé de la plainte, mais refuse de renverser le premier jugement, en raison d'une erreur technique dans le contexte de l'avis d'appel. Depuis que l'enregistrement de cette dame Irène C. Loiselle a été suspendu par la commission, cette dernière n'a pas logé auprès de nous une autre demande d'enregistrement. Il semblerait bien que madame Loiselle, à qui vous écriviez le 9 courant, est la même que celle qui apparaît à nos dossiers. »

M. BOURASSA: Elle se trouve dans une situation plutôt difficile.

M. BEAULIEU: Oui. On continue les recherches dans ce dossier-là de façon à éclaircir.

M. BOURASSA: C'est-à-dire que le ministre s'engage à poursuivre les recherches et les dé-

marches pour essayer de corriger une situation qui paraît injuste.

M. BEAULIEU: Oui.

M. BOURASSA: Le ministre a mentionné comme autre objectif de son ministère la planification économique. Le ministre est au courant que la commission des Institutions financières doit rendre son rapport public d'ici quelques jours...

M. BEAULIEU: D'ici quelques jours, je ne le sais pas. C'est rendu à l'impression.

M. BOURASSA: Je veux signaler au ministre, à cette occasion, comment, quant à moi, il me paraît actuellement important de donner des incitations à l'épargne au Québec. J'ai été surpris que, dans le discours du budget, alors que le ministre des Finances avait annoncé en 1968 qu'il était, au cours de cette année-là, pour soumettre à la Chambre des incitations à l'épargne pour faciliter la vente des titres aux petits épargnants, il n'y a eu absolument rien dans le dernier budget pour faciliter cette vente ou pour favoriser l'épargne. Je me demande si le ministre ne pourrait pas — je ne sais pas s'il est au courant des recommandations de la commission Parizeau — est-ce que le ministre en a pris connaissance?

M. BEAULIEU: On ne m'a pas encore donné de copie.

M. BOURASSA: Je me demande si le ministre ne pourrait pas quand même commenter ou donner son point de vue sur l'importance des incitations à l'épargne. Il y a plusieurs façons de le faire. Il y a évidemment des incitations à l'épargne pour les titres publics du gouvernement, de même que pour les titres privés. Je mentionne ce problème, M. le Président, parce que nous constatons tous aujourd'hui jusqu'à quel point il va devenir de plus en plus difficile pour les autorités publiques de se financer sous forme d'obligations.

M. Lemieux, qui est le directeur général de l'Hydro-Québec, disait, il y a quelques jours, à l'occasion d'une discussion, qu'il devait emprunter, pour les cinq prochaines années, \$1,500,000,000 ou plutôt \$1,430,000,000. C'est une somme considérable, quand on prend conscience de la difficulté des marchés actuellement. Le marché allemand, par exemple, est un marché qui n'a pas une stabilité absolue.

Il est clair que, lorsque les élections fédérales auront eu lieu en Allemagne, nous pouvons

nous attendre à une réévaluation. Tous les six mois, depuis quelque temps, vous avez une poussée vers la réévaluation en Allemagne à cause du surplus de la balance des paiements. On le connaît, c'est un surplus de peut-être \$2 milliards ou \$3 milliards. Si le gouvernement fédéral allemand refuse la réévaluation, c'est peut-être parce qu'elle affecterait, à quelques mois des élections, les fermiers allemands. Donc, il est important de considérer que lorsque cette élection aura lieu en septembre, il est possible que la réévaluation ait lieu et qu'alors le marché allemand soit plus difficile. Si le marché allemand devient plus difficile, il reste le marché américain et le marché canadien.

M. BEAULIEU: On n'est pas dans le ministère de l'Immigration là.

M. LEDUC (Taillon): On aimerait ça y revenir, par exemple.

M. BOURASSA: Si le député de Taillon était ministre des Finances, il verrait comment les problèmes qui s'annoncent pour le Québec sont considérables, d'où l'importance d'avoir des incitations à l'épargne. Je ne comprends pas qu'après trois ans de pouvoir, le gouvernement n'ait pas encore soumis des incitations à l'épargne. Il avait parlé, par exemple, des obligations à lots. Qu'est-ce qui arrive des obligations à lots qui ont été annoncées il y a deux ans et qui auraient permis de faciliter la vente de ces obligations parmi les contribuables? Je pense que si nous considérons les besoins d'emprunts qui sont considérables, \$1.5 milliard pour l'Hydro-Québec par rapport à \$1 milliard depuis cinq ans... Ce sont des chiffres qui ont été soumis par M. Lemieux lui-même. De 1964 à 1969, l'Hydro-Québec a emprunté \$1 milliard et de 1969 à 1974, c'est \$1.5 milliards qu'il faudra, et ce avec des marchés financiers qui sont plus difficiles, avec une contribution nette du marché canadien qui est pratiquement nulle. C'est le ministre des Finances lui-même qui l'a admis lorsqu'il a dit que la contribution nette du marché canadien avait été de \$118 millions alors que les remboursements et le refinancement se chiffrent à environ \$123 millions.

Je dis donc au ministre des Institutions financières, avant d'examiner la question du regroupement des institutions financières: Est-ce que vous n'êtes pas d'accord pour que, d'une façon aussi rapide que possible, on puisse donner aux investisseurs des incitations à acheter les titres du Québec qui peuvent prendre plusieurs formes soit, par exemple, des incitations qui pourraient s'exprimer sous forme d'exemptions fiscales

pour un montant d'intérêt donné? Les petits épargnants pourraient aussi être dispensés de payer l'impôt sur le revenu sur les premiers \$100 qu'ils reçoivent d'intérêt d'obligations du gouvernement ou même des municipalités, de telle sorte qu'ils seraient incités à acheter ces obligations puisqu'ils ne paieraient pas d'impôt sur les premiers \$100. Dans le cas des institutions financières, ça pourrait être un montant plus important. Il ne donne rien, à mon sens, dans le cas des grosses institutions financières d'accorder des exemptions fiscales sur les premiers achats puisque nous savons tous qu'elles ont dans leur portefeuille des titres du Québec ou de l'Hydro-Québec. Mais, dans le cas des institutions financières, on donnerait une exemption fiscale non pas sur les premiers achats, mais au-delà d'un minimum donné pour les inciter à avoir dans leur portefeuille une proportion plus importante de titres québécois ou de l'Hydro-Québec. Je pense que le ministre doit réaliser l'acuité de la situation financière actuelle du Québec qui s'exprime par les taux d'intérêt que nous devons payer. Si le marché canadien ne contribue plus à l'achat des obligations du Québec ou de l'Hydro-Québec; si le marché allemand peut devenir plus difficile dans quelques mois pour des raisons politiques dont le ministre est au courant; si le marché américain est également dans une situation délicate parce que le gouvernement américain semble incapable de contrôler l'inflation, où allons-nous trouver ces quelques milliards d'emprunt que nous devons faire et que nous sommes forcés de faire? Si nous ne pouvons pas les faire, nous avons à hausser des impôts qui sont déjà saturés, selon le ministre des Finances et le premier ministre eux-mêmes, où nous avons à réduire des dépenses qui peuvent être essentielles.

M. BEAULIEU: Je ne savais pas que J'allais faire un discours sur le budget ce soir.

M. BOURASSA: C'est le ministre, son ministère...

M. BEAULIEU: Ce n'est pas le rôle ni le but du ministère des Institutions financières.

M. BOURASSA: Non, mais ça touche les Institutions financières.

M. BEAULIEU: Pas du tout. Ce n'est pas moi qui emprunte, c'est le ministre des Finances.

M. BOURASSA: Nous allons en parler tantôt.

M. BEAULIEU: Je peux vous parler des

Italiens, des Allemands, cela regarde le ministère de l'Immigration, mais ce que le ministère des Institutions financières essaie de faire ce n'est pas d'essayer — ce que vous dites — en trois ans d'emprunt... Nous essayons de résumer dans l'espace d'une année ce que le gouvernement libéral aurait dû faire dans l'espace de sept ou huit ans. Je tiens le même raisonnement que le député de Mercier vient de tenir. Si on veut faire de longs discours, nous allons en faire.

M. BOURASSA: Le ministre m'ouvre la porte.

M. BEAULIEU: M. Laporte est absent.

Ce n'est pas le rôle du ministère des Institutions financières d'aller sur le marché allemand ou sur le marché américain pour faire des emprunts; c'est le rôle du ministère des Finances. Lorsque vous étudierez les crédits du ministère des Finances, je crois que M. Dozois se fera un plaisir et un devoir de vous donner tous les renseignements utiles.

Quant à moi, je suis prêt à répondre à toute question concernant le ministère des Institutions financières, compagnies, coopératives.

M. BOURASSA: C'est le ministre lui-même qui m'a fait penser à cette suggestion que j'aurais peut-être faite à l'occasion de l'étude des crédits du ministère des Finances, que je dois aussi diriger. Le ministre tantôt a dit: Mon ministère a pour objet la planification économique.

M. BEAULIEU: J'ai dit qu'il y contribuait.

M. BOURASSA: Vous dites qu'il y contribue, mais il y a plusieurs façons de contribuer à la planification...

M. BEAULIEU: Ce n'est pas moi qui fais les emprunts.

M. BOURASSA: ... économique, entre autres, les incitations à l'épargne.

M. LEDUC (Taillon): Connaissant le ministre, j' imagine qu'il va vouloir faire une bonne contribution.

M. BEAULIEU: Je n'ai pas d'argent à prêter.

M. BOURASSA: Est-ce que le rapport de la Commission des institutions financières ne relève pas du ministère du député de Dorion?

M. BEAULIEU: Non, non, il relève de l'Exécutif.

M. BOURASSA: Non, mais c'est quand même un rapport qui est fait sur les institutions financières. Le ministre devrait savoir que, dans ce rapport, il y aura certainement des recommandations, du moins je le crois, sur...

M. BEAULIEU: Le savez-vous déjà, vous?

M. BOURASSA: Non.

M. BEAULIEU: Non, ah bon!

M. BOURASSA: Je n'ai pas pris connaissance du rapport, étant donné qu'il n'est pas encore publié, mais cela m'étonnerait beaucoup que, dans le rapport, il n'y ait pas de recommandation sur les incitations qui peuvent être données aux institutions financières. Je ne vois pas comment je suis hors d'ordre...

M. BEAULIEU: Non, mais le rapport n'apas été fait dans l'optique du ministère. C'est quand même tout la structure globale des institutions financières, le rôle économique...

M. BOURASSA: Alors que nous discutons, pour la première fois, d'une façon indépendante et autonome du ministère des Institutions financières, je ne vois pas comment je puis être hors d'ordre lorsque je donne précisément au ministre des suggestions que j'ai eu l'occasion de traiter, comme député ou comme professeur. Ces suggestions sont susceptibles de faciliter ou d'améliorer la situation financière de la province.

M. BEAULIEU: Ce n'est pas une partie de votre cours de demain?

M. BOURASSA: Non, cela peut être une question d'examen, cependant. Je ne pense pas que l'on puisse séparer le ministère des Finances et le ministère des Institutions financières. Les institutions financières ont toujours été des acheteurs très importants des titres publics du Québec ou de l'Hydro-Québec. Le ministre est d'accord là-dessus. Or, le ministre est responsable des institutions financières...

M. BEAULIEU: Pas uniquement. Je ne suis pas d'accord.

M. BOURASSA: Le ministre est d'accord que les institutions financières achètent des obligations du Québec et de l'Hydro-Québec?

M. BEAULIEU: Les institutions financières en tant qu'institutions financières et non pas en tant que ministère des Institutions financières. Ce n'est pas moi qui vais dire aux fiduciaires...

M. BOURASSA: Je dis que Je ne vols pas comment c'est hors de sujet de dire au ministre...

M. BEAULIEU: Non, Je vous écoute très bien.

M. BOURASSA: ... puisque vous êtes ministre des Institutions financières, que pensez-vous des incitations à l'épargne? Cela concerne peut-être également le ministère des Finances, mais Je suis convaincu que cela concerne aussi le ministère des Institutions financières, puisqu'il a Juridiction spéciale sur les institutions financières.

Je dis au ministre: N'est-il pas temps, actuellement au Québec, en 1969, alors que nous avons des besoins d'emprunts presque sans précédent, alors que, premièrement, soit le gouvernement du Québec, soit la ville de Montréal, soit l'Hydro-Québec ont plus que jamais besoin de recourir aux marchés financiers et que, deuxièmement, les marchés financiers auxquels ils ont recours habituellement risquent de leur être de plus en plus difficile d'accès... Le ministre peut dire, lorsqu'il parle du marché allemand, que cela relève peut-être plutôt du ministère de l'Immigration; je suis convaincu que le ministre veut faire une boutade et qu'il comprend très bien comment il peut devenir dramatique pour le Québec que le marché allemand se ferme.

M. BEAULIEU: Le rôle du ministère est de rendre les structures assez convaincantes et assez solides pour que le public ait confiance dans ces institutions et achète par leur entremise. Ce n'est pas notre rôle à nous, comme ministère des Institutions financières.

M. BOURASSA: Nous allons avoir tantôt toute une série de questions sur le fonctionnement des institutions financières et sur leurs structures. Le ministre peut en être assuré. Je ne vois pas en quoi on doit strictement se limiter à une question de structures. Si le gouvernement a décidé de faire un ministère des Institutions financières, ce n'est pas seulement pour une question qui me paraît quand même secondaire quant au total. Je pense que c'est dans l'ordre que le ministre des Institutions financières ait un point de vue ou une politique par rapport aux incitations à l'épargne en ce qui a trait aux institutions financières.

Or, pour revenir à mon point de vue de tout à l'heure, Je dis que, dans le cas du marché allemand, il peut devenir extrêmement sérieux pour le Québec si le marché allemand se fermait. Même chose pour le marché américain.

Or, pour ces raisons, premièrement parce que nos besoins d'emprunt augmentent plutôt qu'ils diminuent, deuxièmement parce que les marchés étrangers desquels nous dépendons tellement aujourd'hui, risquent de devenir plus difficiles. Pour ces deux raisons je reviens à mes suggestions d'incitation fiscale à l'épargne.

Ces incitations fiscales à l'épargne peuvent prendre deux formes: soit l'incitation chez les petits épargnants, soit l'incitation chez les gros épargnants ou les institutions financières.

Dans le cas des petits épargnants, j'ai dit que ça pouvait s'appliquer aux premiers achats d'obligations d'épargne. Et, dans le cas des gros épargnants, j'ai dit que ça ne devrait s'appliquer qu'au-delà d'un certain minimum puisque, de toute façon, ils achètent des obligations du Québec. Je pense que ce ne serait pas une utilisation saine des fonds publics que de leur donner une exemption fiscale sur tous leurs achats, mais on devrait leur donner au-delà d'un certain pourcentage.

Je ne sais pas ce que recommandera la commission des Institutions financières sur cette question des incitations à l'épargne, je le dis franchement: je n'ai aucune idée des recommandations. J'ai eu vent qu'elle avait étudié cette question du réinvestissement. Tellement de déclarations ont été faites selon lesquelles les Québécois étaient perdants en ce sens, que dans le cas, par exemple, des compagnies d'assurance-vie il y avait beaucoup de paiement de primes par les Québécois qu'il y avait de réinvestissements.

Alors, c'est une question qui a été étudiée. Je n'ai aucune idée des recommandations. Mais moi je fais celles que j'ai soulignées tout à l'heure au ministre parce que je considère qu'elles seraient pertinentes. J'aimerais bien avoir l'idée du ministre sur ces incitations fiscales à l'épargne, sur ce qu'il pense de la nécessité de donner des incitations à l'épargne. Je ne prends pas le ministre au dépourvu, il est entouré d'excellents fonctionnaires qui peuvent le conseiller. Je pense qu'il est normal, au début de la discussion sur les institutions financières, de savoir si on doit leur donner des incitations à l'épargne.

M. BEAULIEU: M. le Président...

M. BOURASSA: Comme celles que j'ai proposées.

M. BEAULIEU: ... je pense beaucoup de bien de l'épargne, de toutes les méthodes à prendre, mais je répète que je ne suis pas ministre des Finances. Cela ne relève pas du ministère des Institutions financières à part ce qui concerne la protection du public, les renseignements nécessaires, la codification d'une foule de renseignements.

Je sais que nous devons encourager l'épargne, l'achat d'obligations au Québec par des Québécois. Nous pourrions faire de très longs discours sur tout ça, et je répète au député de Mercier que ceci relève exclusivement du ministre des Finances du Québec. Je crois que, lors de l'étude des crédits de ce ministère, le député de Saint-Jacques se fera un devoir de répondre au député de Mercier.

M. BOURASSA : Je n'ai pas été chanceux avec les réponses du député de Saint-Jacques. Alors je m'essaie avec le nouveau député de Dorion. Je pense qu'il a une image plus jeune, plus nouvelle. Si cette question m'est venue à l'esprit, si j'ai souligné le problème, c'est que le ministre lui-même, tout à l'heure, a dit que son ministère devait contribuer à la planification économique.

Or, ne peut-on...

M. BEAULIEU: En rendant saines les structures.

M. BOURASSA: ... trouver une façon plus concrète, plus efficace de contribuer, dans le cas des institutions financières, à la planification économique qu'avec les incitations à l'épargne dont j'ai parlé?

Ou le ministre retire ses paroles lorsqu'il a parlé de la planification économique, ou il dit qu'il s'est trompé et qu'en fait son ministère est strictement un ministère qui voit au fonctionnement des structures et qu'il n'a aucune envergure pour ce qui a trait à la politique économique générale ou à la politique financière générale du gouvernement. Ou le ministre admet qu'il s'est trompé lorsqu'il a parlé de cela tout à l'heure...

M. BEAULIEU: Non, non, ce n'est pas ce que j'ai dit tout à l'heure.

M. BOURASSA: ... ou bien qu'il donne une réponse à ma question.

M. BEAULIEU: Ma réponse est la même. C'est un ministère où nous allons surveiller les institutions financières, les coopératives. C'est un ministère où nous allons recueillir le

plus de renseignements possibles de façon à pouvoir fournir au ministère de l'Industrie et du Commerce et au ministère des Finances les renseignements dont ils ont besoin. Nous allons collaborer avec toutes les institutions de façon à les rendre plus modernes, plus efficaces avec tous les moyens possibles. Mais je répète qu'il est du ressort du ministère des Finances de s'occuper des finances du Québec.

M. BOURASSA: Alors moi, je conclus tout simplement que dans ce cas, il ne valait pas la peine d'en faire un ministère. Cela aurait pu rester un service du ministère des Finances.

M. BEAULIEU: Cela aurait pu rester en désordre comme avant, mais là nous voulons mettre de l'ordre.

M. BOURASSA: Ce n'est pas parce qu'on nomme un ministre que l'ordre va jaillir subitement.

M. LE PRESIDENT (M. Simard): Article 1.

M. TETLEY: M. le Président, j'ai une question à poser au ministre. Le ministre a parlé des buts de son ministère. Il a dit que c'était la coopération avec les institutions, etc., y compris, je suppose, la commission des valeurs mobilières, les services d'assurances, les courtiers immobiliers, etc. Avez-vous l'intention de donner le droit aux citoyens du Québec d'être courtiers en assurance en même temps que courtiers en valeurs mobilières, en fonds mutuels, les trois ou peut-être deux des trois?

M. BEAULIEU: Il y a actuellement un comité canadien qui étudie cette question. Le ministère prend part à ces discussions et nous espérons arriver à une solution en même temps que les autres dans ce domaine.

M. TETLEY: Cela fait deux ans qu'on étudie.

M. BEAULIEU: Cela ne marche pas vite avec le Canada, vous savez.

M. TETLEY: Oui, mais si par hasard la commission arrive à une solution que vous n'aimez pas, vous allez prendre votre propre décision. Pourquoi ne pas la prendre tout de suite?

M. BEAULIEU: Quand nous marchons seuls, vous nous reprochez de marcher seuls. Pour

une fois que nous voulons collaborer avec Ottawa, nous attendons Ottawa. Nous discutons avec toutes les provinces dans le moment et nous espérons arriver à une solution qui va donner satisfaction au Québec et à toutes les autres provinces aussi. Actuellement, c'est à l'étude.

M. TETLEY: Je crois que plusieurs, provinces donnent ce droit, à l'heure actuelle, pour les fonds mutuels et l'assurance.

M. BEAULIEU: L'Ontario n'a donné que deux permissions à ce jour. On étudie là aussi cette implication très importante. Actuellement, on n'a donné que deux permissions. On attend le rapport du comité canadien là-dessus.

M. LEDUC (Taillon): M. le Président, tantôt le ministre a mentionné que les buts principaux du ministère étaient la protection du public et une contribution à la planification économique. En fouillant les différents postes du budget, je constate qu'il n'y a absolument aucun montant d'alloué pour ce que nous pourrions appeler publicité ou information.

J'imagine que le ministre nous expliquera pourquoi tout à l'heure. Enfin, c'est une suggestion.

M. BEAULIEU: Notre budget est à même l'Office d'information.

M. LEDUC (Taillon): Le vôtre est à l'Office d'information...

M. BEAULIEU: Oui.

M. LEDUC (Taillon): ... parce qu'il y a d'autres ministères...

M. BEAULIEU: Je ne sais pas pour les autres ministères, mais je sais que tout ce dont nous avons besoin au point de vue de l'information relève de l'Office d'information et que c'est dans son budget.

M. LEDUC (Taillon): C'est une très bonne réponse j'en suis très heureux. Ce qui veut dire que le ministre pourra avoir tout l'argent dont il aura besoin.

M. BEAULIEU: Je l'espère.

M. LEDUC (Taillon): Je suis convaincu qu'avec les talents du ministre, il pourra convaincre le Conseil exécutif de lui donner l'argent nécessaire.

Voici ce à quoi je veux en venir. Pour la majorité des Québécois, le ministère des Institutions financières, c'est un peu un nuage qu'on ne connaît pas, et de par son nom on le craint peut-être un peu. Premièrement, non seulement on ne le connaît pas, mais même certains avocats, certains notaires, certains hommes de loi envoient encore des demandes de renseignement au Secrétariat, ce que normalement ils devraient envoyer au ministère.

Deuxièmement, la majorité du public québécois ne sait malheureusement pas trop ce que c'est qu'investir, ce que c'est que placer son argent. Je me demande si, dans les deux objectifs que le ministère s'est fixés, soit de protéger le public et de contribuer à la planification économique, le ministère ne pourrait essayer de lancer une campagne d'éducation pour expliquer aux Québécois ce qu'est l'investissement. D'ailleurs, je crois qu'il n'y a pas tellement longtemps, Tévec a fait une expérience de sept ou huit émissions dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean expliquant un peu ce qu'était la Bourse. Se servant des résultats de cette expérience, je crois que le ministre va constater qu'on a encore beaucoup à apprendre au sujet des investissements.

Plusieurs maisons de courtage font leur propre publicité pour aller se chercher une clientèle. Je pense que si le ministère pouvait faire une publicité disons un peu plus impartiale, parce qu'à ce moment-là, il n'inciterait pas le public lecteur ou auditeur à acheter des actions du gouvernement comme telles, il fera en même temps une publicité éducative qui, à long terme — j'admets qu'à court terme cela n'amènera pas tous les résultats qu'on espérerait — expliquera à nos Québécois quels sont les avantages de placer de petites ou de moyennes sommes d'argent — les montants d'argent que l'on épargne — qui peuvent aider à faire fructifier l'économie québécoise.

C'est la suggestion que je me permets de faire au ministre, confiant que ça entre un peu dans son rôle ou le rôle qu'il a donné à son ministère.

M. BEAULIEU: C'est une excellente suggestion. Nous avons d'ailleurs commencé à faire l'ébauche d'un programme d'éducation populaire qui se rendra même dans les CEGEP, à un moment donné, justement pour informer le public de ce qu'est la Bourse, de ce qu'est une action — beaucoup de personnes ne savent même pas qu'est-ce qu'une action — de ce qu'est une obligation, quel est le rôle d'une maison de courtage. Nous allons aussi, lorsque nous se-

rons prêts — parce que nous sommes en train de structurer et nous avons actuellement besoin d'une foule de renseignements, de détails, il faut que le ministère soit capable de fonctionner rapidement et adéquatement de façon à lancer des campagnes comme « Québec vous protège » et expliquer pourquoi — nous allons, dis-je, lorsque l'assurance-dépôt sera réellement en marche, pouvoir expliquer au public que, lorsqu'il déposera à telle institution plutôt qu'à une autre, il sera réellement protégé. C'est dans cette optique que nous allons entreprendre notre tâche. Le sous-ministre, d'ailleurs, travaille énormément à cela avec son équipe et nous serons en mesure, aussitôt que le ministère sera encore mieux structuré, de lancer cette campagne. Nous croyons le faire d'ici cinq à six mois. Je crois être en mesure de lancer une campagne d'information dans le public dans ce sens-là.

M. BOURASSA: M. le Président, au lieu d'aborder article par article, je pense qu'on peut poser des questions, quant aux autres articles. Tout ce que je demande, c'est que le chef de l'Opposition puisse poser des questions aux différents articles, comme il l'a demandé.

Le ministre est au courant qu'il y a eu des amendements qui ont été apportés à la Loi sur les corporations en Ontario et à Ottawa. Je pense qu'en Ontario, ça fait quand même un an et demi ou deux ans que les amendements ont été apportés pour protéger les actionnaires à la Loi sur les corporations. Le gouvernement fédéral, lui, vient de proposer certains amendements.

Quelle est la position de la province? Comment se fait-il, encore une fois, que nous allons nous retrouver à venir après nos voisins et nos concurrents, alors que, quand même, nous avons tellement besoin que ces lois-là soient rajeunies pour faire face à une situation de plus en plus complexe?

M. BEAULIEU: Actuellement, nous sommes justement à établir une révision totale de toutes les lois des compagnies. L'équipe du ministère a commencé à produire et à travailler sur ça. Il y a déjà des rapports de prêts. Nous croyons être à l'automne en mesure de pouvoir déposer un amendement total de toutes les lois des compagnies, les regroupant, soit sous forme de code ou sous la forme de la Loi des compagnies. Il y a plusieurs articles dans plusieurs lois qui sont désuets, ils ne doivent plus exister. Il y a une protection additionnelle à donner aux actionnaires, comme une responsabilité peut-être accrue chez les directeurs de compagnies qui, souvent, ne sont que comme un gérant général

d'une grosse compagnie. Nous avons vu récemment certaines compagnies où la responsabilité des directeurs est grande, mais peut-être encore plus grande dans bien des endroits.

Nous croyons être en mesure de déposer dès l'automne une révision complète de toutes les lois sur les compagnies.

M. BOURASSA: Le ministre pourrait-il quand même nous indiquer — il est resté au niveau des grands principes et des idées générales, protection des actionnaires, responsabilité des directeurs — les amendements qui seront apportés. S'aligneront-ils sur ceux qui ont été faits au niveau fédéral ou au niveau ontarien ou tiendront-ils compte des caractéristiques propres du Québec?

M. BEAULIEU: Ils vont sûrement en tenir compte, il n'y a aucun doute. Il y a d'ailleurs le fameux rapport sur les institutions financières. Nous attendons, comme vous, de le lire en entier et nous allons certainement essayer de rencontrer le minimum de ce qui se passe, soit en Ontario, soit au Canada, et nous allons peut-être apporter davantage, parce que nous ne voulons pas toujours copier, nous voulons être plus vites que les autres.

M. BOURASSA: M. le Président, ça fait quand même longtemps que les lois sur les corporations ont besoin d'être révisées, alors qu'il y a tellement d'écart dans les investissements...

M. BEAULIEU: C'est pour cela que nous avons fait un ministère. Nous avons ressenti le besoin de regrouper tout cela qui était éparpillé dans tous les ministères du gouvernement et personne ne s'en occupait à ce moment-là. C'est le but du ministère de faire une codification de toutes les lois en ce qui concerne les corporations.

M. BOURASSA: La création de nouveaux ministères par l'Union Nationale m'apparaît, quant à moi, comme un trompe-l'œil ou un substitut à l'action réelle, à l'action véritable. Le ministre a tantôt admis qu'il ne voulait pas discuter de planification économique ou d'incitation fiscale à l'épargne alors que nous sommes dans une situation qui devient extrêmement pressante et peut-être urgente. Alors, quelle est la raison d'être du ministère?

M. BEAULIEU: Le député de Mercier est très habile. Il veut toujours m'amener au ministère des Finances.

M. BOURASSA: Non.

M. BEAULIEU: Je ne suis pas ministre des Finances.

M. BOURASSA: Non. C'est que je pensais que le ministère des Institutions financières avait une perspective un peu plus grande que strictement les structures des organismes impliqués.

M. BEAULIEU: Il ne faut pas oublier que c'est un ministère extrêmement technique.

M. BOURASSA: Je pose une question qui, quand même — là le ministre ne peut pas se défilier — a trait certainement à son ministère, c'est-à-dire les amendements à la Loi sur les compagnies. Je trouve que ces amendements, venant peut-être deux ans après ce qui s'est fait en Ontario, alors qu'il est important pour nous — lorsque nous pouvons le faire — d'avoir...

M. BEAULIEU: La loi n'est pas adoptée en Ontario; elle est encore à l'étude.

M. BOURASSA: Mais on y a apporté des amendements, je pense. Je me souviens très bien qu'il y a quinze mois, des amendements ont été apportés. Du moins, j'avais soulevé la question l'an dernier.

M. BEAULIEU: Il y a un projet de loi de déposé, mais il n'est pas adopté.

M. BOURASSA: On pourrait en apporter encore d'autres, mais j'avais soulevé...

M. BEAULIEU: Mais nous, tant qu'à faire quelque chose, nous voulons tout refaire.

M. BOURASSA: Mais si cela prend dix ans...

M. BEAULIEU: Non, non, à l'automne.

M. BOURASSA: ... et qu'entre temps nous perdons des investissements.

M. BEAULIEU: Non, à l'automne.

M. BOURASSA: Nous ne serons pas plus avancés. Je dis au ministre que nous sommes, sous certains rapports, désavantagés quant aux investissements. Je n'ai pas besoin d'énumérer les désavantages, que ce soit la question géographique ou d'autres. Disons que lorsque nous pouvons avoir l'avantage, je ne vois pas pourquoi nous ne le saisissons pas. Dans le cas des

lois sur les corporations, nous aurions pu, je pense, avoir depuis longtemps ces amendements qui vont être soumis à l'automne ou au printemps ou peut-être à l'automne 1970 et qui auraient créé plus de sécurité soit pour les actionnaires ou pour ce qui a trait à la responsabilité des directeurs. Ce sont simplement des amendements législatifs qui sont faciles à faire, qui exigent tout simplement un minimum d'imagination ou d'esprit de renouvellement.

Encore là, on doit constater cette même torpeur que nous constatons un peu partout et qui fait que nous serons à la remorque ou plusieurs années en retard par rapport à ce qui se fait ailleurs. Cela s'ajoute aux éléments défavorables pour ceux qui sont intéressés à investir au Québec.

M. BEAULIEU: Il faut quand même admettre que le Québec a ses particularités. Il ne s'agit pas de copier la loi de l'Ontario ni la loi du Canada. Actuellement, les fonctionnaires qui m'entourent travaillent à plusieurs projets. Je suis convaincu que, dès l'automne, nous serons en mesure de déposer non pas des bribes de projets ou des particules de projets, mais une refonte complète de la Loi des corporations de façon à avoir un code réel qui nous donne une structure moderne sur les corporations et la responsabilité, comme je l'ai dit, des actionnaires ou des directeurs.

Il ne sert à rien d'amener, dans le moment ou d'ici quelques jours — ce n'est pas possible — quelques amendements. Nous voulons déposer un projet complet pour l'automne.

M. TREMBLAY (Bourassa): M. le Président, j'aurais une question. Je demanderais au ministre de faire diligence. Je crois que cette question a peut-être été posée auparavant, parce qu'il y a deux comités et j'étais en bas. Le ministre des Institutions financières prévoit-il demander au gouvernement de soulager les personnes qui gagnent de \$5,000 à \$7,000 par année qui font des économies et qui seraient prêtes à acheter des débentures du gouvernement? Par contre, si elles achètent ces débentures, elles sont obligées de payer encore des impôts sur ce qu'elles économisent, soit par exemple \$500 par année qu'elles viennent à bout de mettre de côté et qu'elles pourraient investir dans la province. Je suis sûr que les Québécois ont confiance, mais ils paient impôts par-dessus impôts, même sur leurs économies.

Le ministre prévoit-il pour ces gens-là, il y en a beaucoup qui pourraient aider à leur province et qui ne le font pas parce qu'ils paient impôts par-dessus impôts, les soulager du côté

des économies? Parce que ce sont les économies des petites gens de la province. Cette question-là a peut-être été posée, mais je voudrais avoir une réponse.

M. BEAULIEU: Oui, elle a été posée il y a quelques instants par le député de Mercier et J'ai répondu que Je n'étais pas le ministre des Finances. Vous pourrez poser cette question au ministre des Finances.

M. TREMBLAY (Bourassa): D'accord, mais je vous demande si vous allez intervenir auprès du ministre.

M. BEAULIEU: Aujourd'hui, je défends les crédits du ministère des Institutions financières et non pas ceux du ministère des Finances. Je suis prêt à répondre à toutes les questions concernant le ministère des Institutions financières.

M. TREMBLAY (Bourassa): Oui, mais c'est le ministère des Institutions financières.

M. BEAULIEU: Ce n'est pas pareil. Ne mélangez pas les Finances et le ministère des Institutions financières.

M. TREMBLAY (Bourassa): Mais c'est une question d'argent quand même, non?

M. BOURASSA: M. le Président, je n'ai pas besoin de vous dire que Je suis en accord avec le député...

M. BEAULIEU: Vous avez posé la même question.

M. BOURASSA: ... vous voyez, il n'était pas présent, mais tout de suite, en attendant parler le ministre, ça lui est venu à l'esprit, comme ça m'est venu à l'esprit.

M. BEAULIEU: Pardon, Je n'ai pas compris.

M. BOURASSA: Cela lui est venu à l'esprit, comme ça m'est venu à l'esprit. Je comprends que nous avons beaucoup en commun, il est député de Bourassa, un beau comté. Vous voyez, M. le Président, comment c'est une question qui nous apparaît normale dans les circonstances. Le ministre refuse d'y répondre, c'est sa responsabilité.

M. BEAULIEU: Je ne refuse pas d'y répondre. Je discute les crédits du ministère des Ins-

tutions financières. Quand j'émettrai une opinion personnelle, je le ferai au club Richelieu.

M. BOURASSA: Je voudrais poser une question, nous allons poser des questions détaillées. Qu'est-ce que le ministre pense du vote cumulatif? Est-ce que le ministre est au courant de la signification du vote cumulatif, comme procédure ou procédé de vote dans les corporations?

M. BEAULIEU: Qu'est-ce que vous en pensez, vous-même?

M. BOURASSA: Bien M. le Président, Je trouve, quant à moi, si cela fait l'objet de l'étude de la révision du code sur les corporations...

M. BEAULIEU: Evidemment, il s'agit de protéger, si je comprends bien, les minorités, les actionnaires qui sont minoritaires dans une compagnie, de façon qu'ils aient au moins un administrateur ou deux au bureau de direction.

Je crois que c'est une excellente suggestion à retenir. C'est, de fait, retenu pour l'étude que nous sommes en train de faire.

M. BOURASSA: Le ministre y avait pensé?

M. BEAULIEU: Non, mes officiers compétents y ont pensé.

M. BOURASSA: Je ne fais aucun reproche au ministre. Je comprends que c'est une question...

M. BEAULIEU: Dans un mois, Je n'ai pas tout refait mon droit commercial.

M. BOURASSA: Non, non, mais le ministre...

M. BEAULIEU: Non, mais c'est une question d'examen pour demain, si je ne me trompe pas.

M. BOURASSA: Non, pas celle-là, elle est trop difficile.

M. BEAULIEU: Alors j'ai donné la réponse.

M. BOURASSA: Non, ce qu'il y a, c'est que le vote cumulatif est une procédure employée dans plusieurs états américains. Je me demande si certaines provinces du Canada ne songent pas à l'employer.

M. BEAULIEU: Actuellement, je crois qu'aucune province ne l'emploie.

M. BOURASSA: Non, j'ai dit que certaines provinces songent à l'employer.

M. BEAULIEU: Oui.

M. BOURASSA: Donc, avec la popularité des conglomérats et toutes ces fusions, il devient de plus en plus important de voir à la protection des minorités...

M. BEAULIEU: Il n'y a pas de doute que c'est un drame pour les actionnaires minoritaires dans bien des cas, d'avoir à être représentés, puisqu'ils peuvent toujours être écrasés par des compagnies qui ont des relations entre elles et qui se croisent...

M. BOURASSA: Ils deviennent à la merci complète de la majorité.

M. BEAULIEU: De cela, il n'y a pas de doute.

M. BOURASSA: Le ministre comprendra que ma question n'était pas une « colle », mais, je le pense, pertinente dans les circonstances. Je suis heureux de voir que le ministre a l'intention d'étudier sérieusement ma suggestion. Je ne propose pas — qu'on m'entende bien — que la loi du Québec doive nécessairement inclure le vote cumulatif, mais je pense que c'est une chose qu'on doit étudier à l'expérience de ce qui s'est fait dans plusieurs états américains. Une dernière question, M. le Président,...

M. BEAULIEU: Je pourrais aller faire quelques voyages dans les états américains.

M. BOURASSA: Pardon? Vous voulez m'envoyer...

M. BEAULIEU: Dans les états américains? Oui.

M. BOURASSA: Ah! d'accord. Pas en temps de session, cependant.

M. BEAULIEU: Non, non, vous pourrez...

M. BOURASSA: Ni en temps d'élection.

M. BEAULIEU: Cela fera un voyage de plus à mettre à votre liste des gens du gouvernement.

M. BOURASSA: Je promets que, durant ce voyage-là je ne parlerais pas contre le gouvernement.

En ce qui a trait à l'information, à quel mo-

ment l'information doit-elle être divulguée aux actionnaires? Dans quelle circonstance? Est-ce que ce sont des choses qui sont étudiées dans la recommandation de la loi? Parce qu'il y a quand même un problème. Regardez! Qu'on pense par exemple aux compagnies d'huile. Est-ce qu'on doit divulguer l'information, lorsque l'on fait une première découverte? A quel temps doit-on fournir l'information? Est-ce que c'est une chose qui est étudiée, est-ce qu'on a l'intention de modifier la loi actuelle à cet effet-là?

M. BEAULIEU: Ce sont évidemment toutes d'excellentes suggestions. Nous attendons quand même le rapport sur les institutions financières. Tout ça a fait partie de l'étude commandée par le Conseil exécutif. Nous allons lire avec attention toutes ces remarques et ces bonnes suggestions.

M. BOURASSA: Est-ce que le ministre attend également... Le cas, par exemple, des achats par les étrangers des entreprises québécoises, est-ce que, d'après vous, c'était dans le mandat de la commission des institutions financières...

M. BEAULIEU: Oui.

M. BOURASSA: De voir quelles mesures peuvent être prises?

M. BEAULIEU: Sans aucun doute.

M. BOURASSA: ... de prendre les mesures législatives ou juridiques pour empêcher l'achat des entreprises québécoises à n'importe quelle condition? Est-ce que le ministre...

M. BEAULIEU: Sans aucun doute, c'était dans leur mandat.

C'est une de nos grandes préoccupations cette année.

M. BOURASSA: Est-ce que le ministre a pris connaissance du rapport Watkins?

M. BEAULIEU: Non, je ne l'ai pas lu.

M. BOURASSA: Le ministre ne l'a pas lu. Je lui suggérerais de le lire. C'est un rapport très bien fait et qui a trait, disons, aux relations économiques entre le Canada et les Etats-Unis. On y parle notamment de l'influence que les Américains ont ici par la propriété d'un grand nombre d'entreprises québécoises et on expose tout le système des relations entre les succursales au Canada et les maisons mères aux Etats-Unis.

Alors, durant ses vacances, après la prochaine convention, surtout si le ministre est gagnant, je pense que ça pourrait être une lecture fort fructueuse pour lui.

M. BEAULIEU: D'ailleurs, ça fait trois ans que je n'ai pas pris de vacances.

M. TETLEY: J'ai à peu près une dizaine de questions à poser au ministre.

M. BEAULIEU: Ah! bon.

M. TETLEY: D'abord, je note que votre budget est d'environ \$5,900,000, une augmentation cette année.

M. BEAULIEU: Moins \$2.5 millions pour la réserve d'assurance-dépôts.

M. BOURASSA: Comment? L'assurance-dépôts est de \$2.5 millions?

M. BEAULIEU: Oui.

M. BOURASSA: On m'avait dit, que c'était une prévision.

M. BEAULIEU: C'est ça. C'est une prévision, mais c'est compté dans les \$5,800,000. Si vous enlevez les \$2.5 millions, ça réduit énormément le budget.

M. TETLEY: Oui, aucune augmentation de cette prévision et une augmentation de \$934,000 cette année, n'est-ce pas? Soit 18%. En comparaison avec l'an dernier, combien de fonctionnaires avez-vous de plus durant cette année d'austérité? Je note au poste budgétaire 4, l'an dernier...

M. BEAULIEU: Au 28 mai 1968, nous avions 222 fonctionnaires; cette année, nous irons jusqu'à 314. Il y aura des augmentations dans l'administration et dans l'inspection, car ce sont des points importants du ministère.

M. BOURASSA: Oui, une augmentation très importante.

M. BEAULIEU: C'était zéro avant; c'est sûr qu'il y a une augmentation importante: de 0 à 30. Dans les associations coopératives, vous avez quatre postes de plus; dans les caisses de crédit et d'épargne, cinq postes de plus; au service des compagnies de fiducie et de finance, cinq postes de plus; dans les assurances, onze postes de plus; dans le courtage immobilier, le

même nombre; renseignements sur les compagnies, le même ordre; commission des valeurs mobilières, quatre postes de plus et Régie de l'assurance-dépôts, le même nombre.

M. TETLEY: Oui, mais je voudrais noter que c'est une augmentation assez élevée durant une année d'austérité. On augmente le nombre de fonctionnaires et le budget.

M. BEAULIEU: Cela ne coûte jamais trop d'argent pour protéger le public.

M. TETLEY: Il faut protéger le public, mais, aussi, il faut protéger le contribuable.

M. BEAULIEU: C'est ça. C'est le même.

M. TETLEY: C'est le même, mais il faut trouver des moyens de faire les deux.

M. BEAULIEU: C'est ce que nous sommes en train de trouver, là. Jusqu'ici, personne ne faisait l'inspection des compagnies.

M. TETLEY: Non, et je sais qu'autrefois il y avait deux vieux Mandais qui venaient nous visiter.

M. BEAULIEU: Est-ce qu'ils parlaient français?

M. TETLEY: Oui, ils parlaient tous les deux français, mais je crois qu'ils visitaient tout simplement les grosses études d'avocats, peut-être, de langue anglaise.

M. BEAULIEU: In Scottish places.

M. TETLEY: En tout cas, ils ne sont pas venus depuis longtemps, je l'admets. Je suis toujours d'avis que, dans une année d'austérité, il est difficile d'accepter une telle augmentation.

M. BEAULIEU: Voulez-vous une réponse? Je ne suis pas du tout d'accord avec vous, puisqu'il s'agit de la protection du public.

Lorsqu'il s'agit de faire la vérification de compagnies extrêmement importantes pour peut-être éviter des faillites ou des actes frauduleux, je crois qu'il est nécessaire, urgent, que nous prenions le personnel requis pour s'occuper de ces vérifications et de ces enquêtes constantes. Vous avez vu depuis deux ou trois années d'importantes faillites. Je crois que nous nous devons de prendre les moyens appropriés et immédiats pour protéger le pu-

blic contre toute fraude ou omission dans plusieurs services.

M. TETLEY: Oui, mais c'est toujours une question de degré. Chaque ministère a fait la même réponse. En effet, nous avons une augmentation de 13% à 14% dans le budget de la province. Vous avez une augmentation — je l'ai calculée — de 18%.

M. BEAULIEU: ... ministère qui rapporte. Notre ministère nous coûte environ \$3.5 millions. Nous ramassons pour le gouvernement \$4 millions parce que chaque personne qui s'incorpore paye. Les compagnies d'assurance participent...

M. BOURASSA: A ce compte-là, le ministère du Revenu...

M. BEAULIEU: C'est le meilleur ministère.

M. BOURASSA: ... devrait avoir une croissance de 300%. Le ministre a un argument qui approche le sophisme.

M. TETLEY: Nous avons une inflation au Québec et au Canada. Notre gouvernement a une augmentation de 13% à 14%. Votre ministère a une augmentation de 18%.

M. BEAULIEU: C'est quand même un ministère nouveau. Il est en pleine organisation.

M. TETLEY: Est-ce que vous voulez étudier les crédits article par article? Ma prochaine question se rapporte au poste budgétaire 5.

M. BEAULIEU: Poste budgétaire 1, adopté?

M. BOURASSA: Oui.

M. LE PRÉSIDENT (M. Simard): Poste budgétaire 2, adopté?

M. BOURASSA: Poste 2, oui.

M. LE PRÉSIDENT (M. Simard): Poste budgétaire 3, adopté?

M. BOURASSA: L'augmentation de \$100,000 tient à quoi?

M. BEAULIEU: Poste 3?

M. BOURASSA: Oui, est-ce que vous avez des moyens quelconques pour inciter les gens

à former des coopératives? C'est un instrument économique qui peut...

M. BEAULIEU: Nous sommes entraînés d'établir une nouvelle structure à l'intérieur, de façon à donner aux coopératives un meilleur service soit d'inspection ou de vérification à tous les organismes coopératifs. D'ailleurs nous avons fusionné deux services. L'organisme a été refait. Deux services ont été fusionnés: les associations de coopératives ainsi que les caisses de dépôt et de crédit. Nous avons ajouté au budget quatre postes supérieurs de façon que plus de personnes compétentes puissent continuer ces vérifications et ainsi améliorer le service.

M. BOURASSA: Est-ce qu'il y a des incitations à former des coopératives?

M. BEAULIEU: Un des éléments majeurs de l'augmentation, c'est que nous avons récupéré du ministère de l'Agriculture toutes les coopératives agricoles qui relevaient autrefois du ministère de l'Agriculture et qui relèvent maintenant du ministère des Institutions financières. C'est un des points majeurs.

Dans les traitements, nous avons engagé quatre personnes compétentes, à des traitements supérieurs de façon à pouvoir donner aux petites coopératives des conseils appropriés...

M. BOURASSA: Gratuits?

M. BEAULIEU: ... gratuits, oui...

M. BOURASSA: Ah! quatre personnes seulement? C'est un début.

M. BEAULIEU: Ecoutez, il s'agit de personnes compétentes additionnelles aux douze qu'il y avait. Elles sont maintenant seize qui peuvent recevoir les gens de ces petites coopératives et les renseigner sur la façon de procéder.

M. BOURASSA: Je ne sais pas si le ministre est responsable, mais c'est une bonne mesure. S'il l'est, je l'en félicite.

M. LE PRÉSIDENT (M. Simard): Poste budgétaire 3, adopté?

M. BEAULIEU: Poste budgétaire 4, adopté; poste 6, adopté.

M. BOURASSA: Pardon, le ministre est pressé. Service des caisses d'épargne et de

crédit, il y a une augmentation de presque 80%. Le ministre peut-il expliquer?

M. BEAULIEU: A quel endroit?

M. BOURASSA: Service des caisses d'épargne et de crédit. Qu'est-ce que le ministre pense de la taxation des caisses populaires?

M. BEAULIEU: Ce service n'existait pas avant. C'est un nouveau service.

M. BOURASSA: En quoi consiste-t-il?

M. BEAULIEU: C'est la section des caisses d'épargne et de crédit que nous avons sorties de différents organismes de façon à en faire un service.

M. BOURASSA: Quelles sont ses fonctions?

M. BEAULIEU: En plus d'administrer la loi organique, le service prend les moyens nécessaires pour encourager le développement des caisses d'épargne et de crédit dans le Québec. Pour ce faire, un lien très étroit s'est noué entre les fédérations représentant ce secteur et notre service. Nous collaborons activement à l'établissement de statistiques, d'un programme d'inspections généralisées et d'une terminologie appropriée, ainsi qu'à l'uniformisation de présentation des états financiers.

Nous entendons intensifier dans l'avenir cette action de collaboration avec tous ces organismes de caisses d'épargne et de crédit.

M. BOURASSA: Je pense que ce sont des institutions qui méritent d'être fortement encouragées.

M. BEAULIEU: Enormément.

M. LE PRESIDENT (M. Simard): Adopté.

M. BEAULIEU: Adopté, oui?

M. BOURASSA: Un instant, le ministre pourrait-il dire son opinion sur l'imposition des caisses populaires? Il y a des recommandations de la commission Porter là-dessus, de la commission Carter et de la commission Smith.

M. BEAULIEU: Ce sont des rumeurs. Dans le budget d'Ottawa, il n'en a pas été question encore.

M. BOURASSA: Ah! Le ministre ne veut pas commenter les rumeurs. D'accord. Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Simard): Poste budgétaire no 5.

M. TETLEY: J'ai quelques commentaires et questions au sujet du poste budgétaire no 5. D'abord, en ce qui concerne les compagnies de finance, avez-vous l'intention de légiférer au sujet des contrats de finance qui cachent le pourcentage d'intérêt, les termes? Vous savez très bien, étant notaire, comment on cache les termes d'un contrat de finance. On peut cacher les intérêts, on peut cacher le fait qu'il y ait des frais judiciaires, des frais de collection, etc. Avez-vous un plan clair et net pour ces contrats de finance qui, à l'heure actuelle, ne protègent pas le peuple et cachent quelquefois un taux d'intérêt de 28% par année?

M. BEAULIEU: Vous avez absolument raison sur ça.

M. BOURASSA: Nous écoutons le ministre avec attention.

M. BEAULIEU: Il va falloir déposer un projet de loi pour légiférer dans ce domaine. Dans le passé, j'ai connu des clients, surtout de petits clients, qui se sont fait passer des taux d'intérêt exorbitants sous de fausses représentations, puisqu'il s'agissait de taux mensuels et non de taux annuels, dans bien des cas.

Le ministère est extrêmement conscient de ce problème. Nous entendons légiférer bientôt dans ce domaine.

M. BOURASSA: Bientôt, c'est quand ça?

M. BEAULIEU: C'est toujours à l'automne. La session finit dans quelques jours.

M. BOURASSA: Ah, ce sera certainement à l'automne.

M. BEAULIEU: Tout le temps à l'automne.

M. BOURASSA: Le ministre sera occupé à l'automne? Cela fait quatre ou cinq projets de loi qu'il annonce.

M. BEAULIEU: Je ne prends pas de vacances cet été. Je travaille tout l'été.

M. BOURASSA: J'ai l'impression que le ministre a assisté aux débats des autres crédits, parce qu'on disait toujours ça: A l'automne, à l'automne.

M. BEAULIEU: Je n'ai pas eu le temps.

M. BOURASSA: Je pensais qu'il y avait des élections à l'automne.

M. BEAULIEU: L'autre automne, en 1972.

M. BOURASSA: Vous ne vous entendez plus avec le ministre du Travail?

M. BEAULIEU: On ne s'entend pas avec le ministre du Travail? Très, très bien.

M. BOURASSA: Parce qu'avec le ministre du Travail disait que ce serait à l'automne 1971.

M. BEAULIEU: En 1971, oui. En 1971 ou 1972.

M. BOURASSA: En 1972.

M. BEAULIEU: Si vous voulez voter une loi au Parlement pour nous donner l'automne 1972, nous sommes d'accord.

M. TETLEY: M. le Président, un de nos biens, un de nos vrais actifs dans la province, c'est le fait que nous avons à Montréal deux grandes compagnies de fiducie.

M. BEAULIEU: Plus que deux.

M. TETLEY: Plus que deux, mais les deux plus grandes au Canada...

M. BEAULIEU: Lesquelles sont les deux grandes?

M. BOURASSA: Royal Trust et Montreal Trust.

M. TETLEY: Les autres sont très grandes aussi.

M. BEAULIEU: Mon sous-ministre est tout insulté. Il vient du Trust général.

M. BOURASSA: Le Trust général est le 14e, je pense.

M. BEAULIEU: Pardon?

M. BOURASSA: Quatorzième, après la Société d'administration et de fiducie.

M. BEAULIEU: Ah, je ne les ai pas additionnées.

M. TETLEY: Disons, M. le ministre, que nous en avons une dizaine ou une douzaine. Il faut les protéger, il faut protéger le fait que

nous avons ces compagnies-là et qu'elles peuvent quitter la province sans aucun délai, sans aucun avis, parce que leurs biens, leur actif, c'est de l'argent en banque, investi peut-être par tout le monde et...

M. BEAULIEU: Excusez-moi. Qui veut quitter la province?

M. BOURASSA: Non, c'est une hypothèse.

M. TETLEY: Je dis que ces compagnies-là peuvent quitter la province. Je ne veux pas parler de ceux qui quittent la province. Moi, je reste ici, je suis très content ici, et j'espère que tout le monde...

M. BEAULIEU: Moi, j'ai émigré une fois et je voudrais bien rester au Québec.

M. TETLEY: C'est ça, et j'espère que tout le monde va immigrer ici sous votre ministère de l'Immigration. Mais, il faut, à mon avis, aider ces compagnies de fiducie. Je vais vous porter une plainte qu'un courtier en valeurs mobilières m'a faite, que le « M fund » — je crois que c'est celui du Trust Royal ou d'un autre, je ne sais pas lequel — a été accepté dans tout le Canada par la commission des valeurs mobilières, sauf à Québec, parce que notre commission avait quelques d o u t e s, il y avait des délais et, en effet, le « M fund » d'une des grandes compagnies de fiducie — je crois que c'est le Trust Royal — ne pouvait pas lancer son « fund » ici au Québec. Pour moi, il faut, M. le ministre, c'est votre devoir — et aussi un grand plaisir — c'est sans doute votre devoir de protéger et d'aider ces compagnies de fiducie, qui sont tellement importantes...

M. BEAULIEU: C'est réglé ça.

M. TETLEY: C'est réglé, mais tard.

M. BEAULIEU: Elles se sont adressées à l'Ontario avant de s'adresser au Québec. Cela ne nous a pris que quelques jours pour dire oui. Si c'est une compagnie de Montréal qui s'adresse à l'Ontario, je crois qu'elle aurait dû s'adresser au Québec d'abord, c'est pour ça que nous disons « Québec d'abord ».

M. TETLEY: Oui mais, en tout cas, je crois que le Québec doit tout faire.

M. BEAULIEU: Oui, nous avons tout fait, ils se sont adressés eux-mêmes à l'Ontario.

M. TETLEY: Ils se sont adressés en même temps, m'a-t-on dit, au Québec.

M. BEAULIEU: Non. Quand ils se sont adressés à nous, ça ne nous a pris que quelques jours pour dire oui.

M. TETLEY: Cela a été très en retard au Québec.

M. BEAULIEU: Ce sont eux qui se sont adressés à l'Ontario, les gens du Royal Trust.

M. TETLEY: Ils se sont adressés, dans tout le Canada, à chaque commission de valeurs mobilières. Sauf que notre commission a été trop...

M. BEAULIEU: Ils ont attendu d'avoir le oui de l'Ontario avant de s'intéresser au Québec.

M. TETLEY: Je me le demande.

M. BEAULIEU: Je ne me le demande pas, c'est ça.

M. TETLEY: Je vais vérifier, et vous allez vérifier.

M. BEAULIEU: Oui.

M. TETLEY: En tout cas, c'est un exemple.

M. BEAULIEU: Ce n'est pas un exemple pour moi.

M. TETLEY: Si ce n'est pas un exemple, je vais parler d'autres exemples. Je voudrais tout simplement montrer au ministre que c'est très important pour le Québec de garder ici ses dix ou douze ou quatorze institutions de fiducie.

M. BEAULIEU: Il y en a 23.

M. TETLEY: Il y en a 23, vous venez d'augmenter le nombre.

M. BEAULIEU: Je suis bien d'accord avec vous qu'il est extrêmement important de les garder ici. Actuellement, la commission des valeurs mobilières travaille à plusieurs plans, de façon à pouvoir donner davantage de service à toutes les corporations, autant minières que les autres, de façon que les délais, qui étaient trop grands dans bien des cas, soient plus courts. Je sais que, malgré certaines ma-

ladies qui sont survenues chez les commissaires, ils travaillent actuellement très fort pour faire soit une codification de réglementation très facile pour pouvoir renseigner le public, et aussi de façon qu'il n'y ait pas de délais abusifs, surtout pour l'émission d'obligations ou pour la bourse et ces choses-là.

M. BOURASSA: Le ministre a-t-il l'intention d'encourager les regroupements de trusts, compagnies de fiducie, notamment les trusts canadiens-français — société d'administration et de fiducie, le Trust général — est-ce l'intention du ministre de participer au regroupement de ces entreprises, ce qui va leur permettre d'atteindre une taille plus considérable?

M. BEAULIEU: Je crois bien qu'il s'agit d'une opinion personnelle, à ce moment-là. Ma réponse serait oui. S'ils demandent notre concours, nous sommes prêts à les aider jour et nuit.

M. BOURASSA: C'est parce que le ministre doit réaliser, que ce soit pour les banques canadiennes-françaises...

M. BEAULIEU: Oui, mais ce n'est quand même pas nous qui...

M. BOURASSA: ... que si nous voulons être en mesure de concurrencer d'une façon réelle les entreprises qui sont plus importantes que celles-là prises séparément.

Je pense que le gouvernement doit faire preuve de leadership sans interférer d'une manière inopportune ou injustifiée, mais il doit saisir les occasions d'encourager ou inciter ce groupement.

M. BEAULIEU: D'accord.

M. BOURASSA: Adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Simard): Adopté. Poste 6.

M. LEDUC (Taillon): M. le Président, au sujet des compagnies d'assurances à chartes québécoises, combien de chartes ont été émises depuis un an ou deux à des compagnies québécoises?

M. BEAULIEU: S'il y a eu des chartes d'émission?

M. LEDUC (Taillon): Des chartes québécoises émises à des compagnies d'assurance-vie et d'assurances générales.

M. BEAULIEU! On ne sait pas si c'est un an juste, mais disons dans les quinze ou vingt derniers mois, il y a eu la compagnie Unique.

M. LEDUC (Taillon): Unique. Il y en a eu une.

M. BEAULIEU: Une.

M. LEDUC (Taillon): Au cours de la période, disons, des deux dernières années, enfin depuis 26 mois ou 30 mois, y a-t-il eu des compagnies d'assurances à chartes québécoises qui ont dû être achetées par d'autres compagnies d'assurance?

M. BEAULIEU: Non, M. le Président.

M. LEDUC (Taillon): Quel est le montant initial qui doit être déposé ou investi pour qu'on puisse permettre à un groupe d'avoir une charte de compagnie d'assurance-vie?

M. BEAULIEU: \$750,000 en capital et \$250,000 en surplus, ce qui fait \$1 million.

M. LEDUC (Taillon): Versé, payé?

M. BEAULIEU: Oui, payé.

M. LEDUC (Taillon): Est-ce une réglementation récente ou si ça fait...?

M. BEAULIEU: Depuis 1965.

M. LEDUC (Taillon): Quel est le système de surveillance qui existe auprès des compagnies à chartes québécoises vis-à-vis le service des assurances?

M. BEAULIEU: Le surintendant des assurances a ses inspecteurs qui vérifient constamment les compagnies d'assurances, soit générales ou soit assurance-vie, au moins une fois l'an dans les assurances générales.

M. LEDUC (Taillon): Y a-t-il une surveillance des investissements que font ces compagnies d'assurance, enfin je vise beaucoup plus, dans la discussion, les assurances-vie que les compagnies d'assurances générales.

M. BEAULIEU: Nous vérifions le portefeuille des placements qui doivent être conformes à la loi. Évidemment les placements, ce sont les compagnies qui les font dans les normes établies par la loi. C'est l'article 158, je crois, de la Loi des assurances.

M. LEDUC (Taillon): Alors, si j'ai bien compris, il y a une augmentation de onze personnes au poste du service des assurances. Qu'est-ce que c'est cette augmentation de onze personnes?

M. BEAULIEU: Il y aura un surintendant adjoint, puisque M. Camaralre a oublié de prendre des vacances depuis deux ou trois ans, c'est extrêmement difficile pour lui. Nous voulons aussi obtenir un actuaire, puisque, de plus en plus, tout le service des assurances devient technique, et je crois que l'utilisation d'un actuaire est importante. Il y a aussi des commis de bureau, des dactylographes et des employés de secrétariat.

M. LEDUC (Taillon): Dans le groupe des onze nouveaux postes, il y a deux postes clés, si on peut les appeler ainsi...

M. BEAULIEU: Oui.

M. LEDUC (Taillon): ... un surintendant adjoint et un actuaire. Et dans les autres, il n'est pas question d'avoir de nouveaux inspecteurs qui vont aller vérifier ou quoi que ce soit, ce sont surtout des commis et des secrétaires.

M. BEAULIEU: Il y en a trois de prévus ici. Il y a un surintendant adjoint, un actuaire, quatre commis de bureau, trois dactylos et deux employés de secrétariat.

M. LEDUC (Taillon): M. le Président, je reviens un peu à la question que mentionnait tantôt le député de Mercier au sujet des compagnies de fiducie.

Est-ce l'intention du ministère d'essayer de suggérer à certaines compagnies d'assurance à charte québécoise de se fusionner, de s'amalgamer ou de s'associer, de façon à créer de plus grosses compagnies, au lieu d'avoir un certain nombre de petites compagnies qui dans certains cas, ont de la difficulté à vivre et qui, tous les deux, trois ou quatre ans, assez souvent, doivent changer de bureau de direction et d'actionnaires? Je ne veux pas en mentionner, mais je suis sûr que des noms viendront à l'esprit du ministre.

M. BEAULIEU: Quelle compagnie a fait cela dernièrement?

M. LEDUC (Taillon): Pardon?

M. BEAULIEU: Quelle compagnie?

M. LEDUC (Taillon): Les compagnies d'assurance-vie.

M. BEAULIEU: Oui.

M. LEDUC (Taillon): Bon. Il y en a quelques-unes qui ont parfois des difficultés financières, sans vouloir donner des noms, car je pense qu'il serait malhonnête, de ma part, de citer des noms ici. Elles doivent, à l'occasion, changer de propriétaires. Il y en a une, en particulier, que je pourrai nommer au ministre après l'étude de ses crédits, qui a eu certains problèmes

financiers et qui, dans l'espace de huit ans, a changé au moins quatre fois de propriétaires. Chaque fois, ce sont de nouveaux investissements qui sont placés dans la compagnie.

Je me demande s'il ne serait pas plus avantageux d'essayer de grouper ces compagnies d'assurance-vie pour créer une force plutôt que de disséminer les efforts des compagnies d'assurance-vie québécoises.

M. BEAULIEU: Il n'y a aucun doute qu'il y a intérêt à ce que plusieurs petites compagnies se fusionnent. Il faut, quand même, réaliser que les plus grosses compagnies sont intéressées, souvent, à absorber des compagnies qui sont rentables. Il s'agit aussi d'examiner la valeur et le prix demandé dans bien des cas et de voir quelles sont les dettes de ces compagnies-là. Je sais à peu près à quelle compagnie vous faites allusion, il serait peut-être intéressant, à ce moment-là, qu'une plus grosse compagnie l'absorbe. Mais, il s'agit de savoir où nous allons. Nous essayons, effectivement, de favoriser le regroupement de façon à éviter des catastrophes, comme cela est peut-être arrivé dans le passé.

M. LEDUC (Taillon): En fait, ma suggestion n'est pas tellement l'idée qu'une compagnie X...

M. BEAULIEU: Non, d'accord.

M. LEDUC (Taillon): ... soit absorbée par une compagnie Y qui est beaucoup plus grosse. Ce n'est pas cela. Ce serait de prendre deux ou trois compagnies qui vont assez bien, qui absorberaient celle qui va moins bien — elle va bien, mais elle a un peu de difficultés — pour créer, avec ces trois ou quatre compagnies d'assurance-vie québécoises, une plus grosse compagnie qui aurait un pouvoir de placement et d'achat beaucoup mieux contrôlé. Enfin, c'est une suggestion.

M. BEAULIEU: Alors, nous la retenons. Je crois qu'elle est très importante.

M. BOURASSA: Dans le cas de l'assurance-dépôts, n'y aurait-il pas lieu... Je suis en train de lire un discours de M. Benson.

M. BEAULIEU: Je n'ai pas d'objection.

M. BOURASSA: C'est parce que cela touche au domaine des assurances.

M. BEAULIEU: Oui, d'accord.

M. BOURASSA: Je suis en train de lire un discours que M. Benson a prononcé la semaine dernière, devant l'Association canadienne des compagnies d'assurance-vie.

M. BEAULIEU: Qu'a-t-il dit?

M. BOURASSA: Dans son discours, M. Benson se demande si on ne devrait pas établir, pour le domaine des assurances, une mesure de sauvegarde contre les pertes que pourraient subir les assurés à la suite de faillite, c'est-à-dire appliquer l'assurance-dépôts au domaine des assurances. Le ministre a-t-il tendance à concourir avec la suggestion du ministre?

M. BEAULIEU: L'assurance-dépôts et l'assurance contre les faillites des compagnies d'assurance ne visent pas un même but à ce moment-là.

M. BOURASSA: Le système d'assurance-dépôts est un système de protection du public...

M. BEAULIEU: Oui.

M. BOURASSA: ... dans le cas des compagnies de finances.

M. BEAULIEU: Dans le cas des compagnies d'assurances, c'est à nous d'être plus sévères et d'exiger des garanties, etc.

M. BOURASSA: Oui, mais le ministre fédéral des Finances, qui doit s'y connaître...

M. BEAULIEU: Il n'a pas apporté grand-chose de nouveau à son dernier discours, si je comprends bien.

M. BOURASSA: Pardon?

M. BEAULIEU: Il n'a pas apporté grand-chose de nouveau au dernier discours qu'il a fait.

M. BOURASSA: Non. Le ministre fédéral des

Finances suggère qu'on considère d'étendre, au domaine des assurances, un système d'assurance-dépôts pour protéger les assurés contre les faillites des compagnies d'assurance et non seulement les protéger.

M. BEAULIEU: Assurer quoi? Ce n'est pas la même chose. Si vous assurez des dépôts, dans une compagnie d'assurance, il n'y a pas de dépôt.

M. BOURASSA: Non.

M. BEAULIEU: Il y a des achats de polices.

M. BOURASSA: Mais, il y a des pertes que peuvent subir les assurés. Dans le cas des compagnies de finance, les individus peuvent avoir des pertes. Dans le cas des compagnies d'assurance, ils peuvent subir également des pertes. Or, le ministre fédéral des Finances...

M. BEAULIEU: Nous n'assurons pas les déficits; nous assurons les dépôts.

M. BOURASSA: Non.

M. BEAULIEU: Ce sont les dépôts qu'on assure.

M. BOURASSA: Le ministre ne me comprend pas.

M. BEAULIEU: Oui, je comprends très bien.

M. BOURASSA: Ce que...

M. BEAULIEU: Il y a une grosse différence entre les deux.

M. BOURASSA: Non. Indépendamment de la différence entre les deux catégories, le ministère des Institutions financières a pour fonction la protection du public.

M. BEAULIEU: Oui.

M. BOURASSA: Il a établi un système...

M. BEAULIEU: C'est l'affaire de l'agent d'assurance, à ce moment-là.

M. BOURASSA: ... pour étendre la protection du public qui existe dans le cas des compagnies de finance, du moins qui s'est améliorée avec l'assurance-dépôts, l'étendre dis-je au domaine des assurances.

M. BEAULIEU: Dans les compagnies de dépôts, il s'agit d'argent déposé que nous protégeons, tandis que dans les compagnies d'assurance, il s'agit de l'achat d'une police d'assurance. Je sais que si elles font faillite à ce moment-là vous pouvez un jour peut-être ne pas avoir le résultat.

M. BOURASSA: Oui, mais le ministre est au courant du développement des compagnies d'assurance, du fait que les individus y ont de plus en plus confiance, que ça se développe sur une échelle considérable. Alors, je pense que c'est le rôle de son ministère de voir...

M. BEAULIEU: Le projet d'Ottawa assure des compagnies tandis que nous, nous assurons des dépôts. Ottawa assure les compagnies de fiducie, les compagnies d'assurance.

M. BOURASSA: Oui. Si le ministre veut bien faire un effort, il va me comprendre tout de suite. Le principe de la...

M. BEAULIEU: Oui, je ferai des efforts.

M. BOURASSA: ... protection du public se-rait étendu au domaine des assurances. Le ministre ne doit pas être opposé à ça.

M. BEAULIEU: On peut toujours tout faire. Nous allons étudier encore cette demande, il y a beaucoup à faire, vous savez.

M. BOURASSA: Non, non, durant les pertinentes questions de mon collègue de Taillon, j'étais à lire le discours...

UNE VOIX: Vous étiez distrait.

M. BOURASSA: ... j'ai vu qu'il touchait à un sujet qui avait trait à ça.

M. TETLEY: M. le Président, la question de l'assurance maritime est très importante et il n'est pas surprenant que bien des compagnies d'assurance maritime aient leur siège social à Montréal pour le Canada. Mais il n'y a pas...

M. BEAULIEU: Vous auriez pu assurer la Vickers à ce moment-là.

M. TETLEY: C'est dommage mais l'assurance maritime est aussi pour les cargaisons et nous n'avons pas de loi d'assurance maritime ici au Québec. Je suis prêt à aider le ministre, peut-être par un bill privé, il nous faut une loi d'assurance maritime le plus tôt possible parce

que presque toutes nos polices d'assurance maritime stipulent que la loi d'Angleterre les règles de New York ou d'ailleurs s'appliquent et...

M. BEAULIEU: Est-ce que nous avons un marché actuellement pour ça?

M. TETLEY: Nous avons un marché...

M. BEAULIEU: Il n'est pas grand, votre marché.

M. TETLEY: Il est pas mal...

M. BEAULIEU: Il commence.

M. TETLEY: Non, il est ici depuis longtemps et nous pouvons le perdre.

M. BEAULIEU: Quel est ce marché qui est ici depuis longtemps? Ce sont des compagnies anglaises.

M. TETLEY: Oui, mais elles sont ici et elles payent des taxes ici. Elles vendent de l'assurance ici...

M. BEAULIEU: Je suis bien d'accord.

M. TETLEY: ... mais elles ne peuvent pas faire de concurrence, disons, avec l'Ontario parce que l'Ontario a une loi d'assurance maritime. Je voudrais suggérer que le ministre considère la chose. Des représentants du Canadian Board of Underwriters sont venus me voir exactement pour cette raison. Je suis prêt à vous envoyer la loi de l'Ontario ou à faire des suggestions. On parle toujours d'autonomie, mais nous n'avons pas d'autonomie dans ce domaine.

M. BEAULIEU: Mes sous-ministres et le surintendant des assurances seront heureux de vous rencontrer pour vos suggestions et en discuter. Actuellement, nous n'en voyons pas exactement la portée, parce que le marché est tellement petit là-dedans ici. Ce sont des compagnies américaines et surtout des compagnies anglaises.

M. TETLEY: Oui, oui, ce sont toutes des compagnies d'Angleterre, de Suisse, des Etats-Unis et d'ailleurs, sauf quelques-unes, mais lorsqu'un contrat d'assurance maritime est passé ici au Québec, c'est notre code civil qui s'applique et il date de 102 ans...

M. BEAULIEU: Comme la Confédération.

M. TETLEY: Oui, même avant la Confédération, 103 ans. Il nous faut donc une loi d'assurance maritime le plus tôt possible, il y aurait aussi un amendement de quelques mots à notre Quebec Insurance Act qui pourrait aider le marché. Lorsque je dis qu'il n'y a pas de compagnie, ce sont des compagnies qui n'ont pas leur siège social ici, mais des succursales ici.

M. BEAULIEU: Nous allons retenir évidemment cette suggestion, mais j'aimerais, si vous aviez quelques minutes, que vous rencontriez le sous-ministre pour lui donner plus de détails.

M. BOURASSA: Cela va vous en faire un paquet de suggestions.

M. BEAULIEU: Ah, nous, nous fonctionnons. Vous allez voir qu'à l'automne... Vous allez travailler à l'automne. Préparez-vous.

M. BOURASSA: Nous avons hâte de voir les résultats.

M. TETLEY: Vous aurez des fonctionnaires...

M. BEAULIEU: Ils sont très compétents et je suis très fiers d'eux.

M. TETLEY: Une autre suggestion que je voudrais glisser, c'est que le port de Montréal, administré par le fédéral, est très mal administré.

M. BEAULIEU: Très mal administré, d'accord. Tout ce qui est administré par le fédéral est souvent très mal administré. Nous sommes d'accord.

M. TETLEY: Je dis que le port de Montréal est très mal administré et que le port de Toronto est administré par la ville.

M. BEAULIEU: Ce qui prouve l'incompétence du gouvernement fédéral dans le domaine.

M. TETLEY: Mais la ville a tout pris, Québec peut prendre la question du port; c'est une autre suggestion que je glisse.

M. BEAULIEU: On s'occupe de l'aéroport, là.

M. TETLEY: On ne peut pas le mettre à Saint-Hyacinthe ou à Sainte-Scholastique.

M. BEAULIEU: Il ne faudrait pas mettre le port à Sainte-Scholastique, en plus.

M. TETLEY: On va le laisser à Montréal.

M. BEAULIEU: Postes 6, 7, 8 adoptés?

M. TETLEY: Un instant, au poste 7, je voudrais tout simplement refaire ma suggestion pour que, le plus tôt possible, les courtiers en immeuble aient le droit de vendre quelque peu d'assurance, surtout contre l'incendie.

M. BEAULIEU: Ce sont, quand même, deux domaines bien distincts. On ne peut pas dire qu'un gars qui vend des propriétés est compétent pour vendre de l'assurance aussi. Il faut analyser ça. Nous cherchons à réunir les compétences et non pas à amalgamer une foule de personnes qui auront le droit de faire n'importe quoi, peu importe leur compétence. Si une personne est compétente et capable de passer les examens, je n'ai pas d'objection en principe à ce qu'elle vende de l'assurance et à ce qu'elle soit courtier en immeubles en plus. Mais cela ne veut pas nécessairement dire que les deux sont connexes.

M. TETLEY: Non, mais ils pourraient vendre des immeubles et aussi de l'assurance contre l'incendie par exemple.

M. BEAULIEU: Tout à l'heure, vous avez fait la suggestion qu'ils puissent vendre des valeurs mobilières; là, c'est le courtage immobilier et de l'assurance contre l'Incendie.

M. TETLEY: Non.

M. BEAULIEU: D'accord.

M. LE PRESIDENT (M. Simard): Poste 7 adopté.

M. TETLEY: Au poste 8, Je dois dire que j'ai écrit, à plusieurs reprises pas, au Secrétaire de la province au sujet du nombre de compagnies. Pas au Secrétaire, au sous-ministre.

M. PAUL: Cela me touche quand même.

M. BOURASSA: Sauvé par la cloche.

M. TETLEY: Vous avez une liste, dans votre rapport, du nombre de compagnies incorporées depuis la confédération. Mais je n'avais pas les chiffres à jour, disons jusqu'au 31 mars 1969 et au 31 mars 1968. En effet, votre rapport n'est pas très exact. Vous ne donnez pas les chiffres et on ne nous dit pas si c'est une compagnie avec parts ou sans parts ou incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des corporations.

Peut-être pourrais-je vous voir après. Je crois que plusieurs d'entre vous ont ma lettre qui a été corrigée par téléphone, etc.

M. BEAULIEU: On en sort plus de 5,000 nouvelles par année.

M. PAUL: A quelques reprises, mes sous-ministres m'ont consulté. Ce qui est regrettable — je ne dis pas que ça se produit chez des députés, mais cela arrive chez beaucoup de notaires ou d'avocats — c'est cette fausse impression qui existe encore parmi les juristes à l'effet que la Loi des compagnies demeure sous l'administration du Secrétariat de la province. Quand je reçois de la correspondance, qui est assez nombreuse à chaque jour, je m'empresse de la diriger vers le ministère des Institutions financières.

Pour répondre à l'honorable député de Notre-Dame-de-Grâce, je pourrais lui dire qu'en vertu de la Loi des compagnies, les lettres patentes émises en vertu de la première partie sont au nombre de 4,966; les lettres patentes émises en vertu de la troisième partie, 660; les lettres patentes supplémentaires, première partie, 800; les lettres patentes supplémentaires, troisième partie, 90; en vertu de la Loi des compagnies minières, lettres patentes émises, 23; lettres patentes supplémentaires émises, 11; en vertu de la Loi des compagnies étrangères, nouveaux permis, 69; de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations, requêtes accordées, 5; compagnies dissoutes, premièrement par abandon de charte, 531; par annulation, 1; par liquidation, 30; autres, 6; octroi de changement de nom en vertu de l'article 31 de la Loi des compagnies: règlements, 137, règlements généraux approuvés, 212.

M. TETLEY: Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT (M. Simard): Poste budgétaire 8, adopté.

M. LEDUC (Taillon): Poste 9, nous arrivons à l'article qui s'appelle commission des valeurs mobilières du Québec. Le Secrétaire de la province vient de causer pendant quelques minutes. J'aimerais entendre le ministre des Institutions, Compagnies et Coopératives nous parler de la situation dans Cofomo.

M. BEAULIEU: J'aimerais beaucoup en parler mais c'est quand même, pour une bonne partie, devant les tribunaux, à la suite de poursuites prises par le syndic. Dernièrement, vous avez vu dans les journaux qu'il y a des

poursuites pour au-delà de \$12 millions. C'est d'ailleurs une enquête qui a été déclenchée par le ministère, en vertu des pouvoirs extraordinaires que la loi lui confère.

Rappelons que l'enquête a été ordonnée avant que cette compagnie déclare faillite, en raison des faits portés à la connaissance du ministère. C'est M. Georges Prénovost, du ministère, directeur général du service de l'inspection, qui avait été nommé enquêteur.

L'enquête poursuit son cours en relation étroite avec le syndic et les compagnies de fiducie impliquées dans les diverses compagnies. Le travail de nos enquêteurs a été extrêmement utile pour le syndic, qui s'en est servi comme base, et pour les créanciers. Je ne crois pas qu'il serait tellement d'intérêt public de dévoiler quoi que ce soit à ce stade-ci. Il y a des procédures actuellement en cours.

M. LEDUC (Taillon): Je ne veux pas m'éterniser sur ce sujet-là. La raison pour laquelle je posais des questions, c'était surtout pour en venir à ce que je vais dire là. On vient de connaître, avec la situation de Cofomo, une chose extrêmement désagréable. Est-ce que le ministre pourrait nous dire ce qu'il entend ou ce qu'il prévoit faire, — parce que je crois que c'est justement un des buts du ministère — pour la protection du public. Quelles sont les mesures qu'il entend prendre pour éviter que se répète une situation semblable et qui est très dommageable au bon renom du Québec et pour les petits épargnants.

M. BEAULIEU: C'est d'ailleurs un des principaux buts du ministère de resserrer le service d'inspection, de renseignements que nous recevrons sur la Loi des compagnies, de devenir extrêmement sévères sur tous les rapports annuels. Dans le passé, disons qu'il y a eu une largesse de ce côté-là.

Nous allons, dans les mois qui viennent, resserrer notre surveillance, aussitôt que le ministère sera structuré — c'est pour cela que j'insiste beaucoup — pour reprendre cette partie de responsabilités; nous allons exiger non seulement des rapports annuels précis mais constants. Nous prenons les mesures à ce moment-là même s'il faut adopter de nouvelles lois disciplinaires pour pouvoir suspendre s'il le faut, la charte de ces incorporations, confisquer leurs gains immédiatement soit en les transmettant à la curatelle ou à un autre organisme de façon que nous puissions les suivre de près.

Evidemment, il va falloir aussi resserrer la responsabilité des directeurs de plus en plus,

comme je l'ai fait savoir tout à l'heure. C'est une situation extrêmement déplorable. Le ministère a été créé pour cela; c'est une des principales raisons et nous entendons poursuivre et y arriver.

M. BOURASSA: Il y a une situation qui se présente souvent dans les corporations. C'est que lorsqu'un acheteur veut acheter un bloc d'actions important, il se fait octroyer des actions en bas du prix du marché, des actions qui sont autorisées mais qui ne sont pas émises.

Alors je signale à l'attention du ministre que dans la réforme qu'il veut apporter à la Commission des valeurs mobilières, il faudra certainement considérer ces situations qui peuvent...

M. BEAULIEU: Ils ne peuvent pas le faire sans la permission de la Commission des valeurs mobilières.

M. BOURASSA: Oui, c'est ça. Mais parfois il peut en résulter des injustices.

M. BEAULIEU: Oui.

M. BOURASSA: Cela se trouve à diluer le stock des autres actionnaires. Si, par exemple, il y a 1 million d'actions autorisées, et qu'il y a 100,000 actions émises, on se trouve à vendre un bloc d'actions de 80,000. Cela, forcément, affecte les autres actionnaires.

Je signale au ministre qu'il est important, dans les responsabilités de la Commission des valeurs mobilières, que celle-ci évite les injustices qui peuvent résulter de telles situations.

M. BEAULIEU: Oui, actuellement nous avons commencé, comme je vous l'ai dit tout à l'heure. Quelques commissaires ont été malades dernièrement, mais nous sommes en train d'étudier, de structurer davantage, soit par une réglementation plus sévère à la Commission des valeurs mobilières tout en étant aussi plus facile et plus adéquate pour pouvoir permettre aux compagnies d'y aller rapidement et aussi très sévèrement dans bien des cas.

M. BOURASSA: Vous allez surveiller cette situation. Je reçois régulièrement des lettres, depuis quelque temps, d'une compagnie qui porte le nom de Malartic High Grade Gold Mines Quebec Ltd...

M. BEAULIEU: M. Paquet.

M. BOURASSA: ... signées par M. Paquet

entre autres, pas toujours mais la plupart du temps. M. Paquet me signale, entre autres, dans ses lettres, qu'il a rencontré le député de Dorion ou qu'il a voulu le rencontrer sans succès, il se plaint d'une situation, il apporte plusieurs arguments. À première vue, plusieurs de ces arguments paraissent avoir une certaine vraisemblance. Le ministre pourrait-il expliquer la situation et dire pourquoi M. Paquet se trouve dans une situation qu'il considère préjudiciable?

M. BEAULIEU: Il y a une Commission des valeurs mobilières. Je n'entends pas passer par-dessus les commissaires pour l'émission de permis. Lorsque nous intervenons dans des régimes qui sont quasi autonomes dans bien des cas, nous devons respecter le jugement du président et des commissaires de la Commission des valeurs mobilières.

J'ai communiqué à cet effet, par l'entremise du sous-ministre, avec M. Nantel et avec les autres commissaires. On m'a fourni les renseignements que je vous ai donnés. Il y a un mois, en Chambre et nous maintenons les mêmes décisions.

Je n'ai pas d'objection en principe à rencontrer M. Paquet mais je crois qu'il est du ressort du président et des commissaires de rencontrer ces personnes et de s'expliquer avec elles. Je ne prendrai certainement pas la décision de passer par-dessus la Commission des valeurs mobilières qui, elle, connaît tous les faits pertinents. L'histoire, vous la connaissez autant que moi. Il s'agissait d'une compagnie qui a été incorporée en Ontario, qui a fait faillite en Ontario et qui a reçu la permission de vendre ses actifs lors de la formation d'une compagnie au Québec.

Pourquoi sont-ils allés d'abord s'incorporer cinq ou six ans avant en Ontario pour venir ensuite se plaindre au Québec, lorsqu'ils avaient fait faillite?

M. BOURASSA: Oui, mais le ministre a reçu des documents...

M. BEAULIEU: La commission a des renseignements à l'effet que la cour Supérieure en faillites de l'Ontario avait donné la permission d'acheter les actions, moyennant l'exécutif, etc.

M. BOURASSA: Dans la lettre que je reçois ici, j'ai un paragraphe: « The statement that the company is selling shares without a prospectus is false. »

M. BEAULIEU: C'est M. Paquet, ça. Il vous a écrit en anglais.

M. BOURASSA: Oui, il m'a écrit en anglais.

M. BEAULIEU: Il est habitué d'aller en Ontario.

M. BOURASSA: Il doit savoir que je comprends l'anglais, je suppose. Alors, ici, il y a un démenti à ce que le ministre vient de dire. Alors, qui croire? Je suppose que nous devons croire le ministre.

M. BEAULIEU: Que dit M. Paquet?

M. BOURASSA: Je vais traduire pour le ministre.

M. BEAULIEU: Il aurait pu m'écrire, M. Paquet.

M. BOURASSA: Il ne vous a pas écrit? Il me semble que j'ai des copies de lettres qu'il vous a envoyées. Le ministre n'a peut-être pas reçu les copies. C'est écrit: « La déclaration que la compagnie vend des actions sans prospectus est une déclaration fausse ». Je pense qu'il est de mon devoir de poser des questions au ministre pour voir si M. Paquet a raison.

M. BEAULIEU: Actuellement, mon sous-ministre dit que la commission attend des renseignements qu'elle a demandés à M. Paquet et qu'elle n'a pas encore obtenus.

M. BOURASSA: Cela veut dire que...

M. BEAULIEU: Je crois que M. Paquet devait s'arranger avec le président de la commission des valeurs mobilières, qui a l'entière responsabilité dans ce domaine. Si je dois intervenir, je ne le ferai pas en tant que ministre, mais en tant que collaborateur.

M. BOURASSA: Disons que...

M. BEAULIEU: C'est quand même un organisme quasi judiciaire.

M. BOURASSA: Donc, comme ça relève du...

M. BEAULIEU: Vous savez comme moi que les commissaires ont le même statut qu'un juge de la cour Supérieure.

M. BOURASSA: D'accord, mais le ministre est quand même responsable de la commission.

M. BEAULIEU: Surtout de l'administration et non pas des décisions.

M. BOURASSA: Savez-vous que vous, avez un mini-ministère, vous?

M. PAUL: Mais il a une portée économique extraordinaire.

M. BEAULIEU: Voulez-vous que je me vante constamment? Je peux le faire.

M. BOURASSA: Non, mais c'est parce que ça fait plusieurs questions que le député de Notre-Dame-de-Grâce ainsi que d'autres députés posent au ministre et le ministre répond la plupart du temps: Cela concerne le ministre des Finances, cela concerne un autre ministère.

M. PAUL: C'est ça.

M. BOURASSA: J'en conclus que le ministre a un mini-ministère.

M. BEAULIEU: Le mini est agréable.

UNE VOIX: Le ministre s'occupe de ses affaires.

M. PINARD: Le ministre des Institutions financières pourrait-il nous dire s'il a pris connaissance du rapport de Clarkson, Gordon et compagnie, préparé par M. Marcel Caron relativement à la faillite de Alliance Credit et s'il a l'intention de recommander que des procédures soient prises contre les personnes responsables de cette faillite monumentale dans le monde des compagnies de finance au Québec.

M. BOURASSA: Le premier ministre devait me donner une réponse à cette question-là. Je veux enchaîner avec le député de Drummond. J'ai posé la question au premier ministre à l'occasion de la discussion de la commission des Institutions financières. Le premier ministre m'a dit: Au début de la semaine, — or, nous sommes jeudi — j'aurai une réponse à vous donner si, définitivement, des procédures vont être prises.

M. BEAULIEU! C'est que l'étude des enquêtes a été commandée par le ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives, plutôt par la commission des Institutions financières. Ce rapport fait actuellement l'objet d'une étude au ministère. S'il y a des actions à prendre, nous allons les prendre et nous allons les transmettre au ministère de la Justice.

M. BOURASSA: Je signale au ministre que j'ai posé ma question au premier ministre il y a quelques semaines. Le premier ministre m'avait répondu Un premier examen nous a portés à conclure qu'il n'y aurait pas de poursuite, mais nous allons soumettre à un nouvel examen le cas d'Alliance Credit — et il m'a dit — vendredi ou jeudi soir, au début — c'est-à-dire lundi dernier, le 2 juin — je donnerai une réponse au député pour voir si, oui ou non, il y aura des procédures qui seront intentées.

Je demanderais au ministre de s'informer auprès de M. Dubé, je suppose, qui est sous-ministre de la Justice...

M. BEAULIEU: C'est ça.

M. BOURASSA: ... afin de répondre à la question du député de Drummond.

M. PINARD: C'est quand même surprenant qu'à la suite du rapport de M. Marcel Caron, soumis le 13 décembre 1968, personne n'ait encore bougé dans ce domaine, alors que, dans la faillite de Cofomo, le syndic a quand même pris ses responsabilités et...

M. BEAULIEU: A la suite de notre étude.

M. PINARD: Peut-être à la suite d'une étude...

M. BEAULIEU: Non, non, pas peut-être.

M. PINARD: Mais enfin...

M. BEAULIEU: Avant qu'il déclare la faillite, le ministère a fait...

M. PINARD: Je ne connais pas les intentions du ministre.

M. BEAULIEU: D'ailleurs c'est M. Pronovost, du ministère, qui a commencé l'enquête...

M. PINARD: Oui, mais la faillite de Cofomo est subséquente à la faillite d'Alliance Credit Inc.

M. BEAULIEU: Oui, ce qui veut dire que le ministère fonctionne bien.

M. PINARD: Et le ministère avait déjà entre ses mains le rapport d'enquête préliminaire et le rapport final d'enquête faits par M. Marcel Caron avant que la faillite de Cofomo ne se produise.

M. BEAULIEU: Non, non. On vient de sortir le rapport, il y a un mois.

M. PINARD: Oui. Le rapport préliminaire de M. Marcel Caron date du 11 octobre 1968, et il a soumis son rapport final le 13 décembre. Et M. Parizeau a écrit une lettre le 11 février 1969 à l'honorable Jean-Jacques Bertrand, premier ministre, Hôtel du gouvernement, Québec, pour faire suite au mandat qui lui avait été confié. Et je remarque qu'à la première page de la lettre adressée par M. Jacques Parizeau au premier ministre du Québec, le 11 février 1969, un paragraphe que je cite:

« Il ressort également du rapport que la surveillance exercée par les autorités publiques sur la compagnie a été insuffisante. La seule surveillance effective étant celle de la Commission des valeurs mobilières dans le cadre restreint des ressources qu'on lui consent ».

M. BEAULIEU: Lorsque l'étude a été commandée, le ministère n'existait pas. Cela a été commandé par la commission des Institutions financières.

M. PINARD: Oui.

M. BEAULIEU: Dont M. Parizeau était le président.

M. PINARD: Oui.

M. BEAULIEU: Cela n'a pas été commandé par le ministère. Parce que l'étude de Caron a commencé avant que le ministère ne soit formé.

M. PINARD: Oui, j'admets que la loi-cadre instituant le ministère a été adoptée par la suite, oui. A la page 2 de la lettre de M. Parizeau, il y a un paragraphe que je cite: « Le comité recommande que le rapport Caron soit transmis au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives et au ministre de la Justice, de façon à déterminer si, sur la base du rapport lui-même et de tout autre document pertinent, il y a lieu d'envisager des poursuites judiciaires. Il recommande en fait qu'un exemplaire du rapport soit transmis au ministre du Revenu. »

J'ai parcouru plusieurs fois le rapport de M. Marcel Caron.

M. BEAULIEU: Nous allons l'étudier avec le ministère de la Justice. Ce dernier a d'ailleurs reçu le rapport. Ce n'est pas moi qui déciderai s'il y a des poursuites judiciaires à prendre.

M. PINARD: Ce que Je trouve étrange c'est qu'en lisant les journaux financiers, qui ont quand même donné passablement de détails sur les activités de Cofomo et sur les irrégularités qui ont été commises, je retrace des noms de directeurs, d'emprunteurs ou de directeurs de compagnies qui ont fait affaires avec Cofomo et avec Alliance Credit Corporation. Ce sont toujours à peu près les mêmes personnes. Je ne dis pas toutes les personnes, mais il y en a plusieurs que nous retraçons et qui ont fait affaires dans les deux corporations...

M. BEAULIEU: Dans le cas de Cofomo, nous avons fait enquête.

M. PINARD: ... et qui ont eu des postes de responsabilité.

M. BEAULIEU: Dans le cas de Cofomo il y a des poursuites, vous êtes au courant.

M. PINARD: Je le sais, je l'ai affirmé au début de mes remarques.

M. BEAULIEU: Ce n'est pas fini.

M. PINARD: Ce que je trouve étrange, c'est qu'il n'y en ait pas ou qu'il ne semble pas qu'il y en aura dans le cas d'Alliance Credit Corporation, alors que c'est une faillite d'au delà de \$100 millions, il y a eu énormément de petits épargnants qui ont perdu tout leur avoir et tout leur argent.

M. BEAULIEU: D'accord.

M. PINARD: Il y a quand même des cas pathétiques.

M. BEAULIEU: Oui.

M. PINARD: Il y a des personnes qui étaient assez riches et qui ne souffrent pas tellement de la perte qu'ils ont eu à subir, mais j'en connais plusieurs, cependant, qui se situent au niveau des petits épargnants, qui avaient mis toutes leurs épargnes dans cette compagnie et ils ont tout perdu. Ils n'ont aucun espoir de recours ou de remboursement, à moins que le comité chargé de faire l'enquête ne fasse des recommandations bien précises quant à des poursuites possibles contre ceux qui sont responsables de cette faillite et qui pourraient peut-être garantir, à même leurs propres avoirs, un remboursement partiel, au moins partiel, à ces personnes qui ont mis leurs épargnes dans cette compagnie.

M. BEAULIEU: Les poursuites criminelles ne donneront évidemment pas d'argent aux petits actionnaires. Ce sont surtout des poursuites par le syndic qui permettraont de récupérer des biens et les distribuer aux actionnaires, comme cela s'est fait dans le cas de Cofomo. D'accord, nous retenons tout cela.

M. LE PRESIDENT: Poste 9.

M. PINARD: M. le Président, on réalise toujours la même chose, c'est que, dans le cas de faillites aussi fantastiques que celle-là, les compagnies de fiducie, Montreal Trust, Royal Trust ou les autres s'en tirent toujours assez facilement. Elles réalisent toutes leurs garanties, mais les petits épargnants, les actionnaires perdent tout habituellement. La compagnie Montreal Trust a déclaré la compagnie en faillite. Elle a ramassé les actifs qu'elle pouvait réaliser, puis elle s'est protégée assez bien. Il y avait tellement de classes d'actions et de titres sous Voting Trust.

M. BEAULIEU: Pas au préjudice des autres créanciers, selon les termes de l'acte de fiducie, à ce moment-là.

M. PINARD: Je ne dis pas que c'est au préjudice des autres créanciers.

M. BEAULIEU: Non, mais selon les garanties établies dans l'acte de fiducie.

M. PINARD: Seulement, je connais bien des personnes qui se sont inquiétées...

M. BEAULIEU: Bien, c'est sûr que, lorsque vous êtes un actionnaire commun, vous êtes plus en danger. Lorsqu'il y a des profits, personne ne se plaint. Lorsqu'il y a des pertes, tout le monde se plaint. Lorsqu'un créancier ou un fiduciaire est garanti par un acte de fiducie ou par hypothèque, évidemment, il est privilégié sur les autres dettes. Lorsque vous êtes un actionnaire commun, lorsque vous faites des profits, personne ne s'en vante. Tout le monde l'accepte et s'en va. Lorsqu'une action part de \$2 pour monter à \$15, tout le monde est bien satisfait. Lorsque arrivé une faillite, évidemment, les actionnaires communs, disent que les créanciers privilégiés ont été protégés. Or, c'est le rôle du créancier privilégié d'être protégé, évidemment, parce qu'il n'a pas le même rendement sur son action, à ce moment-là.

M. PINARD: Oui, maintenant, est-ce que je.

pourrais attirer l'attention du ministre sur le contenu de la page 8 du rapport Caron, Clarkson and Gordon? Au paragraphe 10, on dit: « La Commission des valeurs mobilières a pris connaissance et a approuvé les prospectus qui leur étaient soumis et elle n'a pas jugé opportun d'utiliser les pouvoirs d'enquête dont elle dispose dans ce cas. » Il semblerait qu'il y a eu des courts-circuits quelque part et que, même sur demande de renseignements, il y a des personnes qui n'ont pas décidé de bouger quand c'était le temps, quand c'était leur devoir de bouger.

M. BEAULIEU: Notre enquête...

M. LE PRESIDENT: Poste 9, adopté?

M. BOURASSA: Le député de Notre-Dame-de-Grâce a deux brèves questions.

M. TETLEY: Je vous demande pardon, M. le Président et mes chers collègues d'en face. La Commission des valeurs mobilières est très importante pour la province et je note que vous avez augmenté le nombre des fonctionnaires de 36 à 40. Je ne veux pas critiquer les fonctionnaires. J'ai souvent affaire avec ces fonctionnaires et je trouve ces personnes-là très honnêtes. Elles travaillent fort et elles sont compétentes. Mais les fonctionnaires, membres de la Commission des valeurs mobilières...

M. BEAULIEU: Pas tous, par exemple. Je ne suis pas d'accord avec vous. Pas tous.

M. TETLEY: Pas tous, mais il y en a. Vous pouvez nous dire lesquels vous n'aimez pas?

M. BEAULIEU: Qui? M. Doran?

M. TETLEY: Non, non, je les trouve tous bons...

M. BEAULIEU: Je sais qu'il travaille très fort.

M. BOURASSA: C'est le ministre qui donne des noms.

M. BEAULIEU: Non, non, je suis d'accord pour dire qu'il travaille très fort.

M. BOURASSA: On va penser que le ministre est d'accord avec le député.

M. PAUL: Les deux se mettent sur la même longueur d'onde.

M. BEAULIEU: On est d'accord sur le même nom.

M. TETLEY: Je trouve et j'ai toujours trouvé que, lorsque j'ai téléphoné, lorsque j'ai écrit, lorsque je suis allé les voir, ils étaient toujours polis et ils ont travaillé tort, mais c'est important. Mon étude se trouve dans la tour de la Bourse...

M. BEAULIEU: Ce n'est pas ça qui est indiqué dans le rapport de la Bourse de Montréal, par exemple. Eux, ils ne sont pas satisfaits, je peux vous dire ça.

M. TETLEY: C'est ça, mais tous les membres de compagnies qui vendent des valeurs mobilières et tous les hommes d'affaires parlent — souvent ils parlent, mais pas tous, mais presque tous — m'adressent des reproches envers la Commission des valeurs mobilières. Ils me disent: Comme député, qu'est-ce que vous allez faire? Ce soir, je crois que c'est mon devoir de vous demander ou de suggérer que vous fassiez quelque chose d'important dans cette direction.

M. BEAULIEU: Je crois qu'il y a beaucoup à faire à la Commission des valeurs mobilières, puisque beaucoup de personnes se sont plaintes jusqu'à maintenant du service et du rendement de la Commission des valeurs mobilières. Ce n'est pas la faute des commissaires qui sont là. Nous sommes actuellement à étudier avec eux les moyens que nous allons prendre pour donner plus de service, peut-être nommer plus de commissaires, s'il le faut, plus d'employés. Ils sont débordés souvent par une foule de demandes, une foule de dossiers. Dernièrement, les commissaires n'ont pas eu de veine, puisque deux d'entre eux étaient malades, et M. Doran était surchargé de travail. Un troisième commissaire temporaire a été nommé. Nous sommes en train d'étudier avec eux les recommandations, les employés à nommer en surplus pour que les compagnies financières, pour que les compagnies minières aient droit au service nécessaire pour pouvoir fonctionner. Cela, je l'ai retenu et nous sommes très familiers avec le dossier.

M. TETLEY: Merci. J'ai une autre suggestion au sujet des fonds mutuels. Il y a un type de fonds mutuels qui s'appelle « Hedge fund ». En effet, c'est un fonds qui, au lieu d'acheter les parts partout, « it sells short », c'est, dis-je, un fonds mutuel très moderne qui n'existe qu'aux Etats-Unis mais pour moi, c'est très

important ici au Québec, ces fonds mutuels qui n'achètent pas, mais qui se vendent « sell short ». Je crois évidemment que notre commission n'accepte pas un tel fonds à l'heure actuelle. C'est contre la loi, contre les règlements de notre Commission de valeurs mobilières, mais il faut que notre commission étudie à fond ces « Hedge funds », parce que c'est la façon...

M. BEAULIEU: La commission les aurait refusés, quoi?

M. TETLEY: Oui, parce qu'ils n'ont jamais pensé à un fonds, au lieu d'acheter, vendre, « to sell short » en effet...

M. BEAULIEU: J'ai demandé un rapport à...

M. TETLEY: C'est une espèce de fonds anti-inflationniste. Donc, c'est important au Canada et au Québec.

M. BEAULIEU: D'accord, adopté.

M. LE PRESIDENT (M. Simard): Adopté.

M. LESAGE: Je ne crois pas que nous puissions terminer nos travaux au comité de la présidence du conseil avant 11 heures passées. J'avais un certain nombre de questions à poser. Je pourrais dire dès maintenant, pour libérer les fonctionnaires, que demain nous pourrions reprendre l'étude de ces crédits après l'étude des bills du revenu. Les articles sur lesquels j'aurai des questions à poser, les autres peuvent être adoptés...

M. BEAULIEU: Je n'ai pas d'objection.

M. LESAGE: J'ai demandé au député de Mercier quelles étaient les discussions qui avaient eu lieu...

M. BOURASSA: J'ai résumé cela...

M. BEAULIEU: Ce que nous avons fait en deux heures et dix secondes.

M. LESAGE: Il faut dire que j'ai lu rapidement aussi, au comité, des feuillets au fur et à mesure qu'ils me parvenaient.

M. BOURASSA: C'est pour cela que vous avez compris aussi vite.

M. LESAGE: Les articles 4, 10 et 12.

M. BEAULIEU: Articles 4, 10 et 12.

M. LESAGE: Au service des caisses d'épargne et de crédit, ce à quoi je m'attacherai surtout, c'est le processus d'acquisition du contrôle de la Banque Provinciale, de la Caisse d'économie par la Fédération des caisses. Sur la Régie de l'assurance-dépôt, je voudrais savoir quels sont les derniers rapports. Nous ne les avons pas eus. Qu'est-ce qui s'est fait dans ce domaine-là; l'année dernière il ne s'était rien fait lorsque nous en avons parlé. Je voudrais avoir un rapport sur les activités du comité d'enquêtes sur les fonds mutuels.

M. BEAULIEU: C'est un rapport canadien le comité d'enquêtes des fonds mutuels?

M. LESAGE: Je ne sais pas comment s'appelle le rapport.

M. BEAULIEU: C'est un rapport canadien, c'est en collaboration avec le gouvernement du Canada et des autres provinces.

M. LESAGE: Je voudrais savoir qu'est-ce qu'on y trouve, qu'est-ce qu'on n'y trouve pas, comment cela marche, qui en fait partie? Est-ce que nous avons des rapports ou si on paye sans savoir ce qui se passe?

M. BEAULIEU: Cela va bien comme d'habitude.

M. LESAGE: J'ai rarement confiance aux choses qui vont trop bien.

M. BEAULIEU: Moi si, au contraire.

M. LESAGE: J'ai confiance aux choses qui vont mal, exemple: ce qui se passe en bas.

M. BEAULIEU: Cela va mal en bas?

UNE VOIX: Cela va bien.

M. BOURASSA: Est-ce qu'il y a d'autres questions?

M. BEAULIEU: M. le Président, on peut adopter tous les points et...

M. BOURASSA: Oui, oui, d'accord.

M. BEAULIEU: ... accorder à M. Lesage la permission de poser des questions.

M. LE PRÉSIDENT: Alors, article 9, adopté.

UNE VOIX: L'article 4 a été adopté, n'est-ce pas?

M. BOURASSA: Article 9.

M. BEAULIEU: Ils sont tous adoptés, mais on lui donnera la permission de revenir sur tous les sujets. Avec plaisir, d'ailleurs.

M. LE PRÉSIDENT: Articles 4, 10 et 12.

M. BOURASSA: A l'article 10, l'assurance-dépôts, pourquoi...? Article 10, adopté. Cela va. Article 11. M. Lesage réserve les articles 4 et 10.

M. LE PRÉSIDENT: Les articles 4, 10 et 12.

M. BEAULIEU: Les articles 4, 10 et 12, oui.

M. LE PRÉSIDENT: L'article 11 est adopté.

M. BOURASSA: Disons que je reviendrai avec lui demain sur la question de l'assurance-dépôts. Cela ne donne rien de...

M. BEAULIEU: Oui, nous les adoptons tous et nous reviendrons demain.

M. BOURASSA: Disons que nous adoptons tous les articles, sauf 4, 10 et 12.

M. BEAULIEU: L'article 4 est adopté, mais vous pourrez revenir là-dessus, je n'ai pas d'objection du tout.

M. BOURASSA: Ce ne sera pas long.

M. BEAULIEU: Protection civile, c'est pas-sé?

M. PAUL: Secrétariat, protection civile. D'ailleurs, c'est statutaire.

M. BOURASSA: Adopté.

M. BEAULIEU: En ce qui concerne les articles 4, 10 et 12, nous avons quatre bills à présenter demain en Chambre. C'est là qu'est la difficulté.

M. BOURASSA: Oui, mais ça ne veut pas dire que ce sera long les bills, ce sont des augmentations de taxes. Je pense que le gouvernement...

M. PAUL: On vous remercie de cette bonne nouvelle.

M. BOURASSA: Je veux dire que je pense que...

M. PAUL: Non, je n'en ai pas, vous avez fait une bonne déclaration, une déclaration d'intention.

M. BOURASSA: Mais étant donné que cela a trait à des augmentations de taxes, le gouvernement ne devrait pas parler longtemps. Il va essayer de passer ça rapidement. Nous, nous allons faire notre devoir en comparant les promesses de 1966...

M. PAUL: Nous avons vu juste.

M. BOURASSA: Alors quel est le programme exact pour demain, M. le Président?

M. SIMARD (président du comité des subsides): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité a adopté des résolutions et demande au président de siéger à nouveau.

M. LEBEL (président): L'honorable Secrétaire de la province propose que les résolutions soient maintenant lues et adoptées.

Cette motion sera-t-elle adoptée? Quand siégera le comité?

M. PAUL: A une prochaine séance.

M. LE PRÉSIDENT: A une prochaine séance.

M. PAUL: M. le Président, demain matin il ne faudrait pas oublier que pour ceux qui sont membres de la commission des bills privés et des bills publics, que cette commission siégera à dix heures.

La Chambre se réunira à dix heures trente et, après la période des questions, il a été convenu avec les porte-parole officiels de l'Opposition que certaines législations seraient appelées. Par exemple, on continuera l'étude en comité plénier du bill 9; ensuite, on prendra le bill 39, Loi mo-

difiant la loi de l'impôt provincial sur le revenu; le bill 41, Loi modifiant la loi de l'impôt sur la vente en détail, et l'article E, qui figure à la première page du feuilleton de ce jour, Loi modifiant la loi des droits sur les successions.

M. BOURASSA: Le dernier bill, il faudrait que j'en discute avec le chef de l'Opposition.

M. PAUL: Disons que c'est tout simplement un idéal à atteindre que d'adopter ces quatre bills-là.

M. BOURASSA: Alors, je comprends le ministre.

M. PAUL: Par la suite, nous pourrions revenir en comité des subsides pour terminer l'étude des prévisions budgétaires du ministère des Institutions financières et, enfin, étudier les prévisions budgétaires du ministère des Finances.

Pour ce qui a trait à l'heure de l'ajournement, théoriquement, ce serait cinq heures trente, mais, en pratique, nous espérons que ce sera plus tôt.

M. PINARD: Est-ce que ça peut être plus tard?

M. PAUL: Non.

M. BOURASSA: Est-ce que ça peut être une heure?

M. PAUL: Demain après midi?

M. BOURASSA: Oui.

M. PAUL: Impossible. M. le Président, je propose l'ajournement de la Chambre à demain matin, dix heures trente.

M. LE PRÉSIDENT: La Chambre s'ajourne à demain matin, dix heures trente.

(Fin de la séance 22 h 15)